



Assemblée générale

Soixante-quinzième session

Distr. générale
13 janvier 2021
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Note du Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de distribuer, en application de la décision 74/562 du 22 juillet 2020, le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires au débat général et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées dans la matinée du mardi 22 septembre 2020, à la 4^e séance de l'Assemblée générale (voir A/75/PV.4). Les additifs 1 à 11 au présent document contiennent les déclarations faites à l'Assemblée générale, de la 5^e à la 15^e séance (A/75/PV.5 – A/75/PV.15).

Conformément à la décision 74/562, et sans que cela ne crée de précédent pour les réunions de haut niveau organisées dans le cadre de futures semaines de haut niveau, les procès-verbaux de l'Assemblée générale s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées faites par les chefs d'État et autres dignitaires, qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org.

20-14932 (F)



Document adapté

Merci de recycler



Brésil (voir aussi A/75/PV.4, annexe I)

Allocution de M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : portugais ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Volkan Bozkir,

Monsieur le Secrétaire général António Guterres, que j'ai le plaisir de saluer dans notre langue maternelle,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État, de gouvernement et de délégation,

Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur d'ouvrir la présente session de l'Assemblée avec des représentants de pays souverains, à un moment où le monde a besoin de la vérité pour relever les défis auxquels il est confronté.

La maladie à coronavirus (COVID-19) est devenue le centre d'attention au cours de cette année et je voudrais tout d'abord exprimer ma tristesse pour chaque vie perdue.

Dès le début, dans mon pays, j'ai averti que nous avons deux problèmes à résoudre, le virus et le chômage, et que ces deux questions devaient être abordées simultanément et avec le même sens des responsabilités.

Conformément à une décision de justice au Brésil, toutes les mesures relatives à la distanciation physique et aux restrictions des déplacements ont été déléguées à chacun des 27 gouverneurs de la Fédération. Le Président, à son tour, s'est vu confier la responsabilité d'envoyer des ressources dans tout le pays.

Comme cela a été le cas dans une grande partie du monde, certains médias brésiliens ont également politisé le virus en semant la panique au sein de la population. En utilisant des slogans tels que « restez chez vous » et « nous nous occuperons de l'économie plus tard », ils ont failli provoquer le chaos social dans le pays.

Néanmoins, notre administration, dans un geste audacieux, a mis en place plusieurs mesures économiques qui ont permis d'éviter un mal plus grand.

Une aide d'urgence a été versée à 65 millions de personnes en plusieurs tranches pour un montant total d'environ 1 000 dollars, ce qui constitue le plus grand programme d'aide aux plus pauvres au Brésil et peut-être l'un des plus importants dans le monde.

Nous avons alloué plus de 100 milliards de dollars à des mesures sanitaires et à l'aide aux petites et micro-entreprises. Des mesures ont également été prises pour compenser les pertes de revenus des États et des municipalités.

Plus de 200 000 familles autochtones ont reçu une aide alimentaire et ont bénéficié d'efforts de prévention de la COVID-19.

En coordination étroite avec les professionnels de la santé, nous avons encouragé le traitement rapide de la maladie.

Nous avons consacré 400 millions de dollars à la recherche, à la mise au point et à la production du vaccin d'Oxford au Brésil. Dans notre pays, les hôpitaux n'ont jamais manqué de moyens pour prendre en charge les patients atteints de la COVID-19.

La pandémie nous a enseigné une leçon importante, à savoir que nous ne pouvons pas compter sur quelques pays pour la production de produits et de moyens essentiels à notre survie. Rien que le prix d'hydroxychloroquine a augmenté de 500 % au début de la pandémie.

Par conséquent, le Brésil est favorable au développement de technologies de pointe et aux efforts d'innovation, comme l'industrie 4.0, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies et la technologie 5G, en collaboration avec tous les partenaires qui respectent notre souveraineté et accordent l'importance voulue à la liberté et à la protection des données.

Malgré la crise mondiale, la production agricole n'a jamais été interrompue au Brésil. Les agriculteurs ont travaillé plus dur que jamais, produisant des denrées alimentaires pour nourrir plus d'un milliard de personnes.

Le Brésil a en effet contribué à nourrir le monde, sans interruption. Grâce à nos camionneurs et à nos travailleurs dans les secteurs maritime, portuaire et aérien, toute la chaîne logistique est restée pleinement active et la distribution a été assurée sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation.

Notre secteur agroalimentaire reste dynamique et prospère et, surtout, il a et respecte la meilleure législation environnementale de la planète.

Malgré cela, nous sommes victimes d'une campagne de désinformation des plus brutales portant sur l'Amazonie et les zones humides brésiliennes.

L'Amazonie brésilienne est connue pour son immense richesse. Cela explique l'appui apporté par les institutions internationales à cette campagne de désinformation qui repose sur des intérêts louches associés à des associations brésiliennes antipatriotiques et qui prônent l'exploitation à outrance, dans le but de saboter le Gouvernement et le Brésil en tant que tel.

Nous jouons un rôle de chef de file en matière de conservation des forêts tropicales humides. Nous avons le bouquet énergétique le plus propre et le plus diversifié du monde.

Même si notre pays fait partie des 10 plus grandes économies du monde, nous ne sommes responsables que de 3 % des émissions de carbone dans le monde.

Nous assurons la sécurité alimentaire d'un sixième de la population mondiale, alors que nous préservons 66 % de notre végétation indigène et nous n'utilisons que 27 % de notre territoire pour l'élevage et l'agriculture. Aucun autre pays ne peut se targuer de telles statistiques.

Le Brésil se distingue comme le plus grand producteur de denrées alimentaires dans le monde. Et c'est pour cette raison qu'il y a un tel intérêt à répandre la désinformation au sujet de notre environnement.

Nous sommes ouverts au monde, auquel nous offrons le meilleur de nous-mêmes, c'est-à-dire nos produits agricoles. Nous n'avons jamais autant exporté. Le monde compte de plus en plus sur le Brésil pour se nourrir.

Notre forêt est une forêt tropicale humide et, en tant que telle, le feu ne peut pas s'y propager. Les incendies ont tendance à se produire pratiquement aux mêmes

endroits, aux alentours de la lisière orientale de la forêt, où les Brésiliens autochtones brûlent leurs terres agricoles à la recherche de moyens de subsistance, dans des zones déjà défrichées.

Nous luttons contre les incendies criminels avec fermeté et détermination. Je m'en tiens à ma politique de tolérance zéro à l'égard de la criminalité environnementale. Avec le Congrès, nous voulons procéder à la régularisation foncière pour identifier les auteurs de ces actes criminels.

Je voudrais rappeler que la région amazonienne est plus vaste que l'ensemble de l'Europe occidentale, d'où la difficulté de lutter non seulement contre les incendies, mais aussi contre l'exploitation forestière illégale et la biopiraterie. Pour y faire face, nous sommes en train de développer et de renforcer l'utilisation de la technologie et d'améliorer les opérations interinstitutions, y compris la participation des forces armées.

Tout comme la Californie, nos zones humides, d'une superficie supérieure à celle de nombreux pays européens, sont confrontées aux mêmes problèmes. Les vastes incendies sont une conséquence inévitable des températures locales élevées associées à l'accumulation de matières organiques en décomposition.

Nos préoccupations pour l'environnement ne se limitent pas à nos forêts. Le Programme national des débris marins du Brésil, l'une des toutes premières initiatives de ce genre, a élaboré une stratégie pour notre littoral, qui s'étend sur plus de 8 500 km.

En conséquence, le Brésil n'a ménagé aucun effort lors de la COP 25 à Madrid en vue de la création, conformément aux dispositions de l'Accord de Paris, d'un marché international du carbone efficace. Malheureusement, les forces du protectionnisme ont prévalu.

En 2019, le Brésil a été victime d'une infiltration criminelle de pétrole vénézuélien, vendu sans contrôle adéquat, qui a causé de graves dommages à l'environnement et des pertes importantes pour les industries de la pêche et du tourisme.

Le Brésil estime qu'il est important de respecter la liberté de navigation, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Par conséquent, les règles de protection de l'environnement doivent être respectées et les actes criminels doivent faire l'objet d'une enquête en temps utile, pour que des infractions pénales telles que celle qui a été perpétrée contre le Brésil n'aient pas de conséquences sur d'autres pays.

Le Brésil se distingue non seulement sur le plan de la préservation de l'environnement, mais aussi sur le plan humanitaire et des droits de l'homme, un domaine dans lequel le Brésil est devenu une référence internationale compte tenu de l'engagement et du dévouement dont nous avons fait preuve pour venir en aide aux réfugiés vénézuéliens qui arrivent au Brésil via l'État frontalier de Roraima.

L'opération Welcome, menée par le Ministère brésilien de la défense, a permis d'accueillir près de 400 000 Vénézuéliens déplacés à la suite de la profonde crise politique et économique provoquée par la dictature vénézuélienne.

Plus de 4 000 militaires brésiliens ont participé à cette opération, qui est menée par une équipe spéciale logistique humanitaire en vue d'accueillir, d'abriter et d'intégrer les familles nouvellement arrivées à la frontière.

En tant que Membre fondateur de l'ONU, le Brésil est engagé à respecter les principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies : la paix et la

sécurité internationale, la coopération internationale, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation nous offre l'occasion de renouveler notre engagement et notre fidélité à ces idéaux.

La paix ne peut être dissociée de la sécurité. La coopération entre les peuples ne peut être dissociée de la liberté.

Le Brésil a consacré les principes de paix, de coopération et de prééminence des droits de l'homme dans sa constitution et a traditionnellement contribué à les traduire dans la réalité.

Le Brésil a déjà participé à plus de 50 opérations de maintien de la paix et missions connexes et a déployé, à ce titre, plus de 55 000 militaires, policiers et civils, notamment dans le canal de Suez, en Angola, au Timor oriental, en Haïti, au Liban et au Congo.

Deux Brésiliennes membres de l'armée ont été distinguées par l'ONU pour leur action contre les violences sexuelles dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

Nous restons déterminés à mettre en œuvre les accords commerciaux signés entre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Union européenne ainsi qu'avec l'Association européenne de libre-échange. Ces accords prévoient des dispositions importantes qui renforcent notre engagement en faveur de la protection de l'environnement.

Sous mon administration, le Brésil a enfin tourné la page du protectionnisme et opté pour le libéralisme commercial en tant qu'outil clef de croissance et de transformation.

Je réaffirme notre engagement en faveur de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, qui doit nous fournir les disciplines adaptées aux nouvelles réalités internationales.

Nous allons également bientôt entamer le processus officiel d'adhésion du Brésil à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À cette fin, nous avons déjà mis en place les normes les plus élevées au monde dans tous les domaines, y compris la réglementation financière, la sécurité numérique et la protection de l'environnement.

Au cours de ma première année de mandat, nous avons mené à bien la réforme des retraites et, plus récemment, nous avons soumis au Congrès deux nouveaux projets de réforme portant sur le système fiscal et l'administration de l'appareil d'État.

De nouveaux cadres réglementaires ont également été mis en place dans des secteurs clefs, tels que l'assainissement et le gaz naturel. Ils attireront davantage d'investissements, stimuleront l'économie, créeront des emplois et généreront des revenus.

En 2019, le Brésil était la quatrième destination mondiale des investissements directs étrangers et, au cours du premier semestre 2020, malgré la pandémie, nous avons constaté une augmentation des flux d'investissements par rapport à la même période de l'année dernière. C'est là une preuve manifeste de la confiance que le monde accorde à notre gouvernement. En coordination avec les partenaires de l'Atlantique Sud, le Brésil s'est efforcé de revitaliser la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud.

Le Brésil est préoccupé par le terrorisme et le rejette dans toutes les régions du monde.

En Amérique latine, nous continuons à nous efforcer de préserver et de promouvoir la démocratie, pierre angulaire du progrès économique que nous appelons tous de nos vœux.

La liberté est le plus grand atout de l'humanité.

J'appelle l'ensemble de la communauté internationale à protéger les libertés religieuses et à lutter contre la haine du christianisme. Je tiens également à réaffirmer ma solidarité et mon appui au peuple libanais à la suite des épreuves qu'il a récemment traversées.

Nous considérons que le moment est venu pour nous d'ouvrir des horizons nouveaux et plus optimistes pour l'avenir du Moyen-Orient. Les accords de paix conclus entre Israël et les Émirats arabes unis et entre Israël et Bahreïn – trois amis du Brésil avec lesquels notre gouvernement a considérablement renforcé ses relations – sont une excellente nouvelle.

Le Brésil se félicite également du Plan pour la paix et la prospérité lancé par le Président Donald Trump, qui présente une vision prometteuse pour reprendre le chemin d'une solution tant désirée au conflit israélo-palestinien après plus de sept décennies d'efforts.

La nouvelle politique du Brésil, celle d'un rapprochement simultané avec Israël et les pays arabes, s'inscrit dans le droit fil de ces initiatives, qui apportent enfin une lueur d'espoir à cette région.

Le Brésil est un pays chrétien et conservateur, qui a pour fondement la famille.

Que Dieu nous bénisse tous.

Je vous remercie.

États-Unis d'Amérique (voir aussi A/75/PV.4, annexe II)

Allocution de M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original: anglais]

C'est un grand honneur pour moi de m'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Soixante-quinze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et la fondation de l'Organisation des Nations Unies, nous sommes engagés une fois de plus dans une grande lutte mondiale.

Nous avons mené un combat acharné contre l'ennemi invisible – le virus chinois – qui a fait d'innombrables victimes dans 188 pays.

Aux États-Unis, nous avons lancé la mobilisation la plus intense depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons rapidement produit un stock record de respirateurs et créé un surplus qui nous a permis de les partager avec des amis et des partenaires à travers le monde.

Nous avons été les premiers à mettre au point des traitements permettant de sauver des vies, réduisant notre taux de mortalité de 85 % depuis le mois d'avril.

Grâce à nos efforts, trois vaccins sont dans la phase finale de leurs essais cliniques.

Nous sommes en train de les produire en masse à l'avance afin qu'ils puissent être distribués dès qu'ils seront prêts.

Nous distribuerons un vaccin, nous vaincrons le virus, nous mettrons fin à la pandémie et nous entrerons dans une ère nouvelle de prospérité, de coopération et de paix sans précédent.

Dans la quête de cet avenir brillant, nous devons tenir responsable le pays qui a lâché ce fléau sur le monde : la Chine.

Dès les premiers jours du virus, la Chine a interdit les déplacements intérieurs tout en permettant à des vols de quitter la Chine et d'infecter le monde.

La Chine a condamné l'interdiction de voyager que j'ai imposée à son pays, alors même qu'elle annulait les vols internes et enfermait ses citoyens chez eux.

Le Gouvernement chinois et l'Organisation mondiale de la Santé – qui est pour ainsi dire contrôlée par la Chine – ont déclaré à tort qu'il n'y avait aucune preuve de transmission entre humains.

Puis, ils ont affirmé à tort que les personnes asymptomatiques ne pouvaient pas propager la maladie.

L'ONU doit tenir la Chine responsable de ses actes.

En outre, chaque année, la Chine déverse des millions et des millions de tonnes de plastique et de déchets dans les océans, pratique la surpêche dans les eaux d'autres pays, détruit de vastes étendues de récifs coralliens et émet plus de mercure toxique dans l'atmosphère que tout autre pays au monde.

Les émissions de carbone de la Chine sont près de deux fois supérieures à celles des États-Unis, et elles augmentent rapidement.

L'année dernière, par comparaison, après mon retrait de l'Accord partial de Paris sur le climat, les États-Unis ont réduit leurs émissions de carbone plus que tout autre pays signataire de l'Accord.

Ceux qui attaquent le bilan environnemental exceptionnel des États-Unis tout en feignant d'ignorer la pollution endémique par la Chine ne s'intéressent pas à l'environnement.

Ils veulent simplement punir les États-Unis, et je ne le tolérerai pas.

Pour que l'ONU soit une organisation efficace, elle doit se concentrer sur les véritables problèmes du monde.

Cela inclut le terrorisme, l'oppression des femmes, le travail forcé, le trafic de drogue, la traite des personnes et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, les persécutions religieuses et l'épuration ethnique des minorités religieuses.

Les États-Unis seront toujours un chef de file des droits de l'homme.

Mon gouvernement fait progresser la liberté de religion, les possibilités pour les femmes, la dépénalisation de l'homosexualité, la lutte contre la traite des personnes et la protection des enfants à naître.

Nous savons également que la prospérité des États-Unis est le socle de la liberté et de la sécurité dans le monde.

En trois ans seulement, nous avons bâti la plus grande économie de l'histoire, et nous sommes en train de faire de même une fois encore et rapidement.

La taille de notre armée a considérablement augmenté. Au cours des quatre dernières années, nous avons dépensé 2 500 milliards de dollars pour nos forces armées. Notre armée est la plus puissante au monde, et de loin.

Nous avons résisté aux abus commerciaux de la Chine qui duraient depuis des dizaines d'années.

Nous avons revitalisé l'Alliance de l'Atlantique Nord, où d'autres pays assument désormais une part beaucoup plus équitable du fardeau financier.

Nous avons forgé des partenariats historiques avec le Mexique, le Guatemala, le Honduras et El Salvador pour mettre fin à l'industrie du passage de clandestins.

Nous sommes aux côtés des populations de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela dans leur juste combat pour la liberté.

Nous nous sommes retirés de l'accord désastreux sur le nucléaire iranien et avons imposé des sanctions paralysantes à l'État qui est le plus grand soutien du terrorisme au monde.

Nous avons totalement éliminé le califat de Daech, tué son fondateur et dirigeant, Al-Baghdadi, et supprimé le plus grand terroriste au monde, Qassem Soleimani.

Ce mois-ci, nous avons conclu un accord de paix avec la Serbie et le Kosovo.

Nous avons réalisé une percée historique avec la conclusion de deux accords de paix au Moyen-Orient, après des décennies de statu quo.

Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn ont tous signé un accord de paix historique à la Maison Blanche, et de nombreux autres pays du Moyen-Orient vont faire comme eux. La liste s'allonge rapidement, et ils savent que c'est une bonne chose pour eux et pour le monde.

Ces accords de paix sans précédent signalent l'aube du nouveau Moyen-Orient.

En adoptant une approche différente, nous avons obtenu des résultats différents, des résultats bien supérieurs. Nous avons adopté une approche, et elle a marché. Nous prévoyons de conclure d'autres accords de paix prochainement, et je n'ai jamais été aussi optimiste pour l'avenir de cette région. Il n'y a pas de sang sur le sable. Ces jours, je l'espère, sont révolus.

À l'heure où nous parlons, les États-Unis s'efforcent également de mettre fin à la guerre en Afghanistan, et nous sommes en train de ramener nos soldats au pays. L'Amérique accomplit son destin de pacificateur, mais cette paix est atteinte au prix de notre force. Nous sommes plus forts que jamais. Nos armes ont atteint un niveau de sophistication jamais, et pour parler franchement, un niveau que nous n'avions même jamais imaginé. Et je prie Dieu que nous n'ayons jamais besoin de les utiliser.

Pendant des décennies, les mêmes voix lasses ont proposé les mêmes solutions inefficaces, et ont poursuivi des ambitions mondiales aux dépens de leur peuple.

Mais c'est seulement quand vous vous occupez de vos citoyens que vous trouvez une véritable base de coopération.

En tant que Président, j'ai rejeté les approches inefficaces du passé, et je suis fier de faire passer l'Amérique en premier, tout comme vous devriez faire passer vos pays en premier. C'est normal, c'est ce que vous devez faire.

Je suis convaincu au plus profond de moi que l'année prochaine, quand nous nous retrouverons en personne, nous vivrons l'une des plus grandes années de notre histoire, et franchement, je l'espère, de l'histoire du monde.

Je vous remercie. Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse l'Amérique. Et que Dieu bénisse les Nations Unies.

Turquie (voir aussi A/75/PV.4, annexe III)

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République de Turquie

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : turc ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers délégués,

Je vous adresse mes salutations respectueuses en mon nom et au nom de ma nation.

Je tiens à remercier M. Muhammed Bande pour son travail fructueux au sein de l'Organisation des Nations Unies pendant cette période difficile.

Je félicite également de tout cœur mon ancien collègue, l'Ambassadeur Volkan Bozkır, qui assume la présidence de l'Assemblée générale.

L'élection de l'Ambassadeur Bozkır à ce poste, avec le soutien de l'écrasante majorité des pays, est un témoignage de ses qualités personnelles de diplomate et d'homme politique expérimenté, ainsi qu'un signe de confiance dans la Turquie.

En tant que premier citoyen turc à occuper la fonction la plus élevée au sein du système des Nations Unies, je suis convaincu que l'Ambassadeur Bozkır sera la voix et la conscience de la communauté internationale.

Je ne doute pas qu'il s'acquittera de ses fonctions en toute équité et transparence.

Je souhaite à M. Bozkır plein succès dans l'accomplissement de sa tâche, qu'il assume en cette année on ne peut plus symbolique, celle du soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies.

Je pense qu'axer le débat général de l'Assemblée générale sur le thème « Faire face à la COVID-19 au moyen d'une réelle action multilatérale » était une bonne décision.

La Turquie est un pays qui respecte ses engagements et nous sommes déterminés à continuer d'appuyer la lutte contre la maladie à coronavirus (COVID-19).

La pandémie a frappé le monde à un moment où il avait déjà des difficultés à faire face à divers défis.

La mondialisation, le système international fondé sur des règles et le multilatéralisme, qui faisaient déjà l'objet de discussions, sont aujourd'hui encore plus remis en question sous les effets de la pandémie.

Lorsqu'on observe le panorama qui se dresse devant nous, il convient d'évaluer avec précision et franchise dans quelle mesure le verre est à moitié vide ou à moitié plein.

Dans la moitié vide du verre, il y a la nécessité de réformer les organisations multilatérales, et en particulier l'Organisation des Nations Unies.

Avec cette crise, nous avons pu voir à quel point les mécanismes mondiaux en place étaient inefficaces.

C'est tellement vrai qu'il a fallu des semaines, et même plusieurs mois, pour que le Conseil de sécurité, l'organe de décision le plus fondamental de l'ONU, inscrive la pandémie à son ordre du jour.

Au début de la pandémie, les pays se sont retrouvés livrés à eux-mêmes.

Une fois de plus, nous avons ainsi pu vérifier à quel point la thèse selon laquelle le monde ne se limite pas à cinq pays, que je défends depuis des années depuis cette tribune, était juste.

Le sort de l'humanité ne peut être laissé au bon vouloir d'une petite poignée de pays.

Pour éviter que les organisations internationales ne voient leur réputation s'éroder, nous devons d'abord revoir notre état d'esprit, nos institutions et nos règles.

Un multilatéralisme efficace suppose des institutions multilatérales efficaces.

Nous devons rapidement procéder à des réformes globales et en profondeur, en commençant par la refonte du Conseil de sécurité.

Nous devons doter le Conseil d'une structure et d'un fonctionnement plus efficaces, plus démocratiques, plus transparents et plus responsables.

De même, nous devons aussi renforcer l'Assemblée générale, qui incarne la conscience collective de la communauté internationale.

Pour ce qui est de la moitié pleine, l'Organisation des Nations Unies a toujours le potentiel d'être l'élément à même de faire pencher la quête de paix, de justice et de prospérité de l'humanité du bon côté.

Étant donné que la crise provoquée par la pandémie n'est pas encore derrière nous, nous devrions nous efforcer de faire le meilleur usage possible des institutions et des mécanismes de coopération multilatérale à notre disposition.

Lorsque les problèmes sont mondiaux, les solutions locales ne peuvent être qu'un remède temporaire.

La solidarité internationale est indispensable pour trouver des solutions à long terme.

Dès l'apparition de la crise, la Turquie a prôné la coopération dans toutes les enceintes internationales.

Nous avons été à la pointe des efforts de lutte contre la pandémie au sein du Groupe des Vingt, du Conseil de coopération des États de langue turcique, du groupe MIKTA, qui réunit le Mexique, l'Indonésie, la République de Corée, la Turquie et l'Australie, de l'Organisation de la coopération islamique et d'autres instances.

Nous avons répondu à l'appel de 146 pays et de 7 organisations internationales qui avaient besoin d'une aide en matériel médical, parce que nous partons du principe que c'est dans le besoin que l'on reconnaît ses vrais amis.

Grâce aux opérations de rapatriement que nous avons menées, nous avons permis à plus de 100 000 de nos ressortissants qui se trouvaient dans 141 pays de rentrer chez eux.

Ces mêmes vols ont servi à transporter plus de 5 500 étrangers originaires de 77 pays différents afin qu'ils puissent regagner leur domicile.

Et tout cela, nous ne l'avons pas fait dans l'intention de mener une « diplomatie du coronavirus ».

Nous n'attendons rien et continuons à ne rien attendre en retour, de la part de qui que ce soit, de nos efforts d'aide et de rapatriement.

Être du côté des victimes et des opprimés est inscrit dans l'ADN de notre nation et c'est l'essence même de notre politique étrangère à la fois humaniste et entreprenante.

J'appelle une nouvelle fois à ce que la fourniture de matériel médical et de médicaments ainsi que les efforts pour mettre au point un vaccin ne deviennent pas un sujet de compétition.

Quel que soit le pays où ils seront produits, les vaccins prêts à l'emploi devront être considérés comme un bien commun de l'humanité.

Chers délégués,

Avec la pandémie, nous avons tous encore une fois pu nous rendre compte à quel point ces fondamentaux que sont la capacité de l'État, une gouvernance efficace et la résilience sont essentiels.

Derrière la réussite de la Turquie, il y a les mécanismes de gouvernance efficaces que nous avons mis en place dans le cadre du régime présidentiel, de fortes capacités développées grâce à nos investissements dans les infrastructures de santé, et un capital humain hautement qualifié.

Cependant, la pandémie a eu des répercussions négatives sur la dynamique des conflits à travers le monde et a accru les vulnérabilités.

Nous regrettons que l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial à des fins humanitaires, que nous-mêmes nous appuyons, n'ait pas produit de résultats concrets.

L'ambition de la Turquie est de trouver les moyens d'éliminer les menaces qui pèsent sur notre pays et sur l'humanité, en prenant toute sorte d'initiative si nécessaire. Le conflit en Syrie, qui est entré dans sa dixième année, continue de représenter une menace pour la sécurité et la stabilité de notre région.

Pays qui a porté le premier coup, et le plus grave, contre Daech dans la région, nous continuons à lutter contre l'organisation terroriste PKK/YPG.

En tant que communauté internationale, nous ne pouvons pas trouver une solution permanente à la question syrienne sans adopter la même attitude de principe et la même position décisive contre toutes les organisations terroristes.

Cette approche est également essentielle pour garantir des retours sûrs et volontaires en Syrie.

Le retour de plus de 411 000 de nos frères et sœurs syriens dans les régions que nous avons libérées des organisations terroristes en Syrie en est l'indicateur le plus clair.

De même, grâce aux régions que nous avons sécurisées, nous avons réussi à empêcher que des millions de Syriens vivant dans différentes parties du pays, notamment à Edleb, ne quittent leur patrie.

La Turquie accueille environ 4 millions de Syriens sur son propre territoire depuis des années et répond à tous leurs besoins.

Nous répondons également aux besoins d'environ le même nombre de Syriens sur place, dans les régions que nous gardons sous contrôle, en particulier dans les zones proches de notre frontière.

Enfin, nous construisons des dizaines de milliers de maisons en briquettes à Edleb et ailleurs pour nos frères et nos sœurs.

Nous menons toutes ces activités avec nos propres moyens et avec l'appui de notre peuple, sans soutien significatif de la communauté internationale ou des organisations internationales.

Notre priorité à tous devrait être de résoudre le conflit en Syrie sur la base de la feuille de route approuvée dans la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU.

À cette fin, le processus politique lancé sous l'égide des Nations Unies, qui est également contrôlé et dirigé par la Syrie, devrait être mené à bien.

C'est la seule façon pour la Syrie de parvenir à une paix durable, tout en préservant son intégrité territoriale et son unité politique.

Jusqu'à ce que cet objectif soit atteint, nous sommes déterminés à contrer les organisations terroristes qui entendent constituer une menace pour notre sécurité nationale, ainsi que pour l'unité politique et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Aujourd'hui, des pays comme la Turquie, qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés, sauvent la dignité de l'humanité tout entière par leurs sacrifices.

Cependant, certains États hélas, dont certains pays européens, violent les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Il est temps que l'ONU adopte une position ferme contre ces violations qui corrodent la Convention de Genève et le système international de protection des droits de l'homme.

Les attaques lancées par les putschistes en Libye l'année dernière pour renverser le Gouvernement légitime d'entente nationale n'ont apporté que douleur et destruction à ce pays.

La communauté internationale n'a pas pu faire en sorte que les putschistes et leurs partisans aient à répondre des massacres, des violations des droits de l'homme et surtout des fosses communes de Tarhouna.

La Turquie a été le seul pays à donner une réponse concrète et à soutenir l'appel à l'aide du Gouvernement libyen légitime.

Nous pensons qu'une solution politique permanente en Libye peut être établie grâce à un dialogue global et inclusif mené par les Libyens.

Il relève également de la responsabilité de la communauté internationale de mettre fin à l'effusion de sang au Yémen, qui se poursuit depuis plus de cinq ans, et de mettre un terme à la crise humanitaire.

L'histoire ne pardonnera ni ceux qui convoitent la souveraineté, l'unité politique et l'intégrité territoriale du Yémen dans l'intention d'étendre leur influence dans la région, ni ceux qui ignorent les souffrances continues des Yéménites.

Nous souhaitons sincèrement que l'Iraq ne devienne pas une zone de conflit pour les puissances extérieures et qu'il soit en mesure d'apporter la stabilité et la prospérité à notre région.

Si nous soutenons notre voisin l'Iraq dans tous les domaines, nous souhaiterions coopérer plus étroitement, notamment dans la lutte contre le terrorisme.

Nous attendons une véritable coopération de la part de la communauté internationale et de l'Iraq concernant le déracinement de l'organisation terroriste PKK, qui s'est immiscée en Iraq, tout comme cela a été le cas pour Daech.

En débarrassant la région des organisations terroristes, on contribuera à éclairer l'avenir de l'Iraq, qui abrite la plus ancienne géographie de l'humanité.

Nous sommes favorables à la résolution des questions relatives au programme nucléaire iranien en tenant compte du droit international, par la diplomatie et le dialogue.

Je voudrais réitérer notre appel à toutes les parties pour qu'elles respectent leurs obligations au titre du Plan d'action global commun, qui contribue de manière significative à la sécurité régionale et mondiale.

L'occupation et l'oppression en Palestine, blessure sanglante de l'humanité, continue de peser sur les consciences.

La main sale qui atteint l'intimité de Jérusalem, où coexistent les lieux sacrés des trois grandes religions, ne cesse d'accroître son audace.

Le peuple palestinien s'oppose aux politiques d'oppression, de violence et d'intimidation d'Israël depuis plus d'un demi-siècle.

Après le rejet du document de reddition, que l'on a tenté d'imposer à la Palestine sous le nom de « pacte du siècle », Israël a cette fois-ci accéléré ses tentatives pour « avoir la voie de l'intérieur » avec l'aide de ses collaborateurs.

La Turquie ne soutiendra aucun plan auquel le peuple palestinien n'aura pas donné son accord.

La participation de certains pays de la région à ce jeu ne signifie rien d'autre que de servir les efforts d'Israël pour éroder les paramètres internationaux de base.

Les pays qui ont déclaré leur intention d'ouvrir des ambassades à Jérusalem, en violation des résolutions des organes de l'ONU et du droit international, ne font que compliquer le conflit par leurs actions.

Le conflit palestinien ne peut être résolu qu'avec la création d'un État de Palestine indépendant, souverain et d'un seul tenant basé sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

La recherche de solutions autres que celle-ci est vaine, unilatérale et injuste.

L'Arménie, qui a attaqué les territoires azerbaïdjanais en juillet, a prouvé une fois de plus qu'elle est le plus grand obstacle à une paix et une stabilité durable dans le Caucase du Sud.

Nous sommes favorables à la résolution des conflits dans la région dès que possible, en particulier le conflit du Haut-Karabakh, dans le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie et des résolutions des organes de l'ONU et de l'OSCE.

Le conflit du Cachemire, qui est également la clé de la stabilité et de la paix en Asie du Sud, est toujours un sujet brûlant.

Les mesures prises à la suite de l'abolition du statut spécial du Jammu-et-Cachemire ont encore compliqué le problème.

Nous sommes favorables à la résolution de cette question par le dialogue, dans le cadre des résolutions des organes de l'ONU et surtout en fonction des attentes de la population du Cachemire.

Chers délégués,

Derrière les tensions qui existent depuis un certain temps en Méditerranée orientale, des pays agissent forts de l'idée que « le gagnant prend tout ».

Les mesures futiles visant à exclure notre pays n'ont aucune chance de succès.

Nous n'avons pas de visées sur les droits, recours et intérêts légitimes de qui que ce soit, ni en Méditerranée orientale ni dans aucune autre région.

Cependant, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la violation des droits de notre pays et des Chypriotes turcs et sur le fait que nos intérêts sont ignorés.

Les problèmes actuels de la région s'expliquent par les mesures unilatérales prises par la Grèce et les Chypriotes grecs depuis 2003, et leurs exigences maximalistes.

La Turquie est un pays qui est obligé de supporter seul le fardeau de toute évolution négative en Méditerranée orientale.

Par ailleurs, le fait d'ignorer notre pays lorsqu'il s'agit des ressources naturelles de la région ne peut s'expliquer ni par la sagesse et la conscience, ni par le droit international.

Notre priorité est de régler les différends dans le cadre d'un dialogue sincère, fondé sur le droit international et sur une base équitable.

Cependant, je tiens à préciser que nous ne tolérerons jamais d'imposition, de harcèlement ou d'attaque d'aucune sorte dans la direction opposée.

Je réitère ici notre appel au dialogue et à la coopération entre les États côtiers de la Méditerranée orientale.

À cette fin, nous proposons d'organiser une conférence régionale, avec la participation des Chypriotes turcs, durant laquelle seront pris en compte les droits et les intérêts de tous les pays de la région.

Une des causes de la crise dans la région, c'est l'absence d'un règlement équitable, global et permanent de la question de Chypre dans le cadre des négociations qui se poursuivent par intermittence depuis 1968.

Le seul obstacle à un règlement, c'est l'approche intransigeante, injuste et immature de la partie chypriote grecque.

En faisant fi des accords internationaux, la partie chypriote grecque vise à transformer les Chypriotes turcs en une minorité sur leur terre, voire à les exclure complètement de l'île.

En tant que pays garant, nous n'avons jamais abandonné le peuple chypriote turc à sa juste cause, et nous ne le ferons pas non plus à l'avenir.

Le règlement de la question de Chypre ne sera possible que si l'on accepte le fait que le peuple chypriote turc est copropriétaire de l'île.

Nous appuierons toute solution qui garantira à titre permanent la sécurité du peuple chypriote turc ainsi que ses droits historiques et politiques sur l'île.

Chers délégués,

Cette année marque le soixante-quinzième anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Le désarmement est d'une importance vitale pour la paix et la sécurité mondiales.

En revanche, le dispositif de maîtrise des armements a été considérablement affaibli au cours des dernières années.

La communauté internationale doit accomplir des progrès dans ce domaine sur la base de l'égalité et de la justice, en éliminant toutes les armes de destruction massive.

Les changements climatiques sont autre question importante concernant laquelle nous avons l'obligation d'agir ensemble.

Nous constatons que les intrusions humaines dans l'équilibre de la nature peuvent avoir de lourdes conséquences.

Nous devons interrompre et inverser cette mauvaise trajectoire.

La Turquie appuie sincèrement les efforts engagés dans cette lutte et s'acquitte de ses obligations, même si sa responsabilité historique est presque négligeable à ce stade.

Récemment, nous avons accueilli la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Nous entretenons une coopération fructueuse avec de nombreuses régions et de nombreux pays, en particulier en Afrique.

Nous avons également décidé d'accueillir la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui est prévue en 2022.

Je souhaite maintenant appeler votre attention sur un problème qui menace l'humanité, mais qui est, pour une raison ou une autre, considéré comme invisible.

Le racisme, la xénophobie, l'islamophobie et les discours de haine ont atteint des proportions alarmantes.

Depuis le début de la pandémie, les actes de violence contre les personnes vulnérables, en particulier les migrants et les demandeurs d'asile, se sont multipliés alors que la xénophobie et le racisme se sont intensifiés.

Les musulmans sont les plus exposés à ces tendances dangereuses alimentées par les préjugés et l'ignorance.

Les premiers responsables de cette tendance dangereuse, ce sont les politiciens qui ont recours à une rhétorique populiste pour glaner des suffrages, et les segments marginaux qui légitiment les discours de haine en abusant de la liberté d'expression.

J'exhorte toutes les organisations internationales à prendre des mesures plus concrètes pour lutter contre cette mentalité.

J'appelle de nouveau l'ONU à déclarer le 15 mars, jour de l'attaque terroriste perpétrée contre des musulmans en Nouvelle-Zélande, « Journée internationale de solidarité contre l'islamophobie ».

En tant que deuxième principale organisation internationale après l'ONU, l'Organisation de la coopération islamique a officiellement reconnu cette journée.

La pandémie et l'escalade de la crise économique qu'elle a provoquée ont également des effets néfastes sur le développement durable et sur la réalisation des objectifs du Programme 2030.

Les pays en développement et les pays à faible revenu sont plus lourdement touchés par cette crise.

En réalité, ce qui s'est passé durant la pandémie nous a montré que les objectifs de développement durable peuvent représenter un guide important dans le combat contre toutes sortes de crises mondiales.

Nous devons également utiliser le pouvoir transformateur de la numérisation pour élaborer des solutions économiques afin de survivre à la crise.

Nous appuyons le Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général.

Nous avons également adopté comme thème du premier « Forum d'Antalya pour la diplomatie », dédié à l'examen de questions mondiales et régionales, « La diplomatie à l'ère du numérique »,.

Nous accueillons également la Banque technologique des Nations Unies pour les pays les moins avancés.

Sa situation en tant que pays européen le plus à l'est et pays d'Asie le plus à l'ouest donne à la Turquie un poids particulier dans tous les domaines.

Avec notre initiative « L'Asie nouvelle », nous imprimerons à nos relations un dynamisme nouveau, en cette période où le pendule de l'histoire penche de nouveau vers l'Asie.

Nous avons également développé considérablement nos relations avec l'Afrique, avec qui nous entretenons des liens humanitaires et historiques découlant de notre proximité géographique.

Nous envisageons de mettre en œuvre des projets de renforcement des capacités de l'Afrique au troisième sommet du Partenariat Union africaine-Turquie, que nous prévoyons d'organiser en Turquie l'année prochaine.

À la fin de mon intervention, je tiens à souligner que notre ferme appui au multilatéralisme se poursuivra durant cette période délicate que nous traversons.

Nous devons évidemment maintenir la pandémie à distance, mais nous devons également resserrer les rangs dans notre lutte commune et notre coopération contre tous les problèmes qui menacent la communauté internationale.

Nous poursuivrons nos efforts afin de transformer Istanbul, une des plus célèbres villes du monde tout au long de l'histoire, en un pôle régional de l'ONU.

Je souhaite à l'Assemblée générale une soixante-quinzième session couronnée de succès.

Je vous salue respectueusement en mon nom et au nom de mon pays.

Je vous souhaite une bonne santé.

Chine (voir aussi A/75/PV.4, annexe IV)

Allocution de M. Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : chinois ; texte français fourni par la délégation]

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Cette année marque le soixante-quinzième anniversaire de la victoire dans la Guerre mondiale contre le fascisme et de la création de l'Organisation des Nations Unies. Hier, s'est tenue dans la solennité la Réunion de haut niveau pour commémorer le soixante-quinzième anniversaire de l'ONU. C'était une occasion importante, car elle a permis de réaffirmer notre ferme attachement aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies en ayant toujours à l'esprit les enseignements et leçons historiques tirés de la Guerre mondiale contre le fascisme.

Monsieur le Président,

L'humanité se bat contre la maladie à coronavirus (COVID-19), qui ravage le monde et qui resurgit sans cesse. Dans cette lutte, nous avons vu les efforts des gouvernements, le dévouement des personnels soignants, les activités de recherche des scientifiques et la persévérance de toutes et de tous. Les peuples de différents pays ont mené un combat solidaire. Le courage, la détermination et la compassion qu'ils démontrent face aux catastrophes ont éclairé les heures les plus sombres. Le virus sera vaincu. L'humanité remportera le combat !

Face au virus, nous devons placer le peuple et la vie humaine au-dessus de tout. Nous devons mobiliser toutes les ressources et adopter une approche scientifique et ciblée. Chaque personne infectée, chaque patient doit être pris en charge. Il est impératif d'endiguer la propagation du virus..

Face au virus, nous devons renforcer la solidarité et surmonter ensemble cette épreuve. Nous devons respecter la science, faire valoir pleinement le rôle leader de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et apporter une réponse collective internationale pour gagner résolument cette guerre sanitaire à l'échelle mondiale. Toute pratique de politisation et de stigmatisation doit être rejetée.

Face au virus, nous devons adopter des mesures de contrôle intégrées et régulières. Nous devons promouvoir de manière ordonnée la relance de l'économie et la réouverture des écoles pour créer de l'emploi, booster l'économie, et rétablir l'ordre et le dynamisme économiques et sociaux. Les principales économies ont à renforcer la coordination de leurs politiques macroéconomiques pour non seulement faire redémarrer leur économie nationale, mais aussi contribuer à la reprise mondiale.

Face au virus, nous devons veiller sur les pays en développement, notamment les pays africains. La communauté internationale doit prendre rapidement des mesures fortes, notamment concernant l'allégement de la dette et l'aide internationale, assurer une mise en œuvre effective du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aider ces pays à surmonter les difficultés.

Il y a 75 ans, la Chine a apporté une contribution historique à la victoire de la Guerre mondiale antifasciste et appuyé la fondation de l'Organisation des Nations Unies.

Aujourd'hui, animée du même sens des responsabilités, la Chine se consacre activement à la coopération internationale contre la COVID-19 et contribue par ses efforts à la préservation de la santé publique mondiale. Nous continuerons de partager avec tous les pays nos expériences en matière de contrôle des épidémies, de diagnostic et de traitement, d'apporter soutien et aide aux pays qui en ont besoin, d'assurer la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales en matériel médical et de participer activement à la recherche scientifique mondiale sur l'origine du virus et ses modes de transmission. Plusieurs vaccins chinois sont actuellement en essai clinique de phase III. Lorsqu'ils seront développés et déployés, ils seront un bien public mondial et seront fournis en priorité aux autres pays en développement. La Chine honorera son engagement d'accorder sur une période de deux ans une aide internationale de 2 milliards de dollars américains, et travaillera à approfondir la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de la réduction de la pauvreté, de l'éducation, des femmes et enfants et des changements climatiques, de sorte à contribuer à la reprise du développement économique et social dans tous les pays.

Monsieur le Président,

L'histoire de l'humanité est celle d'une lutte constante pour triompher des défis et difficultés. La COVID-19 sévit à un moment où le monde traverse des changements majeurs sans précédent depuis un siècle, qui ont des impacts les uns sur les autres. Mais la paix et le développement demeurent le thème de notre temps, et les peuples ont une aspiration encore plus forte à la paix, au développement et à la coopération gagnant-gagnant. La COVID-19 ne sera pas la dernière crise que l'humanité aura à affronter. Nous devons unir nos efforts et nous préparer ensemble à davantage de défis planétaires.

La COVID-19 nous enseigne des choses importantes. Premièrement, nous vivons dans un même village planétaire interconnecté et interdépendant. Les pays et peuples sont étroitement liés et partagent un même avenir. Aucun pays ne peut tirer parti des difficultés d'autrui ni assurer la stabilité en profitant des instabilités ailleurs. Tout pays, qui poursuit ses propres intérêts au détriment d'autrui ou assiste les bras croisés aux malheurs des autres, se trouvera confronté tôt ou tard aux mêmes menaces et défis. Nous devons porter la vision d'une communauté d'avenir partagé où tous les êtres humains sont interdépendants. Il faut en finir avec la mentalité des blocs et du jeu à somme nulle, se soutenir mutuellement comme membres d'une même famille, poursuivre la coopération gagnant-gagnant, rejeter les querelles idéologiques, surmonter le piège du choc des civilisations et respecter la voie et le mode de développement choisis en toute indépendance par chaque pays. Le monde est par nature diversifié et la diversité doit être une source inépuisable pour le progrès de l'humanité et le rayonnement de la civilisation humaine.

Deuxièmement, la mondialisation économique est une réalité incontestable et une tendance historique. Se cacher la tête dans le sable comme une autruche face à la mondialisation économique, ou la combattre en brandissant la lance comme Don Quichotte, va à contre-courant de l'histoire. Le monde ne reviendra plus jamais à la fermeture et l'isolement, et personne ne peut le diviser. Nous ne devons pas fermer les yeux sur les défis posés par la mondialisation économique. Il nous faut regarder en face les problèmes majeurs comme l'écart entre riches et pauvres et le fossé de développement. Nous devons bien gérer les rapports entre gouvernement et marché, équité et efficacité, croissance et distribution des revenus, technologie et emploi, pour réaliser un développement équilibré et suffisant qui profite de manière équitable aux populations de différents pays, milieux et horizons. Nous devons rester fidèles à l'esprit d'ouverture et d'inclusion, travailler fermement à construire une économie mondiale ouverte, préserver le système commercial multilatéral fondé sur

l'Organisation mondiale du commerce, combattre sans équivoque l'unilatéralisme et le protectionnisme, et assurer la stabilité et le bon fonctionnement des chaînes mondiales industrielles et d'approvisionnement.

Troisièmement, l'humanité a besoin d'une autorévolution pour accélérer la transition vers un mode de développement et de vie vert, protéger l'environnement et construire une belle planète Terre. Les êtres humains ne doivent plus fermer les yeux sur les alertes répétées de la nature ni suivre les sentiers battus consistant à bouleverser sans préserver, à développer sans protéger et à exploiter sans restaurer. L'Accord de Paris sur les changements climatiques indique la voie à suivre pour une transition verte et à faible émission de carbone dans le monde et propose les mesures minimales à prendre pour protéger notre planète. Tous les pays doivent franchir des pas décisifs dans ce sens. La Chine augmentera ses contributions prévues déterminées au niveau national, adoptera des politiques et mesures plus vigoureuses, redoublera d'efforts pour atteindre le pic de ses émissions de CO₂ avant 2030 et s'efforcera de réaliser la neutralité carbone d'ici 2060. Tous les pays sont invités à poursuivre un développement innovant, coordonné, vert, ouvert et partagé, à saisir les possibilités historiques offertes par la nouvelle révolution technologique et industrielle, et à promouvoir une reprise verte de l'économie mondiale post-COVID-19, afin de créer ensemble de grands effets de synergie pour le développement durable.

Quatrièmement, il est impératif de réformer et de perfectionner le système de gouvernance mondiale. La COVID-19 a mis à rude épreuve les capacités de gouvernance des États et le système de gouvernance mondiale. Il nous faut poursuivre sur la voie du multilatéralisme et défendre le système international centré sur l'Organisation des Nations Unies. La gouvernance mondiale doit se fonder sur le principe de concertation et de coopération pour les bénéfices partagés et promouvoir l'égalité des droits, des chances et des règles entre tous les pays. Le système de gouvernance mondiale doit s'adapter à l'évolution politique et économique dans le monde, répondre aux défis planétaires et adhérer à la tendance historique de la paix, du développement et de la coopération gagnant-gagnant. Il est naturel que les pays aient des divergences. L'important, c'est d'y trouver des solutions adéquates par le dialogue et la concertation. Il peut y avoir de la concurrence entre pays, mais cette concurrence doit être positive et vertueuse. Les pays en concurrence doivent s'en tenir aux principes moraux et normes internationales. Les grands pays doivent agir comme grands pays. Ils doivent offrir davantage de biens publics mondiaux et assumer leurs obligations avec un grand sens des responsabilités.

Monsieur le Président,

Depuis le début de cette année, les 1,4 milliard de Chinois, animés d'un courage inflexible et unis comme un seul homme, ont déployé des efforts exceptionnels pour vaincre le virus et reprendre rapidement les activités économiques et une vie normale. Nous sommes convaincus que nous pourrions, dans les délais fixés, parachever l'édification intégrale de la société de moyenne aisance, sortir de la pauvreté tous les ruraux démunis qui vivent sous l'actuel seuil de pauvreté et atteindre avec 10 ans d'avance l'objectif d'élimination de la pauvreté énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Chine est le plus grand pays en développement. Nous poursuivons la voie d'un développement pacifique, ouvert, coopératif et partagé. Jamais nous ne rechercherons l'hégémonie, ni l'expansion, ni des sphères d'influence. Nous n'avons aucune intention de faire la guerre, froide ou chaude, avec quelque pays que ce soit. Nous continuerons d'œuvrer à régler les divergences et les différends par le dialogue et la négociation.

Nous ne cherchons pas à devenir le seul gagnant et nous rejetons le jeu à somme nulle et la fermeture. Nous travaillons à créer progressivement une nouvelle dynamique de développement où le circuit domestique est le pilier principal et où le circuit domestique et le circuit international se renforcent mutuellement. Cette nouvelle dynamique permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement économique chinois et de donner une impulsion à la reprise et à la croissance dans le monde.

La Chine continuera de promouvoir la paix et le développement dans le monde et de défendre l'ordre international. Pour appuyer le rôle central de l'Organisation des Nations Unies dans les affaires internationales, j'aimerais annoncer les actions que lancera la Chine.

La Chine va apporter un soutien financier supplémentaire de 50 millions de dollars au Plan de réponse humanitaire global COVID-19 de l'ONU.

La Chine va fournir 50 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale Chine-FAO pour la coopération Sud-Sud (Phase III).

La Chine va prolonger de cinq ans le Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement après son expiration en 2025.

La Chine mettra en place un centre mondial du savoir géospatial et de l'innovation sous l'égide de l'ONU et un centre international de recherche sur les mégadonnées pour les objectifs de développement durable, afin de favoriser la mise en œuvre du Programme 2030.

Monsieur le Président,

Chers collègues,

C'est aujourd'hui à notre génération de prendre le relais de l'histoire. Nous devons faire le choix qui se montre à la hauteur des attentes de nos peuples et de notre temps. Unissons-nous pour porter les valeurs communes de tous, celles de la paix, du développement, de l'équité, de la justice, de la démocratie et de la liberté, et construire un nouveau modèle de relations internationales et la communauté de destin pour l'humanité. Ensemble, nous pouvons créer un avenir meilleur pour notre monde.

Chili (voir aussi A/75/PV.4, annexe V)

Allocution de M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs, chefs d'État et de gouvernement,
Chers délégués,

Chaque génération a été confrontée à son lot de problèmes et de défis, mais ceux auxquels notre génération doit faire face sont particulièrement complexes et exigeants. Certains sont apparus de manière inattendue, comme la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la récession économique mondiale. D'autres étaient déjà présents mais se manifestent avec plus de force, comme les changements climatiques et le réchauffement de la planète.

Les difficultés de notre génération sont la mère de toutes les batailles, parce qu'elles sont des batailles pour notre survie.

COVID-19

Il y a un an, personne n'aurait pu imaginer qu'un virus invisible et microscopique allait provoquer la pire catastrophe sanitaire, sociale et économique depuis 100 ans. Aucun pays n'était préparé à y faire face et, tant qu'il n'y aura pas de vaccin efficace et sûr, nous devons apprendre à vivre avec ce virus qui a changé nos façons de travailler, d'étudier, de nous approvisionner et d'interagir, bref, la façon dont nous vivons pleinement notre vie.

C'est à la fois un défi gigantesque et une grande chance.

Comment le Chili fait-il face à ce formidable défi ?

Notre priorité absolue et notre tâche numéro un est de protéger la santé et la vie de tous, en particulier celles de nos personnes âgées et des groupes à risque. C'est pourquoi nous avons lancé un plan de protection sanitaire qui a permis de tripler la capacité de notre système de santé et de réaliser plus de 3 millions de tests PCR, couvrant environ 15 % de notre population.

Mais cette tâche ne se limite pas à la protection de la santé, qui est certes nécessaire, mais pas suffisante.

Protéger la santé et la vie de nos compatriotes, c'est aussi assurer aux familles l'accès aux biens et aux services de base et protéger les emplois, les revenus, les petites et moyennes entreprises et le fonctionnement de notre économie.

Les Chiliens ont vécu des mois extrêmement durs et difficiles. C'est pourquoi notre gouvernement a élaboré un plan de protection sociale pour protéger les revenus et les emplois des familles de la classe moyenne et des familles vulnérables, dont

bénéficient aujourd'hui plus de 14 millions de Chiliens. Cela signifie que près de trois Chiliens sur quatre sont protégés par ce réseau spécial de protection sociale, que nous avons mis en place au cours de ces six mois de crise.

Mais protéger nos compatriotes uniquement pendant cette situation d'urgence ne suffit pas. Nous devons être capables de nous projeter dans l'avenir et d'évoluer vers une protection durable. Pour cela, il est indispensable de récupérer les près de 2 millions d'emplois que nous avons perdus, de relancer notre économie et de remettre notre pays sur les rails. C'est pourquoi, deux semaines après l'apparition du premier cas de coronavirus au Chili, nous avons promu un plan de relance économique qui mobilise environ 12 % du produit intérieur brut.

Nous devons empêcher que cette crise sanitaire passagère ne se transforme en une grave crise économique et sociale de longue durée.

Que doit faire le monde pour faire face efficacement à cette pandémie et en sortir plus fort ? Seules des solutions multilatérales et fondées sur la collaboration nous permettront de surmonter cette crise et d'en sortir plus forts.

Cette pandémie, qui n'a que faire des frontières, de la nationalité ou des origines ethniques, nous a montré la nécessité de renforcer la collaboration et la gouvernance au niveau international et mis en lumière la formidable interdépendance de la communauté internationale.

C'est en ces temps de crise que nous avons le plus besoin de leadership et de coopération multilatérale. Les grandes puissances, au lieu de s'affronter en permanence dans les domaines économique et sanitaire, devraient mener la lutte contre cette pandémie et la récession mondiale au lieu de créer un vide aussi important qu'inquiétant en matière de leadership.

En ce qui concerne les questions de santé, cela suppose de mettre en commun les diagnostics et les connaissances, de coordonner la fermeture et l'ouverture des frontières, d'unir les forces pour la mise au point et la disponibilité d'un vaccin efficace et sûr, et de coopérer avec les pays les plus vulnérables.

La guerre commerciale que nous connaissons aujourd'hui s'est traduite par une stagnation du commerce et des investissements internationaux, l'affaiblissement du libre-échange, des foyers de protectionnisme et une impasse au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Pour promouvoir le libre-échange et l'intégration, combattre le protectionnisme, éliminer les barrières commerciales non tarifaires, harmoniser les règles et réglementations, et prévenir et sanctionner les comportements unilatéraux contraires à l'ordre international, nous devons reconstruire un ordre économique multilatéral respecté par tous et fondé sur des règles.

Par ailleurs, nous devons unir nos forces pour empêcher que cette pandémie et cette récession mondiale ne renforcent l'autoritarisme et le populisme promus par ceux qui tentent de tirer profit de la crise. Nous ne pouvons pas sacrifier les libertés que nous avons si chèrement gagnées, car cela représenterait une énorme menace pour la démocratie et le développement de nos pays.

Quels enseignements et quelles possibilités la pandémie nous offre-t-elle ?

D'abord, elle nous apprend à être plus humbles. Malgré tous les progrès scientifiques et technologiques, ce virus nous enseigne la vulnérabilité et la précarité de la vie humaine et de nos sociétés.

Deuxièmement, nous devons apprendre à écouter plus attentivement la voix de la science, des autorités locales et de la société civile, et être en permanence prêts à changer de cap si nécessaire.

Troisièmement, elle nous enseigne la valeur de la famille, qui a été le principal rempart pour affronter et surmonter les conséquences de cette période d'adversité.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET RÉCHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE

La pandémie de COVID-19 et la récession économique mondiale ont détourné l'attention des changements climatiques et du réchauffement de la planète. Mais ces graves menaces continuent de prendre de l'ampleur, et notre meilleure option est sans aucun doute de les affronter simultanément.

Les êtres humains sont les créatures les plus intelligentes et les plus ingénieuses qui existent sur Terre. Mais ils sont aussi les seuls capables de détruire leur propre planète.

Disons les choses telles qu'elles sont. La menace du réchauffement climatique est réelle et imminente. La science a parlé haut et fort. En tant que citoyens, nous avons l'obligation morale de changer de cap, la technologie nous en donne les moyens et le bon sens nous pousse à agir.

Les données scientifiques sont catégoriques : la concentration de gaz à effet de serre et la température moyenne actuelle de la planète sont les plus élevées des 800 000 dernières années. Nous sommes frappés par d'immenses et intenses vagues de chaleur, de grandes inondations, de graves périodes de sécheresse et de puissants ouragans. En outre, nous sommes touchés par de graves glissements de terrain et la fonte des glaces aux pôles, ainsi que par la pollution de nos océans. Nous assistons également à l'élévation du niveau de la mer et à bien d'autres phénomènes préoccupants, tandis que les incendies de forêt et la destruction des forêts s'intensifient. Et le plus grave, c'est que par le passé, ces changements prenaient des millions d'années. Aujourd'hui, ils se produisent en quelques décennies seulement. L'heure n'est plus aux diagnostics. C'est le moment d'agir.

Quel engagement le Chili a-t-il pris en matière de changements climatiques ? Nous sommes pleinement engagés en faveur de cette cause, une cause qui a motivé et mobilisé des millions de citoyens dans le monde entier. Le Chili a été l'un des 10 premiers pays du monde à renforcer considérablement sa contribution déterminée au niveau national, s'acquittant ainsi des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Nous avons introduit une loi-cadre sur les changements climatiques, qui a déjà été approuvée à l'unanimité par le Sénat et qui fixe l'objectif de la neutralité carbone d'ici à 2050, et qui prévoit les stratégies, les plans et les instruments nécessaires pour la réalisation de cet objectif.

Nous avons pris l'engagement de transformer le Chili en un pays neutre en carbone d'ici à 2050, c'est-à-dire d'éliminer les émissions nettes de gaz à effet de serre, en promouvant de nombreuses mesures, notamment la fermeture totale des centrales électriques au charbon qui produisent de l'énergie d'ici à 2040. Aujourd'hui, 44 % de nos sources d'énergie sont propres et renouvelables, et ce chiffre passera à 70 % d'ici à 2030. Nous faisons également des progrès en matière d'électromobilité, en remplaçant les combustibles fossiles dans notre système de transport par l'électricité et d'autres combustibles propres. D'ici à 2040, 100 % de nos transports publics urbains seront électriques. En dehors de la Chine, notre capitale est désormais la ville qui compte le plus grand nombre de bus électriques dans le monde. Nous faisons en outre des progrès en matière d'efficacité énergétique dans tous les secteurs et nous avons introduit des tarifs spéciaux pour remplacer progressivement le chauffage au bois et

par d'autres combustibles polluants par le chauffage à l'électricité. Nous nous sommes également engagés à protéger nos forêts et notre biodiversité grâce à la plantation et au reboisement, en privilégiant toujours les espèces autochtones et les solutions fondées sur la nature. Pour remplir cette mission, nous sommes en train de mettre en place une véritable Alliance pour l'ambition climatique, qui intègre l'État, le monde universitaire, le secteur privé, la société civile et surtout les citoyens.

Par ailleurs, nous voulons remplacer la culture du jetable par celle du recyclable et passer d'une économie linéaire à une économie circulaire. Par exemple, nous avons éliminé les sacs en plastique, ce qui nous a permis d'éviter que 5 milliards de sacs en plastique, qui ne sont utilisés que pendant quelques minutes, ne polluent ensuite notre planète pendant des siècles.

C'est le grand défi de notre génération. Nous devons rattraper le temps perdu et changer le cours de l'histoire pour éviter une catastrophe et garantir la survie et la qualité de la vie de l'humanité sur la planète Terre.

Je voudrais également partager avec l'Assemblée quelques réflexions sur notre région d'Amérique latine. L'Amérique latine a tout pour être une région développée : de vastes et généreux territoires, ainsi que des ressources naturelles abondantes et multiples. Nous n'avons pas connu les guerres qui ont failli détruire l'Europe au siècle dernier, ni les conflits religieux qui ont causé tant de dégâts tout au long de l'histoire. Et pourtant, même si nous avons réalisé des progrès importants dans de nombreux domaines, nous sommes toujours un continent sous-développé, dont près d'un tiers de la population vit dans la pauvreté. Cette pauvreté va s'aggraver du fait de la crise due à la COVID-19.

Pourquoi ? Parce que nous n'avons pas réussi à tirer pleinement parti des talents et des possibilités de nos peuples. Parce que nous n'avons pas réussi à avancer sur la voie d'une véritable intégration régionale. Et aussi parce que nous avons pris du retard pour ce qui est de notre pleine intégration dans le monde de la révolution technologique et numérique et dans la société du savoir et de l'information.

Il ne fait aucun doute que nous faisons des efforts pour rattraper le temps perdu. Il y a huit ans, nous avons créé l'Alliance du Pacifique, qui est une référence régionale en matière d'intégration économique et sociale. Il y a un an, nous avons créé le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud, une instance de coordination et de collaboration entre tous les pays démocratiques d'Amérique du Sud, qui s'est avéré très utile pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Cependant, nous avons également connu des revers, qui mettent en péril la liberté, les droits humains, la démocratie, l'état de droit et la qualité de la vie. J'en veux pour exemple la situation tragique au Venezuela, où ces principes sont violés en permanence, et qui connaît la plus grave crise politique, sociale, économique et humanitaire de son histoire. Nous sommes convaincus que la meilleure solution pour régler la crise au Venezuela est la mise en place d'un gouvernement de transition et la tenue d'élections libres et démocratiques, afin que le peuple vénézuélien puisse choisir ses dirigeants et son avenir en toute liberté et dans la souveraineté.

Par ailleurs, le monde entier est menacé par le populisme et par des courants d'irresponsabilité, qui proposent toujours la voie de la facilité, la voie des droits sans devoirs, la voie des réalisations sans effort, la voie du progrès sans travail, la voie de la revendication de ses droits sans respecter les droits des autres et en définitive, la voie des promesses de solutions faciles à des problèmes difficiles. La démocratie repose

sur la liberté. Et la liberté exige la responsabilité. Cette liberté et cette responsabilité sont particulièrement nécessaires en ces temps de crise, car les crises sont souvent un terreau propice à l'émergence du populisme et de l'irresponsabilité.

Ces derniers temps, notre région a connu des bouleversements sociaux et des vagues de violence. Le Chili n'a pas fait exception. Il y a 30 ans, grâce à la ferme volonté et à l'engagement de notre peuple, nous avons recouvré pacifiquement notre démocratie et donné vie à une nouvelle république moderne, fondée sur trois accords solides et de large portée : un engagement profond en faveur de la démocratie, de l'état de droit, de la protection des droits humains et de la paix ; un consensus solide sur une économie de marché libre, ouverte et compétitive ; et enfin, une ferme détermination à éliminer la pauvreté et à évoluer vers une société plus égalitaire en termes de chances, de dignité et d'égalité devant la loi.

Les faits montrent que ces engagements ont porté des fruits. Ces 30 dernières années, nous avons multiplié le revenu par habitant par plus de cinq et réduit la pauvreté de plus de 60 % à moins de 10 %, ce qui a permis à 8 millions de Chiliens, soit plus de la moitié de notre population à l'époque, de sortir de la pauvreté. Nous avons assisté à l'émergence d'une classe moyenne importante et très diverse. L'espérance de vie a augmenté, la mortalité infantile a été réduite et la couverture et la qualité de l'accès à la santé et à l'éducation à tous les niveaux ont augmenté. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, nous sommes passés de 230 000 à 1,2 million d'étudiants dans l'enseignement supérieur, dont la plupart sont la première génération de leur famille à accéder à l'enseignement supérieur.

Ces réalisations sont le fruit du travail de nombreux gouvernements et de différentes sensibilités politiques, qui se sont engagés à respecter les trois principes que j'ai mentionnés et à remplir la mission d'éliminer la pauvreté et de parvenir au développement, et ce, dans la démocratie et la paix.

Toutefois, au cours des 30 dernières années, nous n'avons pas réussi à tirer suffisamment parti des capacités de croissance et de développement pour réduire les inégalités excessives avec plus de volonté et de rapidité, pour mettre fin aux abus, pour progresser vers davantage d'égalité des chances et pour fournir des services de meilleure qualité dans des domaines aussi importants que l'éducation, le bien-être ou la santé.

Ainsi, à la fin de l'année dernière, d'importants mouvements sociaux sont apparus au Chili, mais aussi dans de nombreux autres pays de notre région et du monde. Au Chili, des citoyens de tous âges et de tous horizons sont descendus dans la rue pour réclamer de meilleures pensions, une meilleure santé et une meilleure éducation, mais aussi moins d'inégalités, des services publics de meilleure qualité et plus abordables, davantage d'égalité devant la loi et un meilleur contrôle des comportements abusifs. Malgré les progrès réalisés, tous ces griefs se sont accumulés depuis de nombreuses décennies.

Le Gouvernement a écouté ces revendications avec attention, sensibilité et en ayant conscience de l'urgence de la situation, et a rapidement mis en place un nouvel agenda social pour prendre le contrôle de la situation et proposer des solutions à ces revendications.

Malheureusement, des groupes minoritaires ont profité de ces manifestations et ont provoqué une énorme explosion de violence dans notre pays, avec des incendies, des émeutes, des destructions et des actes criminels, qui ne respectent rien ni personne et qui ont gravement porté atteinte au corps et à l'âme du Chili.

En démocratie, nous ne pouvons tolérer aucune forme de violence, de quelque nature que ce soit – qu'elle soit physique ou qu'elle passe par les réseaux sociaux.

Violence, menaces et intolérance sont incompatibles avec une société démocratique désireuse de vivre dans la paix, laquelle doit être systématiquement fondée sur le respect, le dialogue et le règlement pacifique des différends.

Pendant ces mois difficiles et violents, tandis que nous nous acquittions de notre devoir de rétablir l'ordre public et de préserver la sécurité des citoyens – ce pour quoi nous avons recouru aux états d'urgence prévus dans notre constitution –, notre gouvernement a pris toutes les mesures et précautions nécessaires et possibles pour veiller au respect des droits humains de chacun. Nous avons appliqué des règles strictes pour réglementer l'usage de la force par la police, en pleine conformité avec les normes internationales en matière de droits de la personne. Nous avons adopté une politique de transparence totale vis-à-vis du public en matière d'information relative aux droits de la personne, et avons renforcé le système des défenseurs publics. Nous avons accordé à l'Institut national des droits de l'homme et au Bureau du Médiateur pour les droits des enfants un appui logistique et un accès total à toutes les installations de police, aux hôpitaux et aux prisons, ainsi qu'à tout autre site ayant fait l'objet d'une demande, afin d'accompagner et de faciliter leur importante tâche de protection des droits de la personne, dont ils s'acquittent en toute autonomie. Nous avons invité le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme à se rendre dans notre pays pour observer ce qui se passe sur le terrain.

Tout élément étayant des violations ou un recours excessif à la force a été mis à la disposition du Bureau du Procureur qui, en vertu d'un mandat constitutionnel, est tenu d'enquêter sur ces faits et, le cas échéant, de les porter devant les tribunaux, afin qu'ils soient jugés et punis selon la loi. C'est ce qui s'impose pour une démocratie et pour l'état de droit. Nous ferons tout notre possible pour qu'il n'y ait pas d'impunité au Chili, que ce soit pour ceux qui violent les droits humains ou pour ceux qui s'en prennent à notre société.

En ces temps difficiles, lorsque notre démocratie s'est vue menacée, notre gouvernement a proposé – et le Chili a entériné – un règlement institutionnel et pacifique du conflit par une réforme constitutionnelle, ce qui a enclenché un processus dont le coup d'envoi sera donné le 25 octobre avec un plébiscite citoyen. Je suis convaincu que l'immense majorité des Chiliens veulent perfectionner, moderniser ou modifier la Constitution du pays. Lors du plébiscite du 25 octobre, les citoyens choisiront démocratiquement la voie à suivre.

Cette crise est l'occasion de parvenir à un accord constitutionnel qui permettra à notre constitution d'être un grand cadre d'unité, de stabilité et de projection dans l'avenir. C'est aussi l'occasion de mieux nous rapprocher de nos citoyens et de continuer d'avancer, avec plus de vigueur et d'urgence, vers une société plus libre, plus juste et où l'égalité des chances est plus marquée, où toutes et tous sont égaux en dignité et devant la loi, et où le progrès et le développement sont plus inclusifs et plus durables.

Nous devons continuer de tirer les leçons du passé, qui nous ont appris la valeur de l'unité, du dialogue, de la collaboration et des accords. En définitive, une maison divisée ne peut subsister. Nous devons également agir dans l'urgence parce que nous n'avons pas de temps à perdre et parce que nous sommes absolument convaincus qu'il n'y aura pas de justice sociale sans croissance et développement, et qu'il n'y aura pas de croissance et de développement sans justice sociale.

Le Chili est un pays fier de son histoire, de ses traditions et de son identité, qui a une vocation affirmée de collaboration et d'intégration internationales, un pays qui demande systématiquement quelle contribution il peut apporter, aux côtés de toutes les autres nations du monde, pour faire du monde un lieu où règnent davantage

de liberté, de paix, de prospérité et de justice, et où nous vivons en harmonie avec un environnement mieux protégé. Pour toutes ces raisons, le Chili contribue à la communauté internationale de multiples manières.

Premièrement, le Chili contribue en soignant et en protégeant l'Antarctique, qui est la plus grande réserve d'eau douce au monde et qui joue un rôle fondamental irremplaçable pour lutter contre les changements climatiques et atténuer le réchauffement de la planète, réduisant et ralentissant ainsi la fonte des glaces, en particulier dans notre Antarctique. C'est aussi un véritable laboratoire naturel pour la science auquel participent de nombreux pays de tous les continents du monde.

Deuxièmement, le Chili contribue au développement de l'astronomie. Du fait de la combinaison unique de points culminants, de montagnes de haute altitude, d'une faible humidité atmosphérique et d'un ciel clair, le Chili accueille aujourd'hui près de 70 % de la capacité mondiale d'observation astronomique.

Troisièmement, nous créons des zones marines protégées. Grâce à nos efforts, plus de 42 % des eaux territoriales du Chili sont désormais protégées, ce dont nous sommes fiers. En outre, environ 21 % de nos terres sont préservées dans le cadre de parcs, de réserves ou de monuments nationaux.

Quatrièmement, nous mettons au point les énergies de demain. Le Chili était pauvre en combustibles fossiles et en polluants dans le passé, mais nous sommes immensément riches en énergies propres et renouvelables pour l'avenir. Le fort rayonnement solaire de nos déserts leur confère un gigantesque potentiel de production d'énergie solaire. L'intensité et la régularité des vents se traduisent par une grande capacité de production d'énergie éolienne. De plus, nous progressons sur la voie des énergies de demain en mettant au point l'hydrogène vert qui profitera à l'humanité tout entière car c'est un carburant qui ne génère aucune émission de gaz à effet de serre. Quant à nos amples réserves de cuivre et de lithium, elles recèlent un fort potentiel en termes d'électromobilité.

Cinquièmement, le Chili est en train d'établir une connexion entre l'Amérique du Sud et l'Asie et l'Océanie grâce au câble fibre optique transpacifique, ce qui favorisera une plus grande intégration dans notre région et avec l'Asie-Pacifique, et est voué à faciliter et à promouvoir l'innovation et la société numérique.

Sixièmement, nous produisons des aliments sains et salubres, qui approvisionnent aujourd'hui les tables du monde entier en marchandises multiples.

Le Chili, comme le monde entier, vient de traverser les mois les plus durs et les plus complexes de l'histoire récente. Je suis convaincu que nous, Chiliens, ferons une fois de plus la preuve de l'âme noble et solidaire de notre pays, et que nous prouverons la résistance et le courage de son peuple. Ensemble, nous continuerons d'édifier un pays où il fait bon naître, grandir, étudier, travailler, former une famille et vieillir – un foyer commun, celui de tous les Chiliens, où nous pouvons avoir des opinions différentes, mais où nous devons respecter ces différences et être disposés à dialoguer, à collaborer et à conclure des accords pour faire prévaloir un pays et un avenir meilleurs, que nous pourrions léguer avec fierté et espoir aux générations futures.

Afrique du Sud (voir aussi A/75/PV.4, annexe VI)

Allocution de M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Il y a 75 ans, l'Organisation des Nations Unies a été créée pour ouvrir la voie à un nouvel ordre mondial dans le but de parvenir à la paix dans le monde. Ce fut l'aube d'une nouvelle ère de coopération mondiale, forgée au lendemain de l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité.

En 1945, le monde était en crise et recensait les ravages de la guerre, de la destruction et du pillage. Aujourd'hui, nous sommes en proie à une autre crise avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Cette pandémie a coûté la vie à près d'un million de personnes. Elle a aggravé les souffrances humaines et déraciné des communautés, détruit des moyens de subsistance et plongé les économies dans la tourmente. Mais tout comme les fondateurs de l'ONU s'étaient unis dans l'intérêt du bien commun, nous nous sommes unis pour faire face à cette grave menace. Dans cette crise, les peuples du monde entier ont tendu la main de la solidarité aux peuples d'autres nations. Du Nord au Sud, l'humanité a été propulsée dans l'action.

Nous avons formé des partenariats internationaux pour garantir un accès équitable aux fournitures et équipements médicaux. Nombreuses sont les nations qui ont mis en place de vastes systèmes d'aide sociale pour protéger les citoyens dont les emplois, les entreprises et les moyens de subsistance étaient menacés. Notre riposte face à la pandémie de COVID-19 a illustré les sommets qui peuvent être gravés lorsque nous travaillons dans un esprit d'amitié et de solidarité. Si nous voulons construire un avenir commun et ouvert à tous dans le sillage de la COVID-19, c'est cette même solidarité qui devra prévaloir. Pour reprendre les paroles de Nelson Mandela : « Ce sont la solidarité humaine et le souci de l'autre qui doivent être au cœur des valeurs à l'aune desquelles nous vivons tous ».

Sur le continent africain, notre intervention face à la maladie à coronavirus a été rapide et efficace. Nous nous sommes dotés d'une stratégie continentale de lutte contre la pandémie, pilotée par les communautés économiques régionales africaines. L'Union africaine a créé un fonds COVID-19 et a lancé une plateforme africaine révolutionnaire consacrée aux fournitures médicales, afin de garantir que tous les pays aient accès aux équipements et fournitures nécessaires.

Néanmoins, la pandémie va inévitablement porter un coup à nos aspirations en matière de développement. Le fait de réaffecter des ressources à la lutte contre la pandémie a fait reculer nos efforts visant à fournir logements, soins de santé, eau, installations sanitaires et éducation à notre population.

Lorsque le Secrétaire général António Guterres a donné la dix-huitième Conférence annuelle Nelson Mandela, en juillet 2020, il a appelé les nations du monde à forger un nouveau contrat social et un nouveau pacte mondial.

Il a dit que nous devons créer des chances égales pour toutes et tous, que nous devons instaurer un système commercial multilatéral plus inclusif et mieux équilibré, réformer l'architecture de la dette et rendre le crédit à un coût abordable plus accessible aux pays en développement.

C'est un appel auquel l'Afrique du Sud souscrit sans réserve.

C'est dans l'esprit de ce nouveau pacte mondial que nous appelons la communauté internationale et nos partenaires internationaux à appuyer la mise en place d'un plan de relance global pour l'Afrique.

Non seulement il permettra aux pays africains d'atténuer les incidences sanitaires de la COVID-19, mais il nous aidera également dans l'immense tâche de reconstruction de nos économies anéanties.

Afin qu'aucun pays ne soit laissé de côté, nous réaffirmons la position de l'Union africaine, à savoir que les sanctions économiques contre le Zimbabwe et le Soudan doivent être levées pour permettre à leurs gouvernements de répondre comme il convient à la pandémie. Nous demandons également la suspension des paiements d'intérêts sur la dette publique et la dette extérieure de l'Afrique.

L'Union africaine est encouragée par la collaboration du G20, du FMI, de la Banque mondiale et de l'ONU pour trouver des solutions à la soutenabilité de la dette des pays en développement.

Cette pandémie a mis en évidence l'urgence avec laquelle nous devons nous efforcer d'atteindre tous les objectifs de développement durable, mais surtout l'Objectif 1 – éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

Car tant que nous n'aurons pas éradiqué la pauvreté dans le monde, nous ne parviendrons pas à réaliser la vision des fondateurs de l'ONU.

Nous devons étendre les opportunités économiques à tous nos citoyens, mais plus particulièrement aux jeunes, aux femmes et aux personnes vulnérables.

Nous devons poursuivre avec audace les voies de la redistribution et des réparations comme moyen de faire progresser une prospérité partagée.

Nous devons nous attaquer résolument à la pourriture de la corruption qui prive notre peuple des opportunités et des services qui lui reviennent de droit.

Ensemble, nous devons relever notre niveau d'ambition pour que chaque homme, chaque femme et chaque enfant ait une chance égale d'avoir un avenir meilleur.

C'est un avenir libéré de la faim, de la maladie, de l'insécurité et de la guerre.

C'est un monde qui affirme la dignité et la valeur de tous, sans distinction de race, d'ethnie, de sexe, d'orientation sexuelle, d'appartenance religieuse ou de circonstances sociales.

L'année 2020 restera dans les mémoires pour l'énorme lame de fond qui a repoussé les frontières du racisme sous l'égide du mouvement #BlackLivesMatter.

En tant que pays ayant trop bien connu l'angoisse du racisme institutionnalisé, l'Afrique du Sud soutient les demandes d'une action rapide contre le racisme, qu'il soit commis par des individus, des entreprises, des fonctionnaires ou l'État.

L'Afrique du Sud appelle les Nations Unies à ne ménager aucun effort pour mettre fin aux préjugés et à l'intolérance sous toutes leurs formes et où qu'ils se manifestent.

Selon les mots de Martin Luther King: «L'injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout ailleurs.»

Alors que nous célébrons le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption du Programme d'action de Beijing, nous devons intensifier nos efforts pour autonomiser les femmes et les filles. Les femmes et les filles ont le droit de participer pleinement et sur un pied d'égalité au travail, à la vie politique et à la prise de décisions, à l'économie, à l'éducation et à la société dans son ensemble.

L'Afrique du Sud est fière d'être membre de la campagne de l'ONU Génération égalité et a donné la priorité à l'éradication de la violence fondée sur le genre et du féminicide.

Au niveau du continent, nous travaillons au bouclage et à l'adoption d'une convention de l'UA sur la violence contre les femmes dans le courant de cette année.

Les États membres de l'UA prennent des mesures visant à promouvoir l'inclusion financière, les marchés publics préférentiels et les accords commerciaux préférentiels pour les femmes.

En tant que pays africains, nous poursuivons nos efforts pour « faire taire les armes » une fois pour toutes à travers le règlement des conflits et la consolidation de la paix.

La coopération entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a contribué à améliorer la paix et la sécurité dans la région du Darfour au Soudan, au Soudan du Sud, en Somalie, au Mali et en République centrafricaine.

Il est impératif que cette collaboration soit institutionnalisée et que la question du financement des opérations de maintien de la paix de l'UA soit traitée et résolue.

L'Afrique du Sud en est actuellement à la deuxième année de son mandat de membre non permanent élu du Conseil de sécurité.

Nous utilisons notre mandat pour promouvoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales et plaider en faveur du règlement pacifique des différends et du dialogue sans exclusive.

La composition actuelle du Conseil de sécurité ne reflète pas le monde dans lequel nous vivons.

En ce 75^e anniversaire de l'ONU, nous réitérons notre appel en faveur d'une plus grande représentation des pays africains au Conseil de sécurité, et demandons que cette question soit abordée d'urgence lors des négociations intergouvernementales.

Ce n'est que grâce à un Conseil de sécurité réformé et inclusif que nous pourrions résoudre collectivement certains des conflits les plus longs du monde.

Alors que nous célébrons la création d'une organisation dédiée à la liberté et à l'égalité, les peuples de Palestine et du Sahara occidental continuent de vivre sous occupation.

Nous réitérons notre appel pour la fin de l'occupation illégale du Sahara occidental et pour le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Nous demandons en outre la levée de l'embargo économique et du blocus de Cuba.

Excellences,

Nous n'avons pas d'autre choix que de travailler ensemble pour faire face à la crise posée par les changements climatiques.

Alors que nous reconstruisons à la suite de cette pandémie, nous avons une occasion de placer l'économie mondiale sur une voie de développement à faible intensité de carbone et à l'épreuve du climat. Nous devons faire progresser les principes des économies verte et circulaire, non seulement au nom de la durabilité environnementale, mais aussi en raison des possibilités de création d'emplois et de croissance économique.

L'effort mondial de relance doit placer l'adaptation au changement climatique, l'atténuation de ses effets et le soutien au centre de ses préoccupations, conformément à l'Accord de Paris et à d'autres engagements multilatéraux en matière d'environnement.

Les fondateurs de l'ONU se trouvaient à la croisée des chemins en 1945, tout comme nous 75 ans plus tard.

Ils ont répondu à l'appel de l'histoire pour créer un nouvel ordre pour un monde en crise.

Aujourd'hui, nous luttons contre les feux d'une pandémie mortelle, du racisme et des préjugés, de la violence, de la guerre et de l'extrémisme et, surtout, de la pauvreté et de l'inégalité.

L'ordre que nous cherchons à construire doit être ancré dans la solidarité, l'égalité et l'unité d'action.

La pandémie de coronavirus nous a mis face à un choix.

Il s'agit du choix entre la coopération mondiale envisagée dans la Charte des Nations Unies et la poursuite d'un intérêt personnel étroit et de l'unilatéralisme.

C'est le choix entre la tolérance et les préjugés.

C'est le choix entre la justice économique et l'inégalité croissante.

La voie que nous choisissons maintenant déterminera notre destin collectif. Bien que nous soyons confrontés aux perspectives les plus décourageantes, nous disposons de la force la plus puissante.

C'est la solidarité et l'amitié sur lesquelles l'ONU a été fondée.

Lorsque l'histoire retracera fidèlement la réponse mondiale à la pire urgence sanitaire de ce siècle, qu'il soit dit que nous nous sommes levés et avons agi comme un seul homme, que nous avons fait preuve de leadership et que nous avons donné aux peuples de toutes les nations l'espoir et le courage.

Le meilleur héritage de cette soixante-quatrième session, et le plus approprié, sera que, par nos actions, nous avons donné un véritable sens au terme « Nations Unies ».

L'Afrique du Sud réaffirme son attachement aux idéaux et à l'esprit de la Charte des Nations Unies, et ne ménagera aucun effort pour instaurer un monde plus juste, plus pacifique et plus équitable.

Que notre coopération s'approfondisse et que notre solidarité perdure.

Faisons en sorte que tous nos efforts ne laissent aucune femme, aucun enfant et aucun homme à la traîne, et qu'aucune nation ne soit laissée pour compte.

Cuba (voir aussi A/75/PV.4, annexe VII)

Allocution de M. Miguel Díaz Canel Bermúdez, Président de la République de Cuba

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : espagnol ; texte français fourni par la délégation]

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur le Président,

Une épidémie a radicalement changé la vie quotidienne. Du jour au lendemain, des millions de personnes deviennent des contagieux et des milliers d'autres, dont l'espérance de vie était bien supérieure grâce au développement, meurent. Des systèmes hospitaliers aux prestations de haut niveau s'effondrent, et les structures de santé des pays pauvres souffrent de leur incapacité chronique. Des confinements draconiens convertissent en déserts virtuels les villes les plus peuplées. La vie sociale n'existe plus si ce n'est à travers les réseaux numériques. Les théâtres, les discothèques, les galeries, voire les écoles, sont fermés ou reproporcionnés.

Nos frontières se sont refermées, nos économies se contractent, nos réserves s'épuisent. La vie souffre une modification radicale dans ses coutumes ancestrales et l'incertitude remplace la certitude. Jusqu'aux meilleurs amis ne se reconnaissent plus sous les masques qui nous protègent de la contagion. Tout change.

Il est urgent non seulement de juguler la pandémie mais de démocratiser dès maintenant cette Organisation qui s'avère indispensable si l'on veut qu'elle réponde efficacement aux besoins et aux aspirations de tous les peuples.

Le droit auquel aspire l'humanité de vivre dans la paix et la sécurité, dans la justice et dans la liberté, ce qui est la base de l'union des nations, est constamment menacé.

On dilapide plus de 1 900 milliards de dollars dans une course aux armements insensée qui a, pour point de départ, la politique agressive et belliciste de l'impérialisme dont le fauteur suprême est l'Administration actuelle des États-Unis, un pays qui cumule 38 % des dépenses militaires mondiales.

Qui plus est, cette administration foncièrement agressive et moralement corrompue attaque et méprise le multilatéralisme, recourt au chantage financier dans ses rapports avec les institutions des Nations Unies, se retire avec une arrogance inouïe de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Unesco et du Conseil des droits de l'homme. 2 Paradoxalement, cette administration dont le territoire est le Siège de l'ONU s'écarte aussi de traités internationaux essentiels comme l'Accord de Paris sur les changements climatiques, casse l'accord nucléaire consensuel avec l'Iran, fomenté des guerres commerciales ; met fin à ses obligations vis-à-vis d'instruments de contrôle internationaux en matière de désarmement ; militarise le cyberspace ; multiplie la coercition et les sanctions unilatérales contre ceux qui se ne plient à ses visées ; et parraine le renversement par la force de gouvernements souverains par des méthodes de guerre non classique.

Ancrée dans cette attitude qui méconnaît les vieux principes de la coexistence pacifique et du respect du droit d'autrui à l'autodétermination comme garantie de la paix, l'Administration Trump manipule par ailleurs à des fins subversives la coopération

en matière de démocratie et de droits de l'homme, alors pourtant que les expressions de haine, de racisme, de brutalité policière et les irrégularités du système électoral et du droit de vote des citoyens prolifèrent chez elle pratiquement sans contrôle.

Il est urgent de réformer l'ONU. On ne saurait retarder plus longtemps l'actualisation et la démocratisation de cette puissante Organisation issue de deux guerres mondiales qui ont coûté des millions de vies et de la prise de conscience par l'humanité de l'importance internationale du dialogue, de la négociation, de la coopération et de la légalité. Le monde aujourd'hui a besoin de l'ONU, tout comme celui où elle a vu le jour.

Quelque chose de tout à fait essentiel et profond a raté quand on constate à quel point les buts et principes de la Charte des Nations Unies sont violés jour après jour et que l'on recourt toujours plus fréquemment à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales.

On ne saurait préserver plus longtemps comme s'il était naturel et inamovible un ordre international inégal, injuste et antidémocratique qui fait passer l'égoïsme avant la solidarité et les intérêts misérables d'une puissante minorité avant les justes aspirations de millions de personnes.

Tout en appuyant aux côtés d'autres États et de millions de citoyens du monde les demandes encore insatisfaites de transformation des Nations Unies, la Révolution cubaine défendra toujours l'existence de l'organisme auquel nous devons le seul multilatéralisme –rachitique, certes, mais indispensable – à avoir survécu à l'arrogance impériale.

À cette même tribune, Cuba a réitéré à maintes reprises sa volonté de coopérer à la démocratisation de l'ONU et à la défense de la coopération internationale que celle-ci est la seule à pouvoir sauver. Comme l'a dit Raúl Castro Ruz, Premier Secrétaire du Parti communiste de Cuba : « La communauté internationale pourra toujours compter sur la voix sincère de Cuba face à l'injustice, à l'inégalité, au sous-développement, à la discrimination et à la manipulation, et en vue de l'instauration d'un ordre international plus juste et équitable, vraiment axé sur l'être humain, sur sa dignité et sur son bien-être. »

Monsieur le Président,

Compte tenu de la gravité du moment actuel, que beaucoup attribuent uniquement à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), j'estime essentiel d'avertir que ses effets dépassent largement le domaine sanitaire.

Par ses séquelles néfastes, par l'impressionnante quantité de morts qu'elle a provoquée, par les dommages qu'elle a infligés à l'économie mondiale et par la dégradation des niveaux de développement social qu'elle a engendrée, la pandémie qui s'est répandue ces derniers mois angoisse et désespère les dirigeants et les citoyens de pratiquement toutes les nations.

La crise multidimensionnelle qu'elle a suscitée prouve clairement que les politiques déshumanisées qu'impose la dictature jusqu'au-boutiste du marché sont profondément erronées.

Nous sommes douloureusement témoins du désastre auquel le monde a été poussé par le système de production et de consommation irrationnel et insoutenable qu'impose le capitalisme, par des décennies de règne d'un ordre international injuste et

d'application d'un néolibéralisme brutal et effréné qui n'a fait que creuser les iniquités et sacrifier le droit des peuples au développement.

Même si, à la différence de ce néolibéralisme exclusif qui sépare et rejette des millions d'êtres humains qu'il condamne à survivre des miettes tombant de la table où festoie un pour cent de l'humanité des plus riches, le virus frappe sans discrimination les uns et les autres, il n'empêche que ses effets économiques et sociaux dévastateurs seront meurtriers là où vivent les plus vulnérables, ceux aux revenus les plus bas, tant dans le monde sous-développé que dans les poches de pauvreté des grandes villes du monde industrialisé.

Selon des prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 130 millions de personnes pourraient venir s'ajouter aux 690 millions de personnes qui avaient déjà faim en 2019 par suite de la récession économique qu'a causée la pandémie. Des études de l'Organisation internationale du Travail indiquent que plus de 305 millions d'emplois ont d'ores et déjà disparu, et que plus de 1,6 milliard de travailleurs sont menacés dans leurs moyens de subsistance.

Nous ne pouvons affronter la COVID-19, la faim, le chômage et l'inégalité économique et sociale croissants entre les personnes et entre les pays comme des phénomènes indépendants. Il est urgent de mettre en place des politiques intégrales priorisant l'être humain, et non les profits économiques ou les avantages politiques.

Il serait criminel de renvoyer à demain des décisions d'hier et d'aujourd'hui. Il est impératif de promouvoir la solidarité et la coopération internationales pour atténuer le coup.

Seules les Nations Unies, justement parce qu'universelles, ont l'autorité et la portée nécessaires pour relancer un juste combat, à savoir la suppression d'une dette extérieure irrécouvrable qui, aggravée par les retombés socioéconomiques de la pandémie, entrave le développement durable des peuples du Sud.

Monsieur le Président,

Quand le SARS-CoV-2 est apparu et que les premiers indices prouvaient qu'il risquait de provoquer une pandémie, Cuba n'a pas été prise au dépourvu.

Forte de l'expérience qu'elle a acquise durant des décennies de lutte contre de terribles épidémies, dont certaines ont été introduites délibérément dans le cadre de la guerre permanente contre son projet politique, elle a aussitôt mis en route un train de mesures fondées sur ses capacités et ses points forts essentiels : un État socialiste organisé et responsable de la santé des citoyens, des ressources humaines hautement qualifiées et une société où le peuple participe largement à la prise de décision et à la solution des problèmes.

L'application de ces mesures, de pair avec les connaissances accumulées durant plus de 60 ans d'efforts intenses pour créer et fortifier un système de santé de qualité ouvert à tous, ainsi qu'avec l'essor de notre recherche-développement scientifique, nous ont permis non seulement de préserver le droit de tous les citoyens sans exception à la santé, mais encore de faire face à la pandémie dans de meilleures conditions.

Nous y sommes parvenus malgré les dures contraintes qu'entraîne le blocus économique, commercial et financier prolongé que nous imposent les États-Unis et que l'Administration actuelle, même en pleine pandémie, a brutalement durci ces deux dernières années parce qu'il est un élément essentiel de sa politique hostile envers nous.

Cette administration a haussé le blocus à un degré d'agressivité qualitativement nouveau, en faisant un obstacle encore plus réel et déterminant à l'économie et au développement de notre pays. L'Administration étasunienne a intensifié notamment sa traque de nos transactions financières internationales et adopté depuis 2019 des mesures qui violent le droit international pour priver le peuple cubain de son droit de se pourvoir des combustibles dont il a besoin dans sa vie quotidienne et pour son développement.

Cherchant à nuire à la Révolution cubaine et à d'autres gouvernements qu'il taxe d'adversaires, les administrations étasuniennes publient des listes absolument fallacieuses et illégitimes qui visent à les diaboliser à partir de qualifications infondées, s'arrogeant dès lors le droit de leur imposer des mesures coercitives unilatérales.

Semaine après semaine, cette administration émet des déclarations contre Cuba ou lui impose de nouvelles restrictions. En revanche, elle n'a toujours pas dit un traître mot – et c'est bien paradoxal – au sujet de l'attaque terroriste perpétrée le 30 avril dernier par un individu qui, armé d'un fusil d'assaut, a tiré à plus de trente reprises sur l'Ambassade cubaine à Washington dans le but avoué de tuer.

Nous dénonçons donc la politique de deux poids, deux mesures pratiquée par cette administration étasunienne dans la lutte contre le terrorisme et exigeons qu'elle condamne publiquement cette attaque brutale. Nous demandons par ailleurs qu'elle cesse d'attaquer et de diffamer l'action altruiste que constitue la coopération médicale internationale de notre pays qui jouit d'un prestige élevé et dont les résultats sont parfaitement vérifiables, contribuant à sauver des centaines de vies et à réduire les effets de la maladie sous diverses latitudes. Des personnalités internationales et des organisations sociales au prestige notable ont reconnu l'œuvre humaniste du Brigade Internationale Henry Reeve de médecins spécialisés en situations de catastrophe naturelle et de grave épidémie, réclamant pour elle le prix Nobel de la paix.

À l'inverse de cette administration étasunienne qui fait fi de l'appel à conjuguer des efforts dans le combat contre la pandémie et qui se retire de l'Organisation mondiale de la Santé, Cuba, répondant aux demandes qu'elle a reçues et guidée par la profonde vocation solidaire et humaniste de son peuple, a renforcé sa coopération en dépêchant plus de 3 700 coopérants organisés dans 46 brigades médicales à 39 pays et territoires touchés par la COVID-19.

Aussi condamnons-nous le chantage crapuleux que l'administration étasunienne exerce sur l'Organisation panaméricaine de la santé afin que celle-ci lui serve d'instrument dans son agression malade contre Cuba. Mais, comme toujours, la force de la vérité finira par faire voler les mensonges en éclats et l'histoire situera les faits et les protagonistes à la place que chacun mérite. L'exemple de Cuba prévaudra.

Nos travailleurs dévoués de la santé, fierté d'une nation formée selon l'idée de Martí : « La patrie est l'humanité », pourront bien recevoir ou non le prix que mérite leur noblesse ; en tout cas, cela fait des années qu'ils ont forcé la reconnaissance des peuples bénéficiaires de leur œuvre sanitaire.

L'Administration étasunienne ne cache pas son intention d'imposer à Cuba, dans les prochains mois, de nouvelles mesures d'agression encore plus dures. Nous déclarons une fois de plus devant la communauté internationale que notre peuple, fier de son histoire et attaché aux idéaux et à l'œuvre de sa Révolution, saura résister et vaincre.

Monsieur le Président,

La prétention de cette administration étasunienne d'imposer sa domination néocoloniale à notre Amérique en ressuscitant publiquement la doctrine Monroe viole la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix.

La République bolivarienne du Venezuela – nous tenons à le ratifier publiquement depuis cette tribune virtuelle – pourra toujours compter sur notre solidarité face aux tentatives de la déstabiliser, de saper son ordre constitutionnel, de briser son union civico-militaire et de détruire l'œuvre entamée par Hugo Chávez Frías et poursuivie par le Président Nicolás Maduro Moros en faveur du peuple vénézuélien.

Nous rejetons aussi les actions de l'Administration étasunienne visant à déstabiliser la République du Nicaragua, et ratifions notre solidarité invariable envers son peuple et son gouvernement qui conduit le commandant Daniel Ortega.

Nous nous solidarisons avec les nations des Caraïbes qui exigent une juste réparation pour l'horreur de l'esclavage et de la traite des esclaves qu'elles ont subie, dans un monde où la discrimination raciale et la répression des communautés de descendants d'Africains ne cessent de s'aggraver.

Nous ratifions notre engagement historique avec l'autodétermination et l'indépendance du peuple frère portoricain.

Nous appuyons la réclamation de souveraineté légitime de l'Argentine sur les Îles Malvinas et sur les îles de Sandwich du Sud et de Géorgie du Sud.

Nous réitérons notre engagement envers la paix en Colombie et notre conviction que le dialogue entre les parties est la seule voie permettant d'instaurer une paix stable et durable dans ce pays.

Nous appuyons la recherche d'un règlement pacifique et négocié à la situation qui a été imposée à la Syrie, sans ingérence extérieure et dans le respect total de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Nous réclamons un règlement juste au conflit du Moyen-Orient, lequel repose sur l'exercice réel par le peuple palestinien de son droit inaliénable à construire son propre État dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et nous rejetons les tentatives d'Israël d'annexer de nouveaux territoires en Cisjordanie.

Nous exprimons notre solidarité avec la République islamique d'Iran face à l'escalade agressive des États-Unis.

Nous réaffirmons notre solidarité invariable avec le peuple sahraoui.

Nous condamnons énergiquement les sanctions unilatérales imposées injustement à la République populaire démocratique de Corée.

Nous rejetons une fois de plus l'intention de l'OTAN de s'étendre jusqu'aux frontières de la Russie et d'imposer injustement des sanctions unilatérales à ce pays.

Nous refusons l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la République du Bélarus et réitérons notre solidarité avec son président légitime, Aleksandr Lukashenko et avec le peuple frère de ce pays.

Nous condamnons les ingérences dans les affaires intérieures de la République populaire de Chine et rejetons toute tentative de porter atteinte à son intégrité territoriale et à sa souveraineté.

Monsieur le Président,

Compte tenu des graves circonstances actuelles, nous sommes contraints, pour la première fois en 75 ans, de tenir cette Assemblée générale des Nations Unies sur le mode virtuel.

La communauté scientifique cubaine, une autre fierté de la nation qui, dès le triomphe de la Révolution des justes, a annoncé au monde son intention de devenir un pays d'hommes et de femmes de science, travaille sans relâche sur l'un des premiers vaccins au monde à être entré dans la phase des essais cliniques.

Ses créateurs et d'autres chercheurs et spécialistes, en articulation avec le système de santé, mettent au point des protocoles de soins visant les malades contagieux, les patients rétablis et la population à risque, ce qui nous a permis de sauver 80% des personnes infectées et de maintenir un taux de létalité inférieur à la moyenne du continent et du monde.

« Des médecins, et non des bombes ! » s'est exclamé un jour le leader historique de la Révolution cubaine et le promoteur principal de l'essor des sciences à Cuba, Fidel Castro Ruz. Telle est notre devise. Sauver des vies et partager ce que nous sommes et ce que nous avons, quelque soit le sacrifice, voilà ce que nous offrons au monde depuis les Nations Unies auxquelles nous demandons simplement de changer en accord avec la gravité du moment.

Nous sommes Cuba !

Battons-nous de concert pour promouvoir la paix, la solidarité et le développement.

Je vous remercie.

Fédération de Russie (voir aussi A/75/PV.4, annexe VIII)**Allocution de M. Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie**

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : russe ; texte anglais fourni par la délégation]

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Cette année, la communauté internationale célèbre, je n'exagère pas, deux anniversaires historiques : le 75^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création de l'Organisation des Nations Unies.

On ne saurait trop insister sur l'importance de ces deux événements à jamais liés entre eux. En 1945, le nazisme a été vaincu, l'idéologie de l'agression et de la haine a été écrasée, et l'expérience et l'esprit d'alliance, ainsi que la conscience du prix énorme qui a été payé pour la paix et notre victoire commune, ont aidé à construire l'ordre mondial d'après-guerre. Il a été construit sur le fondement ultime de la Charte des Nations Unies qui reste à ce jour la principale source de droit international.

Je suis convaincu que cet anniversaire nous oblige tous à rappeler les principes intemporels de la communication interétatique inscrits dans la Charte des Nations Unies et formulés par les pères fondateurs de notre organisation universelle dans les termes les plus clairs et les moins équivoques. Ces principes comprennent l'égalité des États souverains, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le droit des peuples à déterminer leur propre avenir, le non-recours à la force ou à la menace de la force, et le règlement politique des différends.

Si l'on considère les dernières décennies, on peut dire que malgré toutes les difficultés de la période de la guerre froide, les grands changements géopolitiques et toutes les subtilités de la politique mondiale actuelle, l'ONU a rempli avec compétence sa mission de protection de la paix, de promotion du développement durable des peuples et des continents et d'aide à l'atténuation des crises locales.

Ce potentiel et cette expertise immenses de l'ONU sont pertinents et servent de base solide pour aller de l'avant. Après tout, comme toute autre organisation internationale ou entité régionale, l'ONU ne doit pas se figer, mais évoluer en fonction de la dynamique du XXI^e siècle et s'adapter de manière cohérente aux réalités du monde moderne qui devient effectivement plus compliqué, multipolaire et multidimensionnel.

Les changements actuels ont certainement un effet sur le principal organe de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité, ainsi que sur le débat concernant les approches relatives à sa réforme. Selon notre logique, le Conseil de sécurité devrait mieux prendre en compte les intérêts de tous les pays, ainsi que la diversité de leurs positions, fonder ses travaux sur le principe du consensus le plus large possible entre les États et, en même temps, continuer à servir de pierre angulaire de la gouvernance mondiale, ce qui ne peut être réalisé que si les membres permanents du Conseil de sécurité conservent leur droit de veto.

Un tel droit relatif aux cinq puissances nucléaires, vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, reste à ce jour révélateur de l'équilibre militaire et politique réel. Plus important encore, il s'agit d'un instrument essentiel et unique qui contribue à prévenir les actions unilatérales susceptibles de déboucher sur une confrontation

militaire directe entre les principaux États, et qui offre la possibilité de rechercher des compromis ou du moins d'éviter des solutions qui seraient totalement inacceptables pour d'autres et d'agir dans le cadre du droit international, plutôt que dans une zone floue et grise d'arbitraire et d'illégitimité.

Comme le montre la pratique diplomatique, cet instrument fonctionne vraiment, contrairement à la tristement célèbre Société des Nations d'avant-guerre avec ses discussions sans fin, ses déclarations sans mécanismes d'action réelle et avec des États et des peuples dans le besoin qui n'avaient pas droit à une assistance et à une protection.

Oublier les leçons de l'histoire est un acte à courte vue et extrêmement irresponsable, tout comme les tentatives politisées d'interpréter arbitrairement les causes, le déroulement et les résultats de la Seconde Guerre mondiale et de déformer les décisions des conférences des Alliés et du Tribunal de Nuremberg qui sont fondées sur des spéculations plutôt que sur des faits.

Ce n'est pas simplement ignoble et insultant pour la mémoire de ceux qui ont combattu le nazisme ; c'est un coup direct et dévastateur porté aux fondements mêmes de l'ordre mondial d'après-guerre, un coup particulièrement dangereux étant donné que la stabilité mondiale se heurte à de graves problèmes, que le système de maîtrise des armements s'effondre, que les conflits régionaux se poursuivent sans relâche, et en raison des menaces posées par l'intensification du terrorisme, de la criminalité organisée et du trafic de drogue.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) représente par ailleurs un problème totalement nouveau. Cette maladie touche directement des millions de personnes et a arraché ce que nous avons de plus important : la vie de centaines de milliers de personnes. Les quarantaines, la fermeture des frontières et les nombreux problèmes graves que doivent affronter les citoyens de presque tous les États constituent les réalités du moment. Cette situation est particulièrement difficile pour les personnes âgées qui, en raison des restrictions nécessaires, n'ont pu embrasser leurs proches, leurs enfants et leurs petits-enfants depuis des semaines, voire des mois.

Les experts n'ont pas encore pris la pleine mesure de l'ampleur du choc social et économique causé par la pandémie et toutes ses conséquences à long terme. Toutefois, il est déjà évident qu'il faudra énormément de temps pour relancer l'économie mondiale. En outre, même les mesures éprouvées de lutte contre les crises ne seront pas toujours efficaces. Nous devons trouver des solutions novatrices.

Le seul moyen de mettre au point de telles solutions, c'est de collaborer, ce qui représente une tâche primordiale pour l'ONU et les États du Groupe des Vingt, ainsi que pour d'autres organisations inter-États et associations d'intégration de premier plan qui traversent une période difficile en raison des effets de la pandémie et qui ont besoin d'un cadre de développement et d'horizons fondamentalement nouveaux.

L'idée même d'une croissance qualitative intégrante, « l'intégration des intégrations », sous-tend l'initiative lancée par la Russie d'un Grand partenariat eurasiatique regroupant tous les pays d'Asie et d'Europe sans exception. Cette initiative est purement pragmatique et de plus en plus d'actualité.

Par ailleurs, j'appelle de nouveau l'attention sur la proposition de la Russie visant à créer des « corridors écologiques » exempts de sanctions et de guerres commerciales, principalement pour les biens essentiels, les vivres, les médicaments et les équipements de protection individuelle nécessaire pour lutter contre la pandémie.

En règle générale, débarrasser le commerce mondial des obstacles, des interdictions, des restrictions et des sanctions illégitimes contribuerait grandement à relancer la croissance mondiale et à faire reculer le chômage. Selon les experts, les pertes totales ou partielles se sont élevées à 400 millions d'emplois dans le monde pour le deuxième trimestre de cette année, et nous devons faire tout notre possible pour que ces emplois ne soient pas perdus à long terme et pour que les personnes concernées retrouvent un emploi et puissent subvenir aux besoins de leurs familles au lieu de se retrouver prisonnières de la pauvreté et privées de perspectives d'avenir.

Il s'agit bien d'un problème social mondial extrêmement grave, et la politique a donc pour mission d'ouvrir la voie au commerce, aux projets communs et à une concurrence équitable, plutôt que de lier les mains des entreprises et de décourager les initiatives commerciales.

La pandémie a également mis en exergue une série de considérations éthiques, techniques et humanitaires. Par exemple, les technologies numériques de pointe ont permis de réorganiser rapidement l'enseignement, le commerce et les services, mais aussi de mettre en place l'enseignement à distance et de créer des cours en ligne pour des personnes de tous les âges. L'intelligence artificielle aide les médecins à établir des diagnostics plus précis et rapides et à déterminer les meilleurs traitements.

Cependant, comme toute autre innovation, les technologies numériques ont tendance à se propager de manière incontrôlable et, comme les armes classiques, elles peuvent tomber entre les mains de divers acteurs radicaux et extrémistes non seulement dans les régions touchées par des conflits, mais également dans des pays relativement prospères, engendrant ainsi d'énormes risques.

À cet égard, les questions liées à la cybersécurité et à l'utilisation des technologies numériques de pointe doivent également faire l'objet de délibérations approfondies à l'ONU. Il est important d'entendre et de prendre en compte les préoccupations des personnes en matière de protection de leurs droits, notamment le droit à la vie privée, à la propriété et à la sécurité, en cette ère nouvelle.

Nous devons apprendre à utiliser les nouvelles technologies pour le bien de l'humanité, chercher à trouver un juste équilibre entre la promotion du développement de l'intelligence artificielle et l'imposition de restrictions justifiables pour la limiter, et rechercher ensemble un consensus en matière de réglementation afin de prévenir des menaces potentielles à la sécurité militaire et technique, mais également en ce qui concerne les traditions, le droit et la morale en matière de communication humaine.

Je tiens à souligner que durant la pandémie, les médecins, les volontaires et les citoyens de divers pays nous ont donné des exemples d'aide et de soutien mutuels, et cette solidarité fait fi des frontières. De nombreux pays s'entraident également de manière altruiste et généreuse. Toutefois, un déficit d'humanité et, si l'on veut, de bienveillance dans les relations officielles entre États se manifeste également dans certains cas.

Nous estimons que le prestige de l'ONU pourrait renforcer le rôle de la composante humanitaire ou humaine dans les relations multilatérales et bilatérales, c'est-à-dire en ce qui concerne les échanges interpersonnels et entre les jeunes, les liens culturels, les programmes sociaux et d'éducation, ainsi que la coopération dans les domaines sportif, scientifique, technique, environnemental et de la protection de la santé.

Pour ce qui est des soins de santé, comme en ce qui concerne l'économie, nous devons maintenant éliminer autant d'obstacles que possible aux relations avec les

partenaires. Notre pays contribue activement à la lutte mondiale et régionale contre la COVID-19, fournissant une aide aux pays les plus touchés directement et par le biais des structures multilatérales.

À cet effet, nous nous appuyons avant tout sur le rôle central de coordination de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui fait partie du système des Nations Unies. Nous estimons qu'il est essentiel de renforcer qualitativement les capacités de l'OMS. Ce travail a déjà commencé, et la Russie est véritablement déterminée à y participer.

En faisant appel à l'expérience scientifique, industrielle et clinique de ses médecins, la Russie a rapidement mis au point une série de systèmes et de médicaments expérimentaux afin de détecter et de traiter la maladie à coronavirus, et elle a enregistré le premier vaccin au monde contre elle, « Sputnik – V ».

Je réitère que nous sommes pleinement ouverts aux relations avec les partenaires et disposés à coopérer. Dans ce contexte, nous proposons d'organiser prochainement une conférence de haut niveau en ligne pour les pays qui souhaitent coopérer à la mise au point de vaccins contre le coronavirus.

Nous sommes prêts à partager nos données d'expérience et à continuer de coopérer avec tous les États et toutes les entités internationales, notamment en mettant le vaccin russe, qui est considéré comme fiable, sûr et efficace, à la disposition d'autres pays. La Russie est certaine que les capacités de l'industrie pharmaceutique mondiale doivent être pleinement mobilisées afin d'assurer un accès gratuit à la vaccination pour les populations de tous les États dans un avenir proche.

Un virus dangereux peut toucher n'importe qui. Le coronavirus a frappé le personnel de l'ONU, son siège et ses structures régionales comme n'importe qui d'autre. La Russie est prête à fournir à l'ONU toute l'aide compétente nécessaire ; en particulier, nous proposons de mettre gratuitement à disposition notre vaccin pour la vaccination librement consentie du personnel de l'ONU et de ses bureaux. Nous avons reçu des demandes de nos collègues de l'ONU à cet égard, et nous y répondrons.

D'autres questions essentielles sont inscrites à notre ordre du jour. Les questions de la protection de l'environnement et des changements climatiques doivent continuer de faire l'objet d'efforts conjoints.

Les conventions, traités et protocoles multilatéraux spécialisés des Nations Unies démontré toute leur utilité. Nous appelons tous les États à les appliquer de bonne foi, en particulier en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Chers collègues, je tiens à souligner une fois de plus que la Russie ne ménagera aucun effort pour contribuer au règlement pacifique, politique et diplomatique des crises et des conflits régionaux, ainsi que pour garantir la stabilité stratégique.

Pour tous les désaccords et tous les différends, lorsque la méfiance, voire la méfiance, se répandent chez certains collègues, nous ne cesserons de promouvoir des initiatives constructives et unificatrices, à commencer par la maîtrise des armements et le renforcement des régimes conventionnels existants dans ce domaine. Cela englobe l'interdiction des armes chimiques, biologiques et à toxines.

La question prioritaire qui peut et doit être réglée rapidement est, bien évidemment, la prorogation du Traité russo-américain sur la réduction des armes stratégiques, qui expirera prochainement, en février 2021. Nous menons des négociations avec nos partenaires américains sur ce sujet.

En outre, nous comptons sur une retenue mutuelle dans le déploiement de nouveaux systèmes de missiles. Je voudrais ajouter que dès l'année dernière, la Russie a annoncé un moratoire sur le déploiement de missiles terrestres à moyenne et courte portée en Europe et dans d'autres régions, tant que les États-Unis d'Amérique feront de même. Hélas, nous n'avons reçu aucune réaction à notre proposition de la part de nos partenaires américains ou de leurs alliés.

Je suis d'avis que de telles mesures réciproques sur des questions concrètes constitueraient un bon point de départ pour lancer un dialogue sérieux et approfondi sur l'ensemble des facteurs influant sur la stabilité stratégique. L'objectif serait de parvenir à des accords globaux et de jeter des bases solides pour un dispositif de sécurité internationale qui tienne compte de l'expérience acquise dans ce domaine et réponde aux réalités politico-militaires et technologiques d'aujourd'hui et de demain.

Plus particulièrement, la Russie propose de conclure un accord contraignant entre toutes les grandes puissances spatiales, qui interdirait le déploiement d'armes dans l'espace ainsi que le recours à la menace ou à l'emploi de la force contre des objets spatiaux.

Nous le savons, les questions de sécurité tout comme les autres problèmes que nous examinons à l'Assemblée générale à l'occasion de cet anniversaire de l'Organisation des Nations Unies exigent une consolidation de nos efforts sur la base des valeurs qui nous unissent, de notre mémoire commune des enseignements de l'histoire et de l'esprit d'alliance qui a inspiré les membres de la coalition anti-hitlérienne à surmonter leurs désaccords et leurs préférences idéologiques au nom de la victoire et de la paix pour tous les peuples du monde.

Dans l'environnement difficile que nous connaissons aujourd'hui, il importe que tous les pays fassent preuve de volonté politique, de sagesse et de clairvoyance. Le rôle principal revient ici aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – ces puissances qui, depuis 75 ans maintenant, assument une responsabilité particulière dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales ainsi que de la préservation des fondements du droit international.

Consciente de cette responsabilité, la Russie a proposé d'organiser un sommet de ces cinq puissances. L'objectif serait de réaffirmer les principes clefs de comportement dans les affaires internationales et de mettre au point des moyens de traiter efficacement les problèmes les plus urgents de notre temps. Il est encourageant de constater que nos partenaires soutiennent cette initiative. Nous prévoyons de tenir ce sommet – en personne – dès que la situation épidémiologique le permettra.

Je rappelle que dans un monde interconnecté et interdépendant, dans le tourbillon des événements internationaux, nous devons œuvrer de concert en nous appuyant sur les principes et les normes du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions remplir la mission suprême de l'Organisation qui est la nôtre et assurer une vie décente aux générations actuelles et futures.

Je souhaite à tous les peuples de notre planète paix et bien-être.

Je vous remercie.

Jordanie (voir aussi A/75/PV.4, annexe IX)

Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : arabe ; texte anglais fourni par la délégation]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Excellences,

Nous vivons, à n'en point douter, des temps extraordinaires dans notre histoire et dans celle de l'Organisation des Nations Unies. Nous voici réunis virtuellement pour la première fois en 75 ans d'existence de l'ONU, alors que notre monde reste aux prises avec la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses profondes ramifications, et que nos peuples se tournent vers nous pour que nous les aidions à avancer sur ce terrain inconnu, avec audace et sagesse politique.

On a peine à croire qu'un virus, qui a infecté une seule personne dans un coin du globe, se soit développé et propagé jusqu'à secouer les fondements mêmes de notre système international, de notre économie mondiale, de l'humanité tout entière.

On aurait également peine à croire que nous ne saisissons pas à quel nous sommes réellement interconnectés. Le repli sur soi ne nous sera d'aucun secours pour venir à bout de ce virus, qui se joue des frontières, et il devrait en être de même de notre coopération.

Nous ne pourrons surmonter la COVID-19 et ses répercussions futures que par une intégration renouvelée de notre monde, une re-mondialisation qui fait du bien-être de tous nos peuples le but ultime ; une re-mondialisation qui s'appuie sur le potentiel de chaque pays, ses atouts et ses ressources, et prévoit des filets de sécurité régionaux pour maintenir le flux de fournitures vitales ; une re-mondialisation qui nous prépare mieux à un monde post-COVID-19.

Chers amis,

Parmi les nombreux défis que notre monde devra affronter, il y a la faim, une faim sans commune mesure avec celle que l'on a connue les décennies passées. De fait, elle nous guette déjà. On voit des menaces à la sécurité alimentaire au Liban. On voit la faim menacer des communautés de réfugiés vulnérables dans notre région. On voit la faim menacer les communautés qui vivent dans la pauvreté au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine et ailleurs.

La préparation à ce défi est l'une des priorités fondamentales de la Jordanie, et nous sommes prêts à faire ce que nous pouvons pour aider notre région et nos amis, en mettant à disposition nos capacités afin de servir de pôle régional de sécurité alimentaire.

Et c'est parce que nous sommes convaincus qu'il importe de préserver la sécurité alimentaire des générations à venir, que nous sommes également profondément attachés à la sauvegarde de la principale source de subsistance de l'humanité : notre environnement.

Protéger notre environnement naturel, c'est en fin de compte protéger toute existence, et c'est forte de cette conviction que la Jordanie a élaboré une charte qu'elle compte présenter à l'Assemblée générale, une charte qui accorde à certains écosystèmes et à toutes les espèces de flore et de faune le droit légal à l'existence, assurant par là-même que l'humanité continue elle aussi d'exister. Cette initiative serait conforme aux objectifs de développement durable énoncés par l'Organisation des Nations Unies, qui contribuent à la sauvegarde de notre environnement pour la prospérité de notre monde.

Chers amis,

La crise de la COVID-19 a tendu un miroir à notre monde, elle nous a montré les fissures de notre système mondial. Ce faisant, elle nous offre ce qui pourrait être un moment historique pour repenser le rôle de l'ONU et d'autres organisations multilatérales, afin qu'elles puissent répondre plus efficacement aux défis, anciens et nouveaux, qu'il s'agisse de pandémies ou de conflits violents.

Tant que persiste l'injustice et que la paix manque à l'appel où que ce soit dans le monde, l'ONU ne peut connaître de répit ; nous ne pouvons connaître de répit.

Le conflit israélo-palestinien est le seul conflit qui a commencé avec la naissance de l'ONU et qui perdure à ce jour. Le seul moyen de mettre fin à ce conflit, le conflit central dans ma région, est la solution des deux États, conformément au droit international et aux résolutions de l'ONU.

La seule voie vers une paix juste et durable, c'est celle qui mène à un État palestinien indépendant, souverain et viable, sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité mutuelles.

Et ce conflit ne pourra être réglé si nous n'œuvrons pas à préserver Jérusalem pour toute l'humanité, en tant que ville unificatrice de paix. En ma qualité de Gardien hachémite, j'ai le devoir particulier de protéger les lieux saints islamiques et chrétiens de Jérusalem, mais la responsabilité de la Ville Sainte nous incombe à tous.

Chers amis,

La Jordanie a rejoint l'Organisation des Nations Unies 10 ans après sa fondation. Depuis lors, nous avons été un État Membre actif, œuvrant pour la paix mondiale et le développement durable.

En ce soixante-quinzième anniversaire de cet important organe, nous restons profondément attachés à la promesse qu'il incarne, celle d'édifier un monde plus prospère, plus inclusif et plus pacifique, et nous voyons en ces temps extraordinaires l'occasion de contribuer à la tenue de cette promesse.

Saisissons cette occasion pour être plus audacieux dans nos ambitions. Plus audacieux dans nos actes. Et plus audacieux dans notre foi en notre capacité de réussir.

Je vous remercie.

République de Corée (voir aussi A/75/PV.4, annexe X)

Allocution de M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les représentants,

L'humanité a surmonté une myriade de crises à ce jour pour bâtir la civilisation dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Bien que nous soyons actuellement en pleine crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), nul doute qu'elle saura une fois de plus nous surprendre et tout mettre en œuvre pour que demain ne ressemble pas à aujourd'hui.

Je tiens à présenter mes plus sincères condoléances aux familles endeuillées par la COVID-19, et à exprimer toute ma sympathie à tous ceux qui, à travers le monde, se battent contre la maladie. Ma gratitude va également au personnel médical, aux travailleurs en première ligne et aux membres du personnel des organisations internationales qui mettent leur vie en péril pour protéger la santé de l'humanité.

La soixante-quatrième session de l'Assemblée générale contribuera grandement à ce que nous triomphions de cette crise sans précédent. Permettez-moi de vous féliciter, M. Volkan Bozkır, pour votre accession à la présidence. Je fonde de grands espoirs dans vos talents de dirigeant.

Je tiens également à exprimer tout mon respect au Secrétaire général Antonio Guterres pour ses efforts inlassables en vue de régler les nombreux problèmes qui frappent le monde, que ce soit dans les domaines des maladies infectieuses, de la paix, de l'économie, de l'environnement ou des droits de l'homme.

Monsieur le Président,

La crise de la COVID-19 à laquelle nous sommes confrontés bouleverse la vie quotidienne de l'humanité et va même jusqu'à malmener l'économie mondiale et l'ordre international. À l'instar des dirigeants clairvoyants qui ont créé l'Organisation des Nations Unies il y a 75 ans, il est grand temps que nous mettions à nouveau notre sagesse en commun pour trouver le point cardinal qui nous guidera en ces temps de grande transformation.

La République de Corée s'est inspirée des valeurs clefs de la démocratie, qu'elle a transformées en trois grands principes de prévention des maladies infectieuses, à savoir ouverture, transparence et démocratie, et le peuple coréen dans son ensemble est devenu l'acteur principal des efforts pour prévenir les maladies infectieuses.

La Corée a également conjugué son sens de la communauté avec le multilatéralisme, permettant ainsi à la population de mettre en pratique l'esprit de la « liberté pour tous ». Le peuple coréen a préservé sa sécurité en protégeant celle de ses voisins. Le Gouvernement coréen a étendu la notion de voisins au-delà de ses frontières directes. En partageant avec d'autres pays et sans fermer les frontières le matériel de prévention des maladies infectieuses, la Corée préserve l'intégrité de notre pays et de notre économie.

Nous avons appris qu'en fin de compte, ce qui permettait à la Corée de faire face au nouveau coronavirus, ce sont précisément les valeurs cultivées par l'humanité et défendues par l'Organisation des Nations Unies. Nous n'avons pas à chercher loin la réponse pour vaincre la COVID-19. Il faut simplement revenir à l'esprit de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire avoir foi dans les valeurs universelles de l'humanité et nous diriger vers un monde plus inclusif grâce à l'action multilatérale.

Nos prédécesseurs clairvoyants, rêvant d'un monde meilleur, ont créé l'Organisation des Nations Unies et ont brillamment réussi à promouvoir les valeurs universelles de l'humanité.

Lorsque la COVID-19 sera derrière nous, l'ONU devra avoir pour tâche de poursuivre la diffusion de ces valeurs universelles afin de régler des questions mondiales complexes telles que la coopération en matière de soins de santé, la coopération économique au service du développement durable et l'action en faveur du climat.

Les combats que tous les pays sans exception ont dû livrer cette année ont clairement démontré qu'aucun pays ne pouvait surmonter la crise à lui seul ou sans tenir compte de ses voisins.

Aujourd'hui, à l'heure où l'ONU s'apprête à endosser un nouveau rôle dans l'ère post-COVID-19, je voudrais m'arrêter sur l'importance de renforcer l'inclusion dans la coopération internationale – autrement dit sur la manière de remodeler le multilatéralisme au service de la prospérité de tous.

Monsieur le Président,

Faire en sorte que la coopération internationale soit plus inclusive, cela veut dire ne laisser personne de côté et parvenir à une prospérité partagée où chacun jouit de la liberté. Sur le plan intérieur, cela suppose de réduire les inégalités afin de garantir la sécurité des individus et le développement durable avec l'aide de tous. Sur le plan international, cela revient à prendre en compte les conditions et les circonstances des pays voisins tout en œuvrant de concert avec eux pour que chacun connaisse la prospérité.

Rien n'est plus important que la vie et la sécurité de l'humanité. À l'évidence, la première épreuve que devra passer la notion de multilatéralisme inclusif défendue par l'ONU consiste à savoir si nous serons ou non capables de faire en sorte que toutes les nations aient accès aux vaccins contre la COVID-19.

Renforcer la coopération internationale en vue de la mise au point de vaccins et de traitements ne suffit pas, nous devons aussi garantir que tous les pays y auront accès de manière équitable.

Nous devrions, grâce à un financement mondial, faciliter l'achat anticipé de doses de vaccin en quantités suffisantes afin que les organisations internationales puissent faire en sorte que les pays pauvres et ceux en développement en bénéficient également.

La Corée participe activement au Mécanisme COVAX, dirigé par l'Organisation mondiale de la Santé et Gavi, l'Alliance du Vaccin.

La Corée, qui abrite le siège de l'Institut international de recherche sur les vaccins, soutiendra activement diverses initiatives en faveur du développement et de la distribution de vaccins abordables pour les pays en développement.

Les inquiétudes demeurant quant à la possibilité d'une deuxième voire d'une troisième vague de la COVID-19, la Corée partagera activement son expérience

acquise dans le cadre de sa réponse à la COVID-19 et continuera à collaborer avec la communauté internationale.

Tel un tsunami à la suite d'un tremblement de terre, nous sommes balayés par les répliques économiques de la pandémie. La fermeture des frontières et la chute vertigineuse des échanges de biens et de personnes compliquent la reprise économique mondiale.

Même si la tâche est effectivement extraordinairement difficile, nous devons essayer à la fois de prévenir les maladies infectieuses et de relancer l'économie. En pleine crise de la COVID-19, il nous faut malgré tout renforcer un multilatéralisme caractérisé par la solidarité et la coopération, et encourager le système de libre-échange fondé sur des règles internationales.

La Corée s'est employée à protéger la chaîne d'approvisionnement mondiale contre les perturbations et à faciliter les mouvements transfrontières essentiels, notamment la circulation des hommes d'affaires. La Corée entend faire profiter les pays en développement de son expérience en matière de développement et prendre part aux efforts concertés de la communauté mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable fixés par l'ONU. Pour renforcer l'intégration, véritable moteur d'une économie durable, nous devons briser le cercle vicieux par lequel les crises creusent les inégalités et relancer notre économie de manière à ne laisser personne de côté.

La Corée s'est lancé un défi, celui du « New Deal coréen ». Reposant sur deux piliers, celui d'un new deal numérique et celui d'un new deal écologique, il marque une transformation totale de l'économie coréenne et promet de rendre notre société moins inégalitaire et plus inclusive.

La Corée œuvrera avec toutes les nations pour limiter le plus possible les effets de la COVID-19 et accélérer la reprise économique, et elle prendra une part active dans la coopération internationale pour promouvoir l'idée d'un multilatéralisme inclusif que l'ONU cherche à mettre en place.

Le 7 septembre nous avons célébré la Journée internationale de l'air pur pour des ciels bleus, proclamée par l'ONU sur une initiative de la Corée. Le coup d'arrêt porté aux activités humaines a permis au ciel bleu de refaire surface dans diverses parties du monde. De manière un peu paradoxale, le coronavirus a fait renaître l'espoir qu'en conjuguant les efforts des pays et de la société internationale, l'humanité pouvait retrouver une planète verte. Grâce au rôle clef de l'ONU, je suis certain que les efforts pour reconstruire en mieux et plus vert seront marqués par une plus grande coopération internationale.

La Corée joue un rôle actif dans la mise en place d'un nouveau régime climatique, notamment en appliquant fidèlement l'Accord de Paris. Dans le cadre du renouvellement de nos contributions déterminées au niveau national, nous allons communiquer à l'ONU d'ici à la fin de cette année nos nouveaux objectifs nationaux en matière de réduction des gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Et grâce à l'élaboration d'une stratégie de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre, nous œuvrerons avec la communauté internationale à l'avènement d'une société sobre en carbone d'ici à 2050.

Pour faire efficacement face aux changements climatiques, il est indispensable d'encourager une coopération internationale inclusive. Il est impossible aux pays en développement toujours en cours d'industrialisation de rattraper du jour au lendemain les économies avancées qui ont mis des décennies voire des siècles à arriver là où elles

en sont. Les pays développés devraient commencer par reconnaître ces écarts criants et redoubler d'efforts pour trouver la meilleure solution.

La Corée, qui est en quelque sorte le pont entre pays développés et pays en développement, participera résolument à l'action en faveur du climat et continuera de partager fidèlement son expérience inédite en matière de développement avec les pays en développement. L'année prochaine, la Corée accueillera à Séoul le deuxième sommet P4G – Partenariat pour la croissance verte et les objectifs mondiaux 2030, qui sera l'occasion d'affirmer l'importance de la solidarité mondiale dans la lutte contre les changements climatiques.

La région qui a le plus besoin de l'esprit des Nations Unies pour réaliser la paix mondiale est la péninsule coréenne. La République de Corée a toujours recherché la réconciliation intercoréenne et déploie des efforts incessants pour parvenir à la dénucléarisation et à l'instauration d'une paix permanente dans la péninsule coréenne. Grâce à l'appui et aux encouragements de la communauté internationale, la Corée a accueilli avec succès les Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang, véritables Jeux olympiques de la paix, auxquels s'est jointe la Corée du Nord, ce qui a donné lieu à trois sommets intercoréens. La réunion au sommet entre les États-Unis et la Corée du Nord, fruit de décisions audacieuses prises par les dirigeants des deux parties, a prouvé que le processus de paix pouvait progresser grâce au dialogue.

À l'Assemblée générale des Nations Unies, l'an dernier, j'avais présenté trois principes pour régler les problèmes liés à la guerre de Corée – tolérance zéro concernant la guerre, garantie de sécurité mutuelle et prospérité des deux pays –, et j'avais exposé ma vision pour faire de la zone démilitarisée une zone de paix internationale. Pourtant, la paix dans la péninsule coréenne n'est toujours pas un fait accompli et les changements qui suscitaient l'espoir sont désormais au point mort.

Quoi qu'il en soit, la République de Corée poursuivra le dialogue. Ce que nous devons tous faire, c'est un pas de plus en avant. Ma conviction reste inchangée : nous pouvons parvenir à la dénucléarisation et instaurer une paix durable dans la péninsule coréenne grâce à l'appui et à la coopération constants de la communauté internationale.

En fin de compte, le Sud et le Nord sont liés par une même communauté de vie, joints par les montagnes, les rivières et les mers qui s'étendent sur les deux régions. Lorsque l'un est exposé à des maladies infectieuses ou à des catastrophes naturelles, l'autre l'est aussi, ce qui exige que les deux parties coopèrent pour surmonter ces difficultés. La coopération intercoréenne en matière de prévention et contrôle des maladies et de santé publique ne peut qu'enclencher le dialogue et la coopération s'agissant de mettre en place une péninsule coréenne pacifique.

Aujourd'hui, le monde est en train d'élargir le concept de sécurité, en dépassant la notion traditionnelle d'une sécurité consistant à préserver l'intégrité territoriale, pour appréhender la sécurité sous un angle global. Le monde a uni ses forces pour riposter face aux menaces non traditionnelles qui pèsent sur la sécurité, qu'il s'agisse de catastrophes, de terrorisme ou de questions liées à la cybersécurité, et pour lutter contre la criminalité internationale. Cependant, la crise due à la COVID-19 – qui, pour l'humanité, représente une plus grande menace qu'une guerre – nous a brutalement rappelé que la sûreté des pays voisins est intimement liée à notre propre sûreté.

Un pays ne peut plus prendre en charge tout seul toute la gamme des questions relative à une sécurité globale.

Sachant que, pour protéger la paix d'un pays et sauver la vie d'une personne, il faut désormais une coopération qui transcende les frontières, nous devons nous doter d'un dispositif multilatéral de sécurité.

Jusqu'à présent, j'ai évoqué une économie de la paix qui profite aux deux Corées et qui permette la prospérité de tous, et j'ai souligné la nécessité d'une coopération intercoréenne en matière de soins de santé et d'intervention en cas de catastrophes.

En espérant que la communauté internationale envisage les questions relatives à la péninsule coréenne sous l'angle d'une coopération internationale plus inclusive, je propose aujourd'hui de lancer une initiative de coopération pour le contrôle des maladies infectieuses et la santé publique en Asie du Nord-Est, initiative à laquelle la Corée du Nord participerait en tant que membre, aux côtés de la Chine, du Japon, de la Mongolie et de la République de Corée.

Une architecture coopérative garantissant la protection collective de la vie et de la sûreté jettera des bases qui permettront à la Corée du Nord de voir sa sécurité garantie grâce à ses échanges avec la communauté internationale.

Cette année marque notamment le soixante-dixième anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée. Le temps est venu de mettre un terme à la tragédie qui s'éternise dans la péninsule coréenne. La guerre doit prendre fin, complètement et définitivement.

La paix dans la péninsule coréenne garantira la paix dans l'ensemble de l'Asie du Nord-Est et, en définitive, entraînera également des changements positifs pour l'ordre mondial. Je suis convaincu que la première étape est de déclarer la fin de la guerre, un acte propre à réaffirmer des engagements mutuels en faveur de la paix. J'espère que l'ONU et la communauté internationale nous apporteront leur soutien afin que nous puissions entrer dans une ère de réconciliation et de prospérité grâce à cette déclaration de fin de guerre. Cette déclaration de fin de guerre ouvrira en effet la porte à une dénucléarisation complète et à un régime de paix permanent dans la péninsule coréenne.

Au-delà de la réponse qu'elle oppose à la COVID-19, la Corée tient également à partager avec le reste du monde les enseignements inestimables qu'elle tirera de l'institutionnalisation de la paix. De cette manière, nous serons en mesure d'étayer les efforts dont s'acquitte l'ONU en première ligne pour remplir son objectif de maintenir la paix internationale grâce à des mesures collectives.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les Représentants,

La COVID-19 nous a montré à quel point les pays du monde sont étroitement liés, et l'humanité finira par inaugurer une ère de solidarité et de coopération.

Nous devons préparer l'avenir et, dans le même temps, changer le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Si chacune, chacun commence par de petites actions, elles finiront par se cumuler et aboutiront à la « liberté de toutes et tous » souhaitée aujourd'hui.

Je voudrais demander aux Nations Unies d'être, à partir de maintenant, un centre de coopération internationale inclusive dans cette nouvelle ère.

Je vous remercie.

Qatar (voir aussi A/75/PV.4, annexe XI)

Allocution de S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : arabe ; texte français fourni par la délégation]

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Que la paix, la miséricorde d'Allah et ses bénédictions soient sur vous.

Je voudrais, tout d'abord, féliciter S. E. M. Volkan Bozkir pour son élection à la présidence de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, et lui souhaiter plein succès dans sa mission. Je remercie également S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande, Président de la session précédente, pour les efforts appréciés qu'il a déployés au cours de son mandat. Et je saisis cette occasion pour saluer la contribution du Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour promouvoir le rôle de l'Organisation des Nations Unies et pour atteindre ses objectifs.

Monsieur le Président,

La tenue de la présente session intervient alors que nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, et il convient, à cette occasion, de se rappeler qu'il s'agit d'une expression institutionnelle de notre conscience d'appartenir à une seule humanité. Nombreuses sont les expériences historiques qui corroborent cette vérité et montrent le danger de la sous-estimer.

L'expansion de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID – 19) nous a rappelé que nous vivons sur la même planète et que la coopération multilatérale est le seul moyen de faire face aux défis des épidémies, du climat et de l'environnement en général. Il serait souhaitable que nous nous souvenions également de cela lorsque nous traitons des questions de la pauvreté, de la guerre et de la paix, et des moyens de réaliser nos objectifs communs pour la sécurité et la stabilité.

Partant de cette prise de conscience, et après que l'État du Qatar s'est hâté de prendre toutes les actions et mesures préventives pour la protection des citoyens et résidents sur son territoire, il n'a pas vu de contradictions entre son devoir à cet égard, d'une part, et, de l'autre, la fourniture d'une assistance à plus de 60 pays et à cinq organisations internationales, la participation active aux efforts internationaux de mobilisation des ressources et des énergies pour faire face à cette épidémie et à ses répercussions, et le soutien des centres de recherche dans plusieurs pays pour réduire les dangereuses répercussions négatives de cette pandémie et découvrir rapidement un vaccin contre ce virus.

Monsieur le Président,

Après plus de trois années d'un blocus injuste et illégal imposé à l'État du Qatar, nous poursuivons la marche vers le progrès et le développement dans divers domaines.

Malgré le blocus, le Qatar a renforcé sa participation effective à l'action internationale multilatérale pour trouver des solutions à d'autres crises.

Durant ce blocus injuste et illégal, le Qatar a également consolidé les fondements de sa politique qui repose sur le respect des règles et principes du droit international et de la Charte des Nations Unies, en particulier les principes du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Mus par les responsabilités morales et juridiques qui nous incombent envers nos peuples, nous avons affirmé, et continuerons de le faire, qu'un dialogue inconditionnel fondé sur les intérêts communs et le respect de la souveraineté des États est le seul moyen de résoudre cette crise, qui a débuté par un blocus illicite et dont le dénouement ne peut commencer que par la levée de ce blocus.

À cette occasion, je redis ma profonde gratitude pour les efforts sincères déployés par Son Altesse le cheik Sabah Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, Émir de l'État frère du Koweït, et me félicite vivement de l'action menée par les pays frères et amis pour mettre fin à cette crise.

Mesdames et Messieurs,

Il existe un consensus international sur l'équité de la cause palestinienne, mais en dépit ce consensus, la communauté internationale reste impuissante et ne prend aucune mesure efficace face à l'intransigeance d'Israël et à la poursuite de son occupation des terres palestiniennes et arabes. À cela s'ajoutent son blocus asphyxiant de la bande de Gaza, la poursuite de sa politique d'expansion des colonies et la mise en œuvre d'une politique du fait accompli en violation flagrante des résolutions de la légitimité internationale et de la solution à deux États convenue par la communauté internationale.

La paix juste et souhaitée ne peut être réalisée que par l'engagement total d'Israël à respecter les mandats et les décisions de la légitimité internationale acceptés par les pays arabes et sur lesquels repose l'Initiative de paix arabe. Or, Israël tente de les contourner et agit comme si la cause palestinienne n'existait pas. Tout arrangement qui ne se fonde pas sur ces mandats ne permettra pas de parvenir à la paix, même si on la qualifie de « paix ». De tels arrangements pourraient avoir d'autres visées qu'un règlement juste de la cause palestinienne et la réalisation d'une paix globale, juste et durable.

Que la cause palestinienne reste sans règlement juste et qu'Israël poursuive ses implantations et crée des faits accomplis sur le terrain sans en être dissuadé constitue le plus grand point d'interrogation en ce qui concerne la crédibilité de la communauté internationale et de ses institutions.

Nous invitons la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité, à assumer ses responsabilités juridiques en obligeant Israël à lever le siège de la bande de Gaza ; à remettre le processus de paix sur les rails par des négociations crédibles, fondées sur les résolutions internationales plutôt que sur la force ; à régler toutes les questions relatives au statut final ; à mettre un terme à l'occupation selon un calendrier précis ; à établir un État palestinien indépendant sur la base des frontières de 1967, avec Al-Qods pour capitale ; et à mettre fin à l'occupation israélienne de tous les territoires arabes occupés.

Dans le cadre des efforts que nous déployons pour créer les conditions favorables à l'instauration de la paix et pour répondre aux difficultés économiques et humanitaires auxquelles sont confrontés nos frères en Palestine, nous avons continué, en coordination avec nos partenaires internationaux, à fournir une aide humanitaire et au développement

afin de satisfaire les besoins urgents et à long terme de la bande de Gaza assiégée. Nous avons également accru nos contributions à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Monsieur le Président,

Sur la base de sa ferme conviction selon laquelle les différends doivent être réglés par des moyens pacifiques, et avec la grâce et l'aide d'Allah, les efforts de médiation de l'État du Qatar ont abouti à la signature d'un accord de paix entre les États-Unis et le mouvement taliban, à Doha, le 29 février dernier, et permis de mener à bien l'échange de prisonniers entre le Gouvernement afghan et le mouvement taliban grâce aux discussions tenues à Doha le mois dernier.

Les efforts que nous avons déployés aux côtés de nos partenaires internationaux ont permis de convoquer des négociations de paix interafghanes, qui ont débuté le 12 de ce mois, à Doha. Leur succès dépend désormais des frères afghans eux-mêmes. En coopération avec la communauté internationale, nous nous efforcerons de faciliter le dialogue dans l'espoir que la paix et la stabilité prévaudront bientôt en Afghanistan, si chacun décide de renoncer complètement à la violence et d'accepter la diversité, la différence et l'égalité de citoyenneté dans ce pays.

Monsieur le Président,

Après plus de neuf années de crise syrienne et de tragédies humanitaires sans précédent dont les graves répercussions négatives se font sentir année après année, il reste impossible de mettre un terme à cette crise en raison de l'intransigeance du régime syrien et de l'incapacité de la communauté internationale, en particulier du Conseil de sécurité, à assumer son devoir de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de protection des civils.

Le régime syrien continue même de faire obstacle au processus de rédaction d'une nouvelle Constitution, proposée par la Russie. Or, c'est malheureusement tout ce qui reste des efforts internationaux visant à parvenir à une solution pacifique sous une forme ou une autre. Le régime répond à ces efforts en suivant le même stratagème qu'il a employé avec la communauté internationale, lorsqu'il a fait mine de participer aux négociations afin de gagner du temps sans avoir l'intention de concéder le moindre changement.

À cette occasion, je réaffirme la ferme position de l'État du Qatar, à savoir que la seule façon de mettre fin à la crise syrienne est une solution politique fondée sur le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) et la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. L'État du Qatar affirme aussi qu'il continuera, avec la communauté internationale, à soutenir les efforts visant à réaliser la justice et à faire répondre de leurs actes les auteurs d'atrocités, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis en Syrie.

Côté humanitaire, nous continuerons à fournir toute forme de soutien et d'assistance au peuple syrien frère dans les zones où se trouvent des personnes déplacées et des réfugiés jusqu'à la fin de cette crise.

En ce qui concerne la guerre qui fait rage au Yémen, pays frère, qui continue de démolir les infrastructures du Yémen, de détruire les fondements de la vie et de menacer la sécurité dans la région, nous affirmons que la crise ne pourra être résolue que par la négociation entre les Yéménites, conformément aux résultats du Dialogue national, à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015). Nous affirmons notre position ferme concernant l'unité du Yémen et son intégrité territoriale.

Quant au Soudan, peuple frère, nous nous félicitons vivement de la signature à Djouba d'un accord de paix entre le Gouvernement de transition au Soudan et plusieurs mouvements armés, et remercions l'État du Soudan du Sud d'avoir parrainé la signature de cet accord. Nous espérons que les autres factions rejoindront le processus de paix. Nous soulignons la position inébranlable de l'État du Qatar aux côtés du peuple soudanais frère afin qu'il puisse surmonter cette phase de transition et réaliser ses aspirations à la stabilité et au développement.

Nous renouvelons l'appel aux pays concernés pour qu'ils facilitent les efforts des frères soudanais en retirant le Soudan de la liste des États parrainant le terrorisme, car les difficultés et les défis auxquels ils se heurtent sont déjà colossaux. Dans ce contexte, l'État du Qatar s'est tenu aux côtés de ses frères en leur fournissant une aide pour surmonter les conséquences des inondations qui ont causé de graves dommages aux installations et à la population. Nous appelons la communauté internationale à leur fournir l'appui nécessaire pour faire face aux catastrophes naturelles.

En ce qui concerne la question libyenne, nous nous félicitons une fois de plus de l'accord de cessez-le-feu et de l'activation du processus politique conformément à l'Accord de Skhirat et à tous ses résultats, afin de parvenir à un règlement politique global qui maintienne la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Libye, mette fin au bain de sang et préserve ses richesses. Il faut que chacun comprenne l'impossibilité d'imposer un régime militaire par la force en Libye.

Nous avons été attristés par l'épreuve que le Liban a traversée après l'explosion survenue dans le port de Beyrouth, et nous nous sommes tenus, sans réserve, aux côtés de nos frères libanais. Il n'est pas dans nos habitudes d'imposer des conditions politiques pour faire preuve de solidarité en cas de catastrophe. Toutefois, au bout du compte, c'est aux Libanais de s'entendre entre eux, et non de façon imposée, sur les moyens de procéder aux réformes et de répondre aux revendications de toute une génération qui aspire à un État fondé sur la citoyenneté et non sur une quelconque appartenance. C'est d'ailleurs une aspiration partagée par la jeune génération dans toute la région.

Mesdames et Messieurs,

Le terrorisme reste l'un des défis les plus importants auxquels le monde est confronté, car il constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité internationales et entrave la réalisation du développement durable pour les peuples. Au Qatar, nous ne ménageons aucun effort pour participer activement aux efforts internationaux et régionaux afin de lutter contre ce phénomène, y compris à sa racine, notamment en encourageant l'éducation de millions d'enfants, de jeunes et de femmes et en créant des emplois pour les jeunes.

Dans ce contexte, le Qatar renforce son partenariat stratégique avec les organismes compétents des Nations Unies, et je pense notamment ici à l'ouverture à Doha, en mai prochain, d'une antenne du Bureau de lutte contre le terrorisme, afin de mettre en pratique le fruit des observations comportementales dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Monsieur le Président,

Pour ce qui est de l'assistance au service des pays en développement et des pays les moins avancés, et de l'aide aux pays touchés par les effets néfastes des changements climatiques, le Qatar a tenu sa promesse de verser 100 millions de dollars pour aider les pays les moins avancés et les petits états insulaires en développement à faire face aux changements climatiques.

Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir à Doha, du 23 au 27 janvier 2022, la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et nous sommes convaincus que cette conférence contribuera à soutenir leur marche vers le développement au cours des 10 années à venir, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pour conclure, nous affirmons l'attachement de l'État du Qatar à la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale le 21 septembre, avec la participation des chefs d'État et de gouvernement. En partenariat avec le Royaume de Suède, le Qatar a facilité les négociations internationales en vue de son adoption, et nous continuerons à travailler avec l'ONU afin d'en réaliser les objectifs et de relever les défis communs pour le bien de nos peuples et celui de l'humanité.

Je vous remercie. Que la paix, la miséricorde et les bénédictions d'Allah soient sur vous.

Philippines (voir aussi A/75/PV.4, annexe XII)

Allocution de M. Rodrigo Roa Duterte, Président de la République des Philippines

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : anglais]

Monsieur le Président de l'Assemblée générale ;

Monsieur le Secrétaire général ; Les chefs d'État et de gouvernement ;

Excellences,

Je suis honoré de m'adresser à vous aujourd'hui au nom du peuple philippin à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

L'ennemi invisible qu'est la maladie à coronavirus (COVID-19) a fait surgir un nouveau paysage mondial et déclenché une crise sans précédent. Il s'agit de la plus grande épreuve à laquelle le monde et l'Organisation des Nations Unies aient été confrontés depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'ONU, qui a porté secours et redonné espoir à tant de pays et de peuples à travers le monde, se trouve aujourd'hui aux prises avec un virus qui a déjà coûté la vie à de nombreuses personnes et mis à genoux les économies et l'ordre social.

Nous sommes à la croisée des chemins. Notre avenir va dépendre de la façon dont nous ferons face à la COVID-19.

Pour les Philippines, cela veut dire que tous les peuples des Nations Unies devront être au cœur de notre réponse.

Nous devons poser des questions difficiles et fondamentales sur la vision et la mission que l'ONU a conceptualisées il y a 75 ans.

Et nous devons nous demander si nous sommes restés fidèles aux principes et aux idéaux de l'Organisation des Nations Unies.

Monsieur le Président, à la lumière des réalités actuelles, les Philippines partagent le chagrin de toutes les familles du monde entier qui ont perdu des êtres chers à cause de cet horrible virus.

Nous leur présentons nos sincères condoléances.

Nous saluons tous les acteurs de première ligne qui mettent leur vie en danger, même dans des pays qui ne sont pas les leurs. Nous honorons et reconnaissons également les professionnels de la santé qui, de manière désintéressée, ont répondu à l'appel pour combattre la pandémie de COVID-19 malgré sa virulence et ses caractéristiques inconnues.

Bien que chaque pays ait sa propre stratégie de lutte contre la pandémie, le monde a besoin de plans et d'efforts internationaux coordonnés pour poursuivre un objectif commun.

La COVID-19 ne connaît pas de frontière. Elle se moque de la nationalité, de la race, du sexe, de l'âge. Elle ignore toutes les croyances.

Les Philippines apprécient à sa juste valeur le rôle que joue l'ONU dans la lutte contre la pandémie. En tant que pays à revenu intermédiaire dont les progrès

économiques ont été entravés par cette pandémie, nous nous félicitons du lancement du Fonds des Nations Unies pour l'action face à la COVID-19 et pour le relèvement.

Garantir l'accès universel aux technologies et produits antiCOVID-19 est fondamental pour la reprise mondiale après la pandémie.

Le monde s'est lancé dans une course pour trouver un vaccin sûr et efficace.

Lorsqu'il aura trouvé ce vaccin, l'accès à ce dernier ne devra être ni refusé ni soumis à condition. Le vaccin devra, par principe, être mis à la disposition de tous les pays, riches ou pauvres.

Les Philippines joignent leur voix à celle de leurs partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et du Mouvement des pays non alignés pour réclamer haut et fort que le vaccin contre la COVID-19 soit considéré comme un bien public mondial. Que cela soit bien clair.

Nous plaignons en faveur d'un programme mondial de santé doté de ressources suffisantes et d'une marge de manœuvre politique pour l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Nous avons besoin d'une OMS à même de coordonner l'action sans délai et de réagir plus rapidement. Les Philippines participeront à la mise en commun des ressources mondiales. Nos agents de santé sont parmi les meilleurs.

Monsieur le Président, au moment même où nous avons besoin de stabilité et de confiance en raison de la pandémie, les tensions géopolitiques continuent de s'accroître.

L'escalade des tensions ne profite à personne. L'apparition de nouveaux points chauds ne fait que renforcer les craintes et déchirer les peuples.

Lorsque les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre.

Compte tenu de la taille et de la puissance militaire des adversaires en présence, on ne peut qu'imaginer avec horreur l'effroyable tribut en vies humaines et en biens matériels qu'il faudrait payer si la « guerre des mots » venait à se transformer en une véritable guerre des armes et des missiles nucléaires.

J'en appelle donc à tous les acteurs concernés en mer de Chine méridionale, dans la péninsule coréenne, au Moyen-Orient et en Afrique : si nous ne pouvons pas encore être amis, alors au nom de Dieu, ne nous haïssons pas trop. C'est ce que j'ai entendu dire un jour, et je partage totalement cet avis.

Monsieur le Président, les travailleurs migrants philippins ont subi de plein fouet la pandémie. Beaucoup ont perdu non seulement leurs moyens de subsistance, mais aussi leur santé et même la vie. Pourtant, ils continuent à être en première ligne, soignant et prenant soin des autres aux quatre coins du monde.

Le Gouvernement philippin a mis en place un programme de rapatriement sans précédent. Plus de 345 000 travailleurs philippins expatriés avaient besoin d'être rapatriés. C'est chose faite pour la moitié d'entre eux et nous sommes en train de nous occuper des autres.

Nous remercions les pays qui ont fourni aux migrants philippins des permis de séjour ainsi qu'un accès aux tests, aux traitements et aux services de santé dans le contexte de cette pandémie.

Nous avons ramené la plupart de nos marins qui étaient bloqués en raison des restrictions imposées du fait de la COVID 19. Nous avons été les premiers, avec l'Organisation maritime internationale, à mettre en place la « Ligne verte » pour la rotation des équipages en toute sécurité.

Étant donné la période actuelle, nous avons besoin d'une coopération plus étroite pour défendre et protéger les droits des migrants, quel que soit leur statut.

Nous devons tous adhérer au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Les États doivent tenir compte de tous les migrants dans leur riposte à cette pandémie, étant donné que « la santé de tous dépend de celle de chacun », comme l'a dit le Secrétaire général.

Avec un taux de pauvreté qui a été réduit à 16,6 % et une croissance économique soutenue de 6,4 % entre 2010 et 2019, les Philippines étaient en bonne voie d'entrer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur avant la fin de 2020. Toutefois, du fait de la pandémie, notre économie est entrée en récession.

Malgré cette pression à la baisse sur la croissance, les Philippines restent attachées aux objectifs de développement durable.

Monsieur le Président, il faut faire face à la crise climatique avec le même sentiment d'urgence qui caractérise la lutte contre la COVID-19. Il s'agit d'un problème mondial qui a exacerbé les inégalités et les vulnérabilités au sein des pays et entre les pays.

Les changements climatiques ont exacerbé les conséquences dévastatrices de la pandémie.

Ce sont les populations des pays en développement comme les Philippines qui souffrent le plus. Nous ne pouvons pas nous permettre de souffrir davantage.

Les Philippines ont adhéré à l'Accord de Paris pour lutter contre les changements climatiques. Nous appelons toutes les parties, en particulier celles qui n'ont pas respecté leur engagement à lutter contre les changements climatiques, à le faire.

Nous appelons toutes les parties à renforcer la résilience et l'état de préparation de leurs communautés et de leurs peuples. Nous parlons de l'humanité et de la Terre, notre seul et unique foyer.

Monsieur le Président, les Philippines continueront à protéger les droits humains de leur peuple, notamment contre les fléaux que sont les stupéfiants, la criminalité et le terrorisme.

Un certain nombre de groupes d'intérêt ont militarisé les droits humains ; certains sont bien intentionnés, d'autres non.

Ils essaient de discréditer les institutions et les mécanismes d'un pays démocratique et d'un gouvernement élu au suffrage universel qui, depuis deux ans, jouissent d'une grande popularité et d'un large appui.

Ces détracteurs se font passer pour des défenseurs des droits humains tout en s'attaquant aux êtres humains les plus vulnérables, allant jusqu'à utiliser des enfants comme soldats ou boucliers humains pendant les affrontements. Même les écoles ne sont pas épargnées par leur malveillance et leur propagande anti-gouvernementale.

Ils commettent des méfaits sous couvert des droits humains, mais le sang versé les trahit.

Pour aller de l'avant, un dialogue franc et une coopération constructive avec l'ONU s'imposent.

Toutefois, cela doit se faire dans le plein respect des principes d'objectivité, de non-ingérence, de non-sélectivité et d'un dialogue véritable. Telles sont les bases fondamentales d'une coopération internationale productive en matière de droits humains.

Monsieur le Président, le terrorisme est un phénomène de grande ampleur.

Comme je l'ai dit dans le cadre du Processus d'Aqaba, les Philippines feront tout ce qui est en leur pouvoir et travailleront en partenariat avec tous ceux qui cherchent véritablement à protéger les innocents contre le terrorisme dans toutes ses manifestations.

Le siège de Marawi, auquel ont participé des combattants terroristes étrangers, nous a appris qu'un cadre juridique efficace est essentiel. Notre loi de 2020 sur la lutte contre le terrorisme renforce le cadre juridique en mettant l'accent à la fois sur le terrorisme et sur les mesures irresponsables qui sont parfois prises pour y faire face.

Nous avons promulgué cette loi sur la base de notre strict respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et de notre engagement à cet égard.

Plus important encore, nous restons déterminés à reconstruire les communautés touchées et à nous attaquer aux causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent dans mon pays.

Nous devons garder à l'esprit nos obligations et notre engagement envers la Charte des Nations Unies, qui ont été amplifiés par la Déclaration de Manille de 1982 sur le règlement pacifique des différends internationaux.

Les Philippines réaffirment cet engagement en ce qui concerne la mer de Chine méridionale, conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la sentence rendue en 2016 par la Cour permanente d'arbitrage.

Cette sentence fait désormais partie du droit international. Elle ne peut pas faire l'objet de compromis et aucun gouvernement ne peut la diluer, l'affaiblir ou l'annuler.

Nous rejetons fermement les tentatives visant à y porter atteinte.

Nous nous félicitons du nombre croissant d'États qui ont exprimé leur appui à cette sentence et à ce qu'elle représente – le triomphe de la raison sur la témérité, du droit sur le désordre, de l'amitié sur l'ambition. Elle représente – à juste titre – la majesté du droit.

Monsieur le Président, la crise sanitaire mondiale a compliqué davantage l'environnement de sécurité au niveau mondial. Toutefois, aucune aspiration ni ambition ne saurait justifier l'emploi d'armes qui détruisent tout et sans discrimination.

Rien ne saurait justifier les morts qu'une guerre nucléaire pourrait causer ni les destructions massives que pourrait provoquer l'emploi irresponsable d'armes chimiques ou biologiques.

Ces armes de la mort nous mettent tous en danger de mort, surtout si elles tombent entre les mains de terroristes qui n'ont aucune once d'humanité.

Nous appelons tous les États Membres à mettre pleinement en œuvre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les Conventions sur les armes chimiques et biologiques.

J'ai demandé au Sénat philippin de ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Il importe de noter que nous avons été parmi les premiers à le signer.

Monsieur le Président, depuis longtemps, les Philippines ont ouvert leurs portes aux réfugiés – notamment les Russes blancs après la révolution de 1917, les Juifs européens pendant la Seconde Guerre mondiale, les Vietnamiens à la fin des années 60 et les Iraniens qui ont quitté leur pays pendant la révolution de 1979.

Les Philippines continuent d'honorer cette tradition humanitaire, conformément aux obligations qui leur incombent au titre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et du Protocole de 1967.

Pendant, n'oublions pas qu'aider les plus vulnérables – les personnes déplacées du fait des conflits, des persécutions et de l'instabilité politique – est une responsabilité partagée par tous les pays.

Comme je l'ai dit à maintes reprises, les portes des Philippines sont ouvertes, comme elles l'ont toujours été, à tous ceux qui cherchent refuge, comme les Rohingya.

Face à la crise des réfugiés dans le monde entier, qui prend de l'ampleur, œuvrons de concert pour mettre fin aux conflits et aux conditions qui forcent les personnes à quitter leurs foyers.

Monsieur le Président, à mesure que nos sociétés deviennent plus diverses mais également interdépendantes, les questions de cohésion sociale prennent de plus en plus d'importance.

La compréhension mutuelle, conjuguée à une tolérance mutuelle entre ceux qui ont des croyances et des cultures différentes, est le seul fondement de sociétés en paix avec elles-mêmes et avec tous les autres.

Enfin, je voudrais exprimer ma gratitude aux courageux soldats de la paix, y compris des Philippines, qui font avancer la cause de la paix dans les situations les plus difficiles.

Du plateau du Golan au Moyen-Orient au Libéria en Afrique de l'Ouest, les soldats de la paix philippins sont en première ligne entre les personnes vulnérables et celles qui cherchent à leur faire du mal.

Nous sommes déterminés à accroître la présence des Philippines dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et à renforcer la participation des femmes.

Encore une fois, Monsieur le Président, pour venir à bout de la pandémie de COVID-19 et d'autres défis, nous devons agir dans le cadre d'une unité sans faille, qui exige une confiance mutuelle totale et la conviction que nous gagnerons ou perdrons la bataille ensemble.

Nous ne pouvons pas ramener les morts, mais nous pouvons épargner les vivants ; et nous pouvons reconstruire des sociétés meilleures, plus saines, plus prospères et plus justes. À cette fin, nous nous engageons de nouveau en faveur du multilatéralisme. L'ONU demeure l'Organisation essentielle de l'humanité. Mais elle n'est efficace que si nous la rendons efficace. Pour apporter des changements significatifs, nous devons faire preuve d'audace. Nous devons faire preuve du même courage collectif qui a finalement permis aux Nations Unies de devenir une réalité il y a 75 ans.

Nous devons donner suite aux recommandations formulées de longue date pour améliorer la composition et les méthodes de travail du Conseil de sécurité, renforcer le rôle de l'Assemblée générale et rationaliser les processus et les opérations de l'ONU.

En effet, pour qu'elle soit prête pour la nouvelle normalité mondiale, l'ONU ne saurait continuer comme si de rien n'était.

Donnons à l'ONU les moyens - en la réformant - de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Renforçons-la pour qu'elle puisse remplir pleinement son mandat de maintien de la paix et de la sécurité, de défense de la justice et des droits de l'homme, et de promotion de la liberté et du progrès social pour tous.

Après tout, nous sommes les Nations Unies. Merci,

République islamique d'Iran (voir aussi A/75/PV.4,annexe XIII)**Allocution de M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran**

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

[Original : farsi ; texte anglais fourni par la délégation]

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Louange au Dieu Tout-Puissant et que la paix et la bénédiction soient sur Son prophète, ainsi que sur sa famille et ses compagnons

Monsieur le Président,

J'ai le grand plaisir de vous féliciter, en tant que représentant d'un pays voisin et frère, la Turquie, pour votre élection bien méritée à la présidence de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale. Je voudrais vous souhaiter, ainsi qu'au Secrétaire général et à tous vos collègues, plein succès dans vos efforts pour réaliser les buts et objectifs des Nations Unies.

Excellences,

Les peuples du monde, qui avaient tenu pour acquis les bénédictions de Dieu en matière de santé et de sécurité, ont été soudainement secoués par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Malgré sa petite taille, la COVID-19 a réussi à ébranler la gestion mondiale et la gouvernance nationale, de sorte que la plus importante assemblée du monde se réunit virtuellement par visioconférence.

La COVID-19 est une « douleur commune » pour l'humanité, étant donné l'évolution rapide de la science, de la technologie et des médias. Cette douleur commune a démontré qu'en dépit de tous les progrès accomplis, notre ignorance en tant qu'êtres humains dépasse de loin nos connaissances. La COVID-19 nous invite à nous montrer plus humbles et plus modestes devant le Tout-Puissant et la Vérité de la Création.

Elle guide les sociétés humaines vers la piété civile en promouvant l'éthique sociale et individuelle ainsi qu'en prévenant la dégradation de l'environnement, la manipulation de la nature et l'ingérence incontrôlée dans la Création. Ce fléau universel qui a transcendé les frontières artificielles du pouvoir et de la richesse nous rappelle une nouvelle fois, à nous membres de la société humaine, qu'il serait impossible d'affronter les problèmes mondiaux communs sans une participation mondiale.

Partout dans le monde, nous traversons tous des moments difficiles durant cette pandémie. Toutefois, au lieu de bénéficier du partenariat et de la coopération du monde, le peuple résilient de l'Iran, mon pays, est aux prises avec les sanctions les plus sévères de l'histoire, imposées en violation flagrante et grave de la Charte des Nations Unies, des accords internationaux et de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité.

Les images diffusées dans le monde entier concernant la manière dont un Afro-Américain a été traité par la police des États-Unis nous rappellent notre propre expérience. Nous avons instantanément reconnu le genou pressé sur son cou comme le symbole de l'arrogance asphyxiant les nations indépendantes. Depuis des décennies, la vaillante nation iranienne paie un tribut tout aussi lourd dans sa quête de la liberté et de l'affranchissement de la domination et du despotisme. Cela étant, la nation iranienne n'a pas seulement résisté à la pression : elle a prospéré et progressé tout en

s'acquittant avec persévérance de son rôle historique et civilisationnel d'axe de paix et de stabilité, de promoteur du dialogue et de la tolérance, et de champion de la lutte contre l'occupation et l'extrémisme.

- Nous avons soutenu le peuple afghan contre les occupants soviétiques, contre les chefs de guerre nationaux, contre les extrémistes, contre les terroristes d'Al-Qaïda et contre les occupants américains. Et nous avons joué un rôle charnière dans tous les processus de paix et de réconciliation, qu'il s'agisse de la Conférence de Bonn de 2001 ou des initiatives régionales.

- Au milieu des années 80, nous avons appelé à nouer des arrangements de sécurité collective dans le golfe Persique, alors même que toutes les puissances mondiales et régionales soutenaient la « guerre des pétroliers » de Saddam Hussein. En 2013, nous avons proposé le projet intitulé « Un monde contre la violence et l'extrémisme violent », qui a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée. En 2018, nous avons présenté un pacte de non-agression à nos voisins et en 2019, nous avons annoncé, devant l'Assemblée générale, l'initiative de paix d'Ormouz, qui a pour but de renforcer la paix et la stabilité dans le golfe Persique.

- Nous avons été le premier pays de la région à se tenir aux côtés du peuple et du Gouvernement koweïtiens en opposition à l'occupation de leur pays par Saddam ; c'est d'ailleurs l'Iran qui a fait échouer son rêve de dominer tous ses anciens alliés arabes.

- Nous avons soutenu le peuple iraquien contre la tyrannie de Saddam, contre l'occupation américaine et contre la barbarie de Daech. Nous avons soutenu tous les Iraquiens, qu'ils soient kurdes ou arabes, sunnites ou chiites, yézidis ou chrétiens, et nous avons appuyé les réalisations démocratiques du peuple iraquien, qu'il s'agisse du Conseil de gouvernement intérimaire en 2003 ou de tous les gouvernements élus depuis lors.

- Nous nous sommes tenus aux côtés du peuple syrien contre des dizaines de groupes terroristes takfiristes, de séparatistes et de combattants étrangers. Nous avons présenté, en 2013, notre plan de paix en quatre points, axé sur l'autodétermination du peuple syrien, alors que d'autres privilégiaient une solution militaire. En 2016, nous avons créé le processus d'Astana, en partenariat avec la Russie et la Turquie, afin de restaurer la paix et la stabilité politique en Syrie.

- Nous nous sommes tenus aux côtés du peuple et du Gouvernement libanais contre les occupants sionistes, les va-t-en-guerre nationaux et les comploteurs étrangers.

- Nous n'avons jamais fait semblant de ne pas voir l'occupation, le génocide, les déplacements forcés et le racisme en Palestine, et nous n'avons jamais conclu d'accord sur la ville sainte d'Al-Qods et les droits fondamentaux du peuple palestinien. Et, en 2012, nous avons proposé une solution référendaire démocratique en Palestine.

- Nous avons réclamé à cor et à cri que justice soit rendue au peuple yéménite assiégé et, dès le début des hostilités en 2015, présenté un plan de paix en quatre points.

- Nous nous sommes battus seuls contre les extrémistes et les terroristes de Daech – qui prétendaient combattre pour l'islam – dans cette région sensible du monde, afin que la communauté internationale reconnaisse le vrai visage – modéré et rationnel – de l'islam, et non le leurre de l'extrémisme et de la démagogie. Notre héros et martyr assassiné, le général Soleimani, était le champion de la lutte contre l'extrémisme violent au Moyen-Orient et se battait pour protéger tous les citoyens de cette région – qu'ils soient religieux ou laïcs, musulmans ou chrétiens, chiites ou sunnites – contre les réactionnaires médiévaux.

- Puis, en 2015, nous avons conclu le Plan d'action global commun, qui compte parmi les accomplissements les plus importants de l'histoire de la diplomatie, et auquel nous sommes restés fidèles malgré les violations persistantes commises par les États-Unis.

Monsieur le Président,

Une telle nation ne mérite pas de sanctions. La réponse à la paix ne doit pas être la guerre. La récompense décernée à la lutte contre l'extrémisme ne doit pas être l'assassinat. La réaction aux choix électoraux faits par les peuples en Iran, en Iraq ou au Liban ne doit pas être l'agitation exogène ou l'appui à des processus non démocratiques et à des émeutes.

Ce n'est pas sur des paroles et des allégations que nous nous basons, mais sur des actes.

- Ils ont prétendu venir dans notre région pour combattre Saddam Hussein, le monstre qu'ils avaient eux-mêmes créé, entretenu et financé dans sa guerre imposée à l'Iran, en lui fournissant des armes chimiques et la machine de guerre la plus sophistiquée.

- Ils se sont targués de lutter contre le terrorisme et contre Daech, alors que c'est précisément eux qui ont créé ce réseau terroriste. Et ils ont l'audace de réclamer la gratitude de la région face à un tel comportement.

- Ils nous accusent – sans aucun fondement – de tenter de fabriquer des armes nucléaires, et ils imposent des sanctions à d'autres en arguant de prolifération nucléaire, et ce, alors même qu'ils ont l'infâme honneur d'avoir été le seul pays à utiliser des bombes atomiques de toute l'histoire de l'humanité ; et alors même que le seul détenteur d'armes nucléaires en Asie occidentale dirige leur théâtre de non-prolifération.

- Ils évoquent les droits de l'homme, alors même qu'ils ont ciblé – par leur campagne de « pression maximale » – la santé, le bien-être et même le droit à la vie de tous les Iraniens.

- Ils sont directement impliqués – aux côtés de leurs complices régionaux – dans toutes les situations d'occupation, de guerre et d'agression, que ce soit en Palestine, en Afghanistan, au Yémen, en Syrie, en Iraq, au Liban, en Libye, au Soudan ou en Somalie. Et pourtant, ils reprochent à l'Iran leurs défaites inévitables face à la volonté des peuples de la région.

- Ils ont vendu des centaines de milliards de dollars d'armes à leurs clients, transformant ainsi notre région en une poudrière. Et pourtant, ils tentent en vain de priver l'Iran de ses besoins minimaux en matière de défense, et font fi du droit international et du consensus mondial pour prolonger les restrictions sur les armes imposées à l'Iran, en violation de la lettre de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité.

C'est le lieu d'exprimer notre gratitude aux présidences du Conseil de sécurité pour les mois d'août et septembre 2020, ainsi qu'à 13 de ses membres – en particulier la Russie et la Chine – qui ont par deux fois opposé un non décisif et retentissant à la tentative illégale des États-Unis d'exploiter le Conseil et sa résolution 2231 (2015).

C'est une victoire non seulement pour l'Iran, mais aussi pour la communauté mondiale – en cette période de transition de l'ordre international dans un monde post-occidental – qu'un aspirant à l'hégémonie soit humilié et se retrouve dans un isolement qu'il ne doit qu'à lui-même.

Mesdames, Messieurs,

Existe-t-il un précédent par lequel un gouvernement serait revenu, sans le moindre motif, sur le résultat de 13 années de pourparlers multilatéraux – auxquels son prédécesseur a également participé –, aurait enfreint sans vergogne une résolution du Conseil de sécurité et aurait même puni d'autres entités de s'être conformées à une résolution du Conseil de sécurité, tout en prétendant rechercher les négociations et un « formidable accord » ?

Les États-Unis ne peuvent nous imposer ni des négociations, ni la guerre.

La vie est dure sous les sanctions. Elle est toutefois plus difficile encore sans indépendance.

Il est important de jouir de la liberté politique dans son pays. Nous qui sommes la plus ancienne démocratie du Moyen-Orient, nous sommes fiers que notre peuple détermine son destin, et nous n'échangerons pas notre liberté intérieure contre une ingérence étrangère.

La démocratie est le droit souverain d'une nation, elle ne dépend pas du droit d'ingérence d'un étranger – encore moins d'un étranger terroriste et interventionniste qui continue de se bercer des illusions issues du 19 août 1953, lorsque ses prédécesseurs ont renversé la seule démocratie du Moyen-Orient par un coup d'État.

La dignité et la prospérité de notre nation sont pour nous essentielles, et c'est grâce à une diplomatie étayée par la volonté nationale et appariée à la résilience que nous les réalisons.

Nous ne sommes pas une monnaie d'échange dans les élections et la politique intérieure des États-Unis.

Toute administration américaine qui sera en place après les prochaines élections n'aura d'autre choix que de capituler face à la résilience de la nation iranienne.

Et pour le monde, il est temps aujourd'hui de dire « non » à l'intimidation et à l'arrogance. L'ère de la domination et de l'hégémonie est révolue depuis longtemps. Nos nations et nos enfants méritent un monde meilleur et plus sûr, fondé sur l'état de droit.

L'heure est venue de faire le bon choix.

Je remercie l'Assemblée de son attention.

France (voir aussi A/75/PV.4, annexe XIV)

Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française

Prononcée le mardi 22 septembre 2020 à la 4^e séance de l'Assemblée générale

Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement.

L'an dernier, nous étions réunis à New York pour notre assemblée générale, et j'appelais alors chacun d'entre vous à avoir le courage de bâtir la paix et d'exercer ensemble nos responsabilités. Ce courage, je dois le dire, a été plus que durement éprouvé par un choc sanitaire, économique, social, sécuritaire, d'une ampleur sans précédent, d'une immédiate globalité depuis la création de notre organisation il y a 75 ans. Et ce courage, ce fut d'abord celui de celles et ceux qui ont été dès le premier jour en première ligne, partout dans le monde, et qui le sont encore aujourd'hui pour soigner, nourrir, accompagner, épauler, tenir. Nos soignants, nos personnels humanitaires. Et je veux, en commençant ces quelques mots, penser à eux. Ils attendent de nous que nous nous engagions et que nous construisions des réponses concrètes, ensemble. Car cette crise, sans doute plus que toute aucune autre, impose la coopération, impose d'inventer de nouvelles solutions internationales. D'abord, je crois en la science et en la connaissance, et l'humanité vaincra cette pandémie ; un remède sera trouvé. Mais dans cette attente, dont nul ne sait combien elle durera, chacun de nos pays n'aura d'autre choix que d'apprendre à vivre avec le virus, et le monde devra apprendre à vivre avec cette nouvelle réalité qui s'impose à tous, révèle nos vulnérabilités, nous place devant nos immédiates responsabilités. Cette nouvelle réalité mondiale est claire, brutale, certainement vertigineuse, et nous devons la regarder sans nous laisser aller au désespoir ni au découragement, mais avec lucidité. Tous les défis auxquels nous étions confrontés ont été en quelques mois accentués et aggravés. Les succès obtenus ont été entravés et les reculs se sont accumulés. Des années de progrès dans la lutte contre les autres maladies infectieuses comme le VIH, le paludisme, la tuberculose, dont nous pensions pouvoir venir à bout, ont pris du retard, parfois plus. Plus de 37 millions de personnes sont tombées ou retombées dans l'extrême pauvreté. L'insécurité alimentaire menace gravement et s'est accrue. Plus d'un milliard d'élèves ont été touchés par la fermeture des écoles dans plus de 160 pays. Quarante millions d'enfants n'ont pas pu bénéficier de la première année de leur éducation. Les femmes ont été en première ligne et ont vu s'accumuler contre elles toutes les formes de violences sexuelles, domestiques, de genre.

Face à cela et à tant d'autres conséquences liées à la pandémie qui a frappé notre planète et qui continue de toucher tous les continents, la fracturation de nos moyens d'action collective s'est accélérée. Alors même que la seule solution viendra de notre coopération, les organisations internationales dont nous avons tant besoin, comme l'Organisation mondiale de la Santé, ont été accusées par les uns de complaisance, et instrumentalisées par les autres. Les tiers de confiance scientifiques, journalistes, si essentiels pour comprendre et agir efficacement face à la crise, ont été remis en cause par la propagande des États, comme par l'épidémie de la désinformation. Notre organisation elle-même a couru le risque de l'impuissance. Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, garant de la paix et de la stabilité, est difficilement parvenu à s'entendre sur une trêve humanitaire que nous avons soutenue de toutes nos forces. Imaginez-le. Avoir tant de mal à nous accorder sur si peu. Mais ses membres permanents n'ont pas pu, en des circonstances aussi exceptionnelles, se réunir, comme

nous l'aurions voulu parce que deux d'entre eux ont préféré à l'efficacité collective, l'affichage de leur rivalité. Toutes les fractures qui préexistaient à la pandémie, le choc hégémonique des puissances, la remise en cause du multilatéralisme ou son instrumentalisation, le piétinement du droit international n'ont fait que s'accélérer et s'approfondir à la faveur de la déstabilisation globale créée par la pandémie.

Nous n'avons plus le droit de fermer les yeux. Nous n'avons plus l'opportunité, le luxe, si je puis dire, de tergiverser. Cette pandémie doit être pour notre organisation un électrochoc et le moment d'un réveil salvateur. C'est possible, parce que dans cette épreuve, des motifs d'espérance sont apparus. L'Union européenne, dont beaucoup en quelque sorte, prédisaient la division et l'impuissance, a fait à la faveur de la crise, un pas historique d'unité, de souveraineté, de solidarité, de choix de l'avenir. C'est l'Europe qui, avec ses partenaires africains, a pris l'initiative au Groupe des Vingt (G20) pour aider les pays les plus vulnérables à faire face à la pandémie et alléger le fardeau de la dette qui pèse sur les économies et met en péril l'avenir du continent. Pour la première fois dans une réunion du G20 Finances, nous avons acté d'un moratoire sur la dette de ces pays les plus pauvres en Afrique. C'est l'Europe qui, avec ses partenaires, a permis de construire l'initiative ACT-A (dispositif visant à accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19), pour que les moyens de lutte contre la pandémie soient accessibles à tous. C'est elle qui, avec d'autres, a permis que l'Assemblée mondiale de la Santé décide de tirer les leçons de la pandémie et d'améliorer les systèmes d'alerte et de réaction précoce pour mieux prévenir de telles crises. C'est l'Europe qui, avec d'autres partenaires en Asie, en Amérique, en Afrique, a eu l'énergie de construire, de proposer, de porter des solutions concrètes de coopération, de solidarité et d'action. Il faudra compter à l'avenir avec ces nouveaux équilibres qui sont en train de se définir. Il faudra compter sur la force des bonnes volontés. Parce que le monde tel qu'il est aujourd'hui ne peut pas se résumer à la rivalité entre la Chine et les États-Unis, quel que soit le poids mondial de ces deux grandes puissances, quelle que soit aussi l'histoire qui nous lie, en particulier aux États-Unis d'Amérique. La crise, l'effondrement de nos cadres de coopération, les fragilités que je viens d'évoquer nous imposent de rebâtir un nouvel ordre et imposent à l'Europe de prendre toute sa part de responsabilité ; c'est-à-dire de porter ses valeurs, son goût de l'avenir, et de savoir bâtir des solutions nouvelles parce que nous ne sommes pas collectivement condamnés à un pas de deux qui, en quelque sorte, nous réduirait à n'être que les spectateurs désolés d'une impuissance collective. Nous avons des marges de manœuvre, à nous de les utiliser et à nous de savoir définir les priorités qui sont les nôtres dans cet environnement, de poser avec clarté nos choix et de construire des alliances nouvelles. Dans les semaines et les mois à venir, des choix fondamentaux seront à opérer, des décisions à prendre devant nos peuples, devant la communauté internationale. Et ces choix auront un impact immédiat sur la vie de nos nations, sur l'existence de nos concitoyens, sur la marche du monde. Nous ne devons pas nous dérober, parce que c'est précisément quand tout vacille qu'il faut revenir à l'essentiel.

Et je crois très profondément que depuis le début de cette crise de la COVID-19, ce n'est pas une parenthèse qui s'est ouverte et se refermerait. C'est la poursuite d'un monde traversé par des crises profondes qui sont aussi dues à nos interdépendances. Et il y aura sûrement un jour un remède à la pandémie. Mais il n'y aura pas de remède miracle à la déstructuration de l'ordre contemporain. Il n'y aura pas de remède miracle à cette espèce de paradoxe dans lequel nous sommes plongés. Jamais nos sociétés n'ont été aussi interdépendantes. Et au moment même où tout cela arrive, jamais nous n'avons été si désaccordés, si désalignés, si incapables de construire des solutions rapides, si en situation nous-mêmes, les mêmes parfois, de détruire les cadres de coopération que nous avons su créer durant les dernières décennies.

C'est pourquoi je tenais à dire devant l'Assemblée les cinq priorités sur lesquelles la France souhaite construire avec ses partenaires européens au premier chef, mais avec aussi toutes les puissances de bonne volonté, c'est-à-dire avec tous ceux qui seront prêts à s'y engager, les fondations d'un nouveau consensus contemporain qui nous permettra d'agir concrètement dans le monde tel qu'il est.

Le premier principe, ou le premier objectif, c'est la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre le terrorisme, qui menacent au premier chef notre sécurité collective.

La stratégie de la pression maximale engagée depuis plusieurs années n'a pas permis à ce stade de mettre fin aux activités déstabilisatrices de l'Iran, ni de nous assurer qu'il ne pourra pas se doter de l'arme nucléaire. C'est pourquoi la France qui, vous vous en souvenez, n'est pas le pays qui a initié à l'époque la négociation, puis conçu le Plan d'action global commun, mais la France, avec ses partenaires allemands et britanniques, maintiendra son exigence de mise en œuvre pleine et entière de l'accord de Vienne de 2015 et n'acceptera pas les violations commises par l'Iran. Nous ne transigerons pas pour autant sur l'activation d'un mécanisme que les États-Unis, de leur propre chef, en sortant de l'accord, ne sont pas en situation d'activer. Ce serait porter atteinte à l'unité du Conseil de sécurité, à l'intégrité de ses décisions et ce serait prendre le risque d'aggraver encore les tensions dans la région. Mais il nous faut bâtir dans la durée un cadre d'action utile que je rappelais à l'Assemblée générale il y a maintenant plus de deux ans, c'est-à-dire la capacité à compléter l'accord de 2015, d'abord dans le temps pour s'assurer que dans la durée, l'Iran n'accédera jamais à l'arme nucléaire, mais aussi en assurant que nous allons apporter les réponses à l'activité balistique de l'Iran ainsi qu'à ses déstabilisations dans la région.

Sur la Corée du Nord, nous avons soutenu les efforts menés par les États-Unis d'Amérique pour permettre l'engagement d'une négociation. Même si des résultats tangibles ne sont pas encore là, ces initiatives étaient importantes et ce que nous attendons à présent, ce sont des gestes d'engagement concrets de la part de la Corée du Nord. Elle doit se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et s'engager rapidement et de bonne foi dans un processus de dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible. C'est la seule voie possible pour parvenir à une solution politique et à une paix durable sur la péninsule coréenne. C'est incontournable pour la stabilité et la sécurité régionales comme pour la paix et la sécurité internationales.

De la même manière, nous ne tolérerons pas que des armes chimiques soient employées en Europe, en Russie comme en Syrie. Au nom de la sécurité collective, je redis ici à la Russie la nécessité que toute la lumière soit faite sur la tentative d'assassinat contre un opposant politique à l'aide d'un agent neurotoxique, le Novitchok. Cette clarification doit être rapide et sans défaut, car nous ferons respecter nos lignes rouges. Et en la matière, la France a toujours été au rendez-vous de l'effectivité des lignes rouges fixées depuis que je suis Président de la République. Notre sécurité collective, c'est aussi la lutte contre le terrorisme partout où cela est nécessaire. La France a été touchée il y a plusieurs années de manière répétée par le terrorisme sur notre sol, dans notre chair, avec des actes terroristes parfois fomentés au cœur même, à l'épicentre du terrorisme islamiste. Je pense en particulier aux attentats de 2015 conçus en Syrie. C'est pourquoi la France sera toujours fortement engagée au Levant et en appui à la souveraineté iraquienne et se tient aux côtés de ses partenaires sahéliens. Au Levant, nous continuerons d'être engagés au sein de la coalition internationale. Nous avons eu une première victoire, la fin du califat territorial. Cette victoire ne marque pas la fin de la guerre dans la région. Nous continuerons de nous battre contre

tous les terroristes dans le cadre de la coalition internationale et aux côtés de tous nos partenaires régionaux. Je veux ici rappeler le rôle que les combattants kurdes en Syrie ont eu aux côtés de la coalition contre Daech et les terroristes. Je veux ici aussi rappeler le rôle essentiel que l'Iraq et les Iraquiens ont eu et continuent d'avoir dans ce combat. C'est pourquoi la France soutient avec force toutes les initiatives que l'Iraq prend aujourd'hui et continuera de prendre pour sa souveraineté et son rôle dans la lutte contre le terrorisme.

Au Sahel, la France est, comme vous le savez, profondément engagée aux côtés principalement des cinq États sahéliens, et les sommets de Pau puis de Nouakchott ont permis de poser les bases d'une coalition pour renforcer dans cette région la lutte contre nos deux ennemis, l'État islamique et Al-Qaida. Ces deux organisations ont subi au cours des derniers mois des revers sans précédent. Les objectifs fixés dès Pau de se concentrer sur la zone des trois frontières et l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) ont produit des résultats tangibles et inégalés jusqu'alors. Nous poursuivons ce travail. Avec l'appui de l'opération Barkhane et de nos partenaires européens et américains, les armées du G5 Sahel ont repris l'avantage, ont réintégré des positions qui avaient été perdues. Cette dynamique doit se poursuivre. C'est le sens même de la coalition que nous mettons en place. Ce qui vient de se passer au Mali au cours des dernières semaines nous rappelle aussi une évidence. La démocratie et la lutte contre le terrorisme vont de pair. Ces deux combats ne sont pas séparables. Et seuls la démocratie, la justice, l'état de droit et le développement ramèneront une paix durable au Sahel. Ceux qui ont fait irruption au Mali au nom de ces principes ne doivent pas maintenant les trahir. Ils doivent mettre le Mali sur la voie irréversible du retour à un pouvoir civil et de l'organisation d'élections rapides. La France, comme ses partenaires africains en particulier, ne pourra rester engagée qu'à cette condition. Je le dis et je le redis très clairement, la France n'est présente sur le sol malien comme sur le sol des autres pays de la région qu'à la demande des États souverains et des organisations régionales. À la seconde où ces États souhaiteront notre départ ou considéreront qu'ils peuvent se battre seuls contre le terrorisme, nous nous retirerons. Et c'est donc la réitération de cette demande, de ce besoin, de notre engagement que j'ai demandée à Pau puis à Nouakchott et qui a été aussi reconfirmée par la junte au Mali. Et c'est sur ce sujet sur lequel nous resterons extrêmement vigilants. Je crois dans la souveraineté des peuples et je pense que notre action contre le terrorisme ne peut être utile et durable que si elle se conjugue avec le respect de cette souveraineté, avec une démocratie effective et avec une vraie politique de développement, celle aussi que nous avons conçue avec l'Alliance pour le Sahel et qu'avec nos partenaires européens, africains, avec la Banque mondiale aussi, nous continuons de développer pour des actions utiles sur le terrain.

La deuxième priorité, à mes yeux, des prochains mois, c'est la construction exigeante de la paix et de la stabilité dans le respect de l'égalité souveraineté des peuples. La grammaire de la paix et de la stabilité est à redéfinir, parce que les lignes ont profondément bougé à la faveur de la crise, mais au fond, bien avant elle. Le retrait américain, qui faisait office de garant en dernier ressort d'un système international aujourd'hui dépassé, l'affirmation hégémonique d'autres puissances à la faveur de ce désengagement, la projection de la Chine à l'extérieur de ses frontières, le renforcement de la souveraineté européenne, toutes ces tendances de fond doivent nous conduire à repenser les modalités de notre action collective pour garantir la paix et la sécurité. Les principes d'action en la matière doivent être clairs et notre main ne doit plus trembler dans leur application : le respect des droits souverains des peuples ; la consolidation des états de droit et de leurs moyens d'action ; l'exigence et la responsabilité pour assurer la mise en œuvre effective des décisions actées sous l'égide des Nations Unies.

C'est exactement ce que nous faisons au Liban où les aspirations du peuple libanais souverain doivent être respectées, entendues et soutenues, quoi qu'il en soit des errements inacceptables de la classe politique libanaise. Je veux ici redire tout mon soutien pour le peuple libanais et ma détermination à agir de là où je suis et en plein respect de la souveraineté libanaise, mais en amitié et exigence, comme je l'ai dit souvent, pour que le Liban puisse se redresser, pour que la vie puisse s'améliorer et pour qu'aussi le chemin d'un apaisement et d'une démocratie plus effective soit trouvé. Mais le Liban est un trésor pour l'humanité tout entière, un trésor, parce qu'il est une forme d'exception, de démocratie et de pluralisme dans une région bousculée par le terrorisme et les puissances hégémoniques. L'Organisation des Nations Unies doit être concrètement, comme elle l'a été cet été et dans la durée, engagée aux côtés de la société civile et des organisations non gouvernementales pour faire face aux besoins immédiats et engager la reconstruction. Et là aussi, nous ne lâcherons rien.

En Syrie, la reprise des pourparlers à Genève sous l'égide des Nations Unies est une étape positive, mais ce processus ne peut se limiter à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Il devra passer par la tenue d'élections libres, régulières et transparentes pour respecter là aussi les aspirations et la souveraineté du peuple syrien. La France et ses partenaires européens continueront donc de conditionner le financement de la reconstruction et la normalisation des relations avec Damas à la mise en œuvre d'une solution politique crédible, la seule durable, la seule qui permettra d'éradiquer le terrorisme dans la région.

La paix au Proche-Orient reste une nécessité, d'abord pour les Israéliens et les Palestiniens, mais aussi pour nous tous. Je me réjouis qu'Israël obtienne la reconnaissance de nouveaux pays arabes. C'est une reconnaissance légitime. C'est aussi un gage d'espoir pour l'avenir. Pour autant, une paix juste et durable nécessite avant tout de retrouver les voies et moyens d'une négociation décisive qui permette aux Palestiniens de disposer enfin de leurs droits. Il n'y a pas d'alternative à une négociation courageuse qui nécessitera de s'entendre sur les questions les plus difficiles dans le respect des aspirations légitimes de chacun à une reconnaissance pleine et entière, à la sécurité et à la souveraineté. Je ne crois pas à une paix qui se construira sur l'hégémonie ou l'humiliation, quand bien même celle-ci serait compensée par de l'argent. Car nous savons trop qu'on ne compense pas l'humiliation d'un peuple par de l'argent. C'est à nous, collectivement, de bâtir cette solution ambitieuse.

En Libye, la crise a désormais un impact profond sur la stabilité régionale et a été aggravée par la multiplication des ingérences extérieures. La Libye est à mes yeux l'illustration parfaite des erreurs auxquelles nous pouvons nous-mêmes conduire lorsque l'on ne respecte pas la souveraineté des peuples. Aucune puissance ne peut bâtir le bien d'un peuple sans qu'il l'ait souhaité et construit lui-même par les voies de transition qu'il a souhaitées. Aussi aujourd'hui, nous n'avons d'autre choix que d'agir très concrètement. C'est ce que fait l'Europe pour faire respecter effectivement et par tous l'embargo sur les armes décidé par l'Organisation des Nations Unies. Cet embargo aujourd'hui est violé par plusieurs puissances. Cela n'est pas durable. Plusieurs puissances aussi ont décidé de continuer d'importer des combattants du théâtre syrien, exportant le terrorisme dans cette région au mépris des intérêts de la Libye, de ses voisins du Sahel et de l'Europe. Nous avons été collectivement trop silencieux sur ces agissements et nous devons être beaucoup plus durs dans les semaines qui viennent. Nous travaillons avec l'ensemble de nos partenaires dans les pays voisins de la Libye pour obtenir un cessez-le-feu durable, puis enclencher une dynamique qui permette une résolution politique du conflit sous l'égide des Nations Unies. C'est l'initiative que

la France souhaite conduire dans les prochaines semaines en lien avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : réunir tous les pays voisins pour aider à faire émerger la solution libyenne. Ce réengagement du voisinage libyen est indispensable dans la durée.

En Méditerranée orientale, il nous faut réengager un dialogue efficace et clarifié pour éviter un nouvel espace de confrontation et de remise en cause du droit international. Les pays méditerranéens de l'Union européenne se sont exprimés clairement en ce sens il y a quelques jours à Ajaccio. Nous respectons la Turquie, nous sommes prêts au dialogue avec elle, mais nous attendons qu'elle respecte la souveraineté européenne, le droit international, et apporte des clarifications sur son action en Libye comme en Syrie. Les insultes sont inopérantes. Et toutes ces paroles et tous ces actes n'ont pas leur place dans des relations responsables entre États. Et l'appel à la responsabilité que l'Europe a voulu lui lancer. Nous, Européens, sommes prêts au dialogue, à la construction indispensable d'une *Pax Mediterranea*, mais pas au prix de l'intimidation, pas au prix de la logique du plus fort ; dans le respect du droit international, de la coopération et du respect entre alliés. Ces principes sont non négociables.

En Europe continentale, sur la crise ukrainienne, le format Normandie nous a permis cette année, avec la Chancelière fédérale d'Allemagne, d'obtenir de premières avancées. Mais la situation en Biélorussie comporte le risque d'une nouvelle fracture sur notre continent. Le courage du peuple biélorusse force l'admiration de tous. Ses aspirations doivent être respectées et nous sommes à ses côtés. Je veux le dire avec beaucoup de force. Un dialogue politique national doit être mis en place et toute intervention extérieure doit être évitée. Nous avons eu l'occasion avec la Chancelière d'Allemagne, avec le Président du Conseil européen, d'échanger avec le Président Poutine et de plaider pour une médiation proposée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Nous ne voyons pas d'autre chemin que celui-ci. Non à l'ingérence, non au silence coupable. L'Europe, là aussi, sera au rendez-vous de sa responsabilité, de son histoire et de sa géographie.

Mais croire à la paix et la stabilité dans notre région, c'est aussi vouloir bâtir pour l'Europe continentale, les nouvelles grammaires en quelque sorte d'une stabilité durable et celle-ci ne saurait se réduire ni aux accords historiques ni, au fond, au démantèlement de ces accords durant les dernières années. Lorsqu'on parle de paix et de stabilité, de sécurité collective pour l'Europe, je ne peux pas taire aujourd'hui le fait que nous vivons dans une situation où notre sécurité et stabilité dépendaient très largement d'accords signés jadis entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques et que ces accords ont progressivement été démantelés durant la dernière décennie. La fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire a marqué une étape importante sur laquelle nous ne devons rester silencieux. C'est pourquoi je souhaite que nous, Européens, puissions réengager le cadre d'une discussion complète et ambitieuse avec tous nos voisins pour notre sécurité collective et construire le cadre nouveau qui prenne en compte la fin de ces traités historiques. Je le dis aussi avec beaucoup de clarté, nous ne déléguerons pas notre sécurité collective à d'autres puissances qu'à l'Europe.

Troisièmement, nous devons protéger les biens qui nous sont communs. C'est notre responsabilité à tous, cela va au-delà de nos intérêts nationaux, de nos équilibres régionaux. Protéger nos biens communs n'est pas contradictoire avec l'exercice de notre souveraineté. C'est au contraire la seule manière de la préserver réellement en gardant le contrôle de nos destins. C'est exactement ce que la crise que nous traversons démontre une fois de plus de manière incontestable.

La santé d'un seul face à une épidémie, c'est la santé de tous et nous avons une occasion unique de faire des moyens de lutte contre la pandémie des biens publics mondiaux auxquels chacun devra avoir accès. C'est le sens de l'action que nous conduisons dans le cadre d'ACT-A, le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, et que nous consoliderons dans les prochains mois sur l'ensemble des piliers, notamment sur le renforcement des systèmes de santé. La santé, bien public mondial, c'est un combat que nous avons mené durant toute l'année qui vient de s'écouler, que nous avons mené aussi à Lyon, quand il s'est agi de remobiliser la communauté internationale pour financer la lutte contre des épidémies historiques. C'est ce que nous continuerons de faire et nous devons le donner plus de force dans les mois qui viennent.

Le climat et la biodiversité doivent être plus que jamais aussi au cœur de notre agenda collectif. Pas dans les mots, mais dans les actes. En décembre, l'Accord de Paris aura cinq ans et nous savons d'ores et déjà que les objectifs que nous nous étions collectivement fixés ne pourront pas être atteints. La réponse à la pandémie peut changer la donne. Les plans de relance massifs adoptés dans tous les pays sont une occasion historique de transformation de nos modèles économiques et de développement. Cela doit être au cœur de l'ambition de l'Union européenne et je remercie la Présidente de la Commission qui s'est fortement engagée. Cela doit être au cœur des travaux du Groupe des Sept et du Groupe des Vingt. C'est indispensable. C'est aussi pour cela que je veux que la France puisse le jour anniversaire des cinq ans de l'Accord de Paris, mobiliser à nouveau la communauté internationale afin chacune et chacun d'entre nous de regarder où nous en sommes de nos engagements sans en changer en quelque sorte la mesure, sans brouiller les cartes, mais en remobilisant très fortement l'ensemble de nos pays et de nos régions dans une transparence complète, mais dans un volontarisme qu'il faut renouveler.

L'Europe parviendra dans les prochaines semaines, j'y suis déterminé, à un accord pour rehausser le niveau de son ambition pour atteindre la neutralité carbone en 2050. La Présidente de la Commission européenne a fixé l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à au moins 55 % en 2030. Cela suppose d'aller plus vite, plus fort sur un mécanisme d'échange de droits d'émission ambitieux, un prix du carbone minimum, un mécanisme d'inclusion carbone aux frontières. L'ensemble de ces mesures constitue un tout. L'une sans les autres n'aurait pas la même efficacité.

Aux côtés de nos partenaires britanniques et européens, nous irons chercher sur cette base un par un les engagements des grands émetteurs en vue de la COP26 et nous serons aux côtés de nos partenaires, notamment africains, pour atteindre nos objectifs communs. Le rendez-vous de décembre sur ce chemin sera essentiel. En novembre, nous réunirons à Paris un sommet des banques de développement pour faire en sorte que l'ensemble des flux financiers contribue à une relance écologique et solidaire en ligne avec l'Accord de Paris. Sur la biodiversité dont les liens avec le changement climatique comme la santé humaine sont désormais établis, nous organiserons dans les prochains mois à Marseille, avec l'Organisation des Nations unies, avec la Banque mondiale, un One Planet Summit qui nous permettra de bâtir un agenda d'actions concrètes sur les aires protégées terrestres et marines, l'agroécologie, le financement de la biodiversité et la lutte contre la déforestation, la protection aussi des écosystèmes et des espèces. Les océans, les pôles, les forêts tropicales appartiennent au patrimoine commun de l'humanité. Nous devons les protéger et nous le ferons en vue des échéances décisives que seront pour les Nations Unies les COP climat, biodiversité et lutte contre la désertification. Pour être au rendez-vous, je vous propose qu'un sommet soit organisé l'an prochain à New York, en amont de ces trois conférences des Parties, pour leur donner une impulsion décisive et aboutir à des résultats tangibles.

L'espace numérique est aussi un bien commun, un bien commun unique, ouvert et de confiance, qui doit faire l'objet d'une gouvernance nouvelle pour éviter qu'il ne soit capté, piraté, instrumentalisé. C'est le sens des initiatives que nous portons dans le cadre du partenariat Information et démocratie de l'appel de Christchurch ainsi que du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle. Nous devons consolider chacun de ces partenariats, avancer aussi sur le processus d'Aqaba et je remercie l'engagement de la Première Ministre néo-zélandaise comme du Roi de Jordanie sur cet agenda. Ce sont maintenant des solutions concrètes, mais surtout maintenant, nous avons besoin pas simplement des engagements, des actions des grands opérateurs, des actions des grandes plateformes et d'un engagement de notre part à tous à légiférer, à réglementer au niveau de nos régions s'ils ne sont pas au rendez-vous des engagements pris. La lutte contre la haine, la lutte contre le terrorisme, la création au fond d'un ordre public commun d'Internet sont aussi importants que l'innovation technologique et que la liberté car il n'y a pas de liberté sans ordre public. C'est à nous de le créer par un engagement international et je ne crois pas que la protection de la liberté d'expression puisse s'accommoder du discours terroriste, des discours de haine, de l'anonymat qui couvre en quelque sorte la désinhibition de la violence. Cet agenda est essentiel pour nous tous et toutes, nous continuerons d'y agir avec force.

Enfin, et je le dis dans un contexte qui est celui de l'épidémie que j'ai rappelé : l'éducation est un bien commun essentiel sur lequel nous continuerons de nous engager dans l'année qui vient. Des centaines de millions de nos jeunes ont été sortis de l'éducation à cause de l'épidémie, mais l'éducation, en particulier l'éducation des jeunes filles, continue d'être une priorité, tout particulièrement en Afrique. Aux côtés du Président Macky Sall, nous nous sommes engagés pour le Partenariat mondial pour l'éducation. Nous avons levé des fonds nouveaux afin de financer les actions de ce partenariat. Le rôle aujourd'hui de la Banque mondiale, des Nations Unies, du Partenariat mondial pour l'éducation, de l'UNESCO, le rôle aussi de nos actions bilatérales doivent être renforcés afin d'agir plus efficacement encore dans les mois et les années qui viennent pour améliorer l'éducation et tout particulièrement l'éducation des jeunes filles. Ce combat n'est pas terminé, loin de là, et nous ne saurions l'oublier. Il est au cœur, en tout cas, de l'engagement français en matière de défense et de lutte pour les biens publics mondiaux.

La quatrième priorité, c'est la construction d'une nouvelle ère de la mondialisation. La première ère de la mondialisation fut ouverte par les voyages de Christophe Colomb, de Ferdinand Magellan, celle de la découverte, des premières invasions aussi, d'un tâtonnement en quelque sorte, d'une forme de fascination ou parfois de malentendus réciproques.

La seconde fut celle des empires coloniaux et de la révolution industrielle du XIX^e siècle. Ce fut la mondialisation par le commerce, les premières ouvertures, mais aussi les routes de l'esclavage, de l'exploitation, du développement des uns, de l'asservissement des autres, des premiers déplacements de population et d'une recomposition de notre monde à l'aune de ces dominations.

La troisième a commencé en 1989 avec la chute du mur de Berlin, l'ouverture des frontières, la création de la croyance en la possibilité que la circulation des biens et des personnes puis la généralisation de l'Internet conduisent à des convergences d'intérêts, de valeurs, d'idées.

Au fond, c'est en cette ère de la mondialisation, et je passe là en cavalcade, on pourrait séparer chacune de ses ères en bien d'autres périodes, mais c'est cette troisième ère qui a été remise en cause depuis maintenant une dizaine d'années parce que la conviction profonde, la téléologie qui l'accompagnait, c'était que cette mondialisation serait une mondialisation de la paix, un rapprochement des valeurs, une universalisation du respect de l'autre. Et elle a été remise en cause par la crise financière, les transformations du monde, le retour des peuples, des consciences nationales et enfin, la pandémie mondiale ; remise en cause aussi par une crise profonde, la crise des classes moyennes occidentales qui, à un moment, ont douté de ce que cet ordre nouveau, de ce que certains avaient pu appeler cette mondialisation heureuse, pouvait leur apporter. Ces classes moyennes qui, partout en Occident, ont souvent été les variables d'ajustements économiques puis culturels de ce monde ainsi ouvert.

Alors, il serait infondé, en quelque sorte, de nier tout ce que cette période a permis de faire, d'avancer, tout ce que cette troisième ère de la mondialisation a permis d'apporter en termes de prospérité. Elle a sorti des centaines de millions de personnes de la grande pauvreté, précisément par une redistribution du commerce et de la production mondiale, et l'ouverture a permis une prise de conscience des voyages, des circulations qui ont aussi pacifié pour partie nos relations. Et il serait dangereux de nous enfermer dans un bégalement de l'histoire, dans un protectionnisme généralisé à coups de droits de douane, de guerre commerciale, dans une espèce de doute qui nous conduirait au renfermement ou à la logique des puissances. Parce qu'on le voit bien, le risque, c'est de répondre à cette crise de la mondialisation par un repli nationaliste, par la violence des populismes, des extrêmes plutôt, et par le retour des puissances.

Mais il est clair que les chaînes de valeur mondiales doivent être aujourd'hui repensées parce que la crise a démontré que la dépendance sur des secteurs stratégiques tels que la santé, le numérique, l'intelligence artificielle, l'alimentation aussi, peuvent mettre en question dans le monde tel qu'il est le libre exercice de la souveraineté. Mais nous avons aussi vu qu'il y a des bonnes dépendances et il y a des dépendances qui nous fragilisent. Nous avons besoin de garder le commerce international et les ouvertures parce que c'est bon pour nous sur le plan économique et social, parce que nous ne saurions d'ailleurs tout réinternaliser, parce que cela conduit à des justes dépendances qui imposent la coopération.

Mais la dépendance complète à l'égard de certaines puissances, qu'elles soient technologiques, qu'elles soient alimentaires ou industrielles, crée des vulnérabilités qui ne permettent plus les équilibres qui vont avec l'ordre du monde. Ensuite, les inégalités de ce nouvel ordre mondial sont devenues insoutenables. Nous avons sorti des centaines de millions de personnes de grande pauvreté dans certains pays. Nous avons réduit pour partie des inégalités Nord-Sud, mais nous avons creusé les inégalités au sein de nos pays. Et ce nouvel ordre rend insoutenable démocratiquement le cours des choses tel qu'il va. Puis, nous avons créé une mondialisation des consciences qui est aujourd'hui une mondialisation, en quelque sorte, non plus du savoir qui était le sous-jacent d'Internet, mais qui est devenue une mondialisation de l'émotion et du ressentiment.

Sur chacune de ces crises, nous devons apporter une réponse. C'est cette stratégie dont l'Union européenne est en train de se doter, comme d'autres puissances. Il est impératif que nos règles internationales soient adaptées pour tenir compte de ces nouvelles réalités, nous doter des moyens d'une coopération internationale plus équilibrée qui se fasse dans le respect de la souveraineté de chacun, au bénéfice de tous. À cet égard, la lutte contre les inégalités devra être très clairement au cœur de cette

mondialisation repensée. La France a apporté des initiatives qui ont permis des résultats sur l'entrepreneuriat féminin, sur le Partenariat mondial pour l'éducation, sur la santé pour tous, pour lutter contre toutes les inégalités de destin, mais il faudra aller plus loin.

En quelque sorte, vous le voyez bien, ce monde dans lequel nous avons vécu reposait sur un consensus académique devenu un consensus politique et de marché, ce qu'on a souvent appelé le consensus de Washington. Il a vécu. Nous devons reposer ensemble les bases d'une mondialisation plus juste, plus équilibrée, plus équitable, plus durable. Nous devons penser les termes d'une mondialisation qui accepte de revenir et de repenser les termes d'une juste souveraineté et du juste échange ; qui intègre en son sein, au cœur de son modèle, la lutte contre les inégalités sous toutes leurs formes, qu'elles soient de genre, de conditions sociales ou économiques, la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité, et qui permette de manière durable d'intégrer les conditions d'un nouvel équilibre du monde.

Nous aurons là aussi à porter des propositions concrètes dans quelques semaines au Forum de Paris et le travail engagé avec la Commission européenne, avec le Fonds monétaire international et beaucoup d'autres puissances de bonne volonté sera essentiel à cet égard. L'Afrique sera, avec l'Europe, le moteur de cette redéfinition des termes de la mondialisation. C'est pourquoi nous continuerons nos efforts dans le cadre de l'initiative que nous avons construite pour aider les pays africains à faire face à la pandémie sur le plan sanitaire, économique, social et humanitaire. Le sommet du Groupe des Vingt en novembre sera un rendez-vous décisif pour la mise en œuvre du moratoire sur la dette que nous avons acté et pour aller plus loin. Nous devons aussi mieux accompagner les immenses énergies des sociétés civiles, de cette jeunesse du continent qui est sa force et son avenir. C'est le sens des initiatives que nous porterons dans les prochains mois avec les diasporas et en soutien au secteur privé africain.

Enfin, le cinquième objectif que je veux ici essayer de proposer à notre collectif, c'est le respect du droit international humanitaire et des droits fondamentaux de chacun. Pour moi, cet objectif est essentiel à la survie même de notre organisation. En effet, nous assistons dans ce domaine à une série de reculs et bien souvent trop de silence. Depuis la création par les Nations Unies d'une Journée mondiale humanitaire, 5 000 travailleurs ont été victimes d'attaques, 1 800 ont été assassinés. L'année dernière a été la plus meurtrière. Et j'ai une pensée toute particulière pour ces jeunes Françaises et Français qui, au sein de l'organisation ACTED – l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement –, œuvraient exactement dans ce cadre, au Niger, et ont été tués dans des conditions atroces au mois d'août dernier. Non, les Nations Unies ne peuvent pas rester inactives devant une telle régression. C'est pourquoi, avec les ONG françaises, avec nos partenaires internationaux, nous construisons une initiative pour assurer l'effectivité du droit international, la protection du personnel humanitaire et la lutte contre l'impunité. L'espace humanitaire est un patrimoine commun qu'il nous faut protéger en garantissant l'accès aux populations civiles comme la protection des personnels qui les soutiennent. Nous avons vu des reculs sur ce sujet inexcusables. Nous avons vu des pratiques, y compris de membres permanents du Conseil de sécurité, en Syrie en particulier, inacceptables. La neutralité de l'action humanitaire doit être respectée et sa criminalisation endiguée.

Prendre nos responsabilités dans le domaine humanitaire, c'est aussi faire preuve de solidarité et d'humanité dans le domaine migratoire. La situation en Grèce à Mória est aujourd'hui très difficile. La France, aux côtés de l'Allemagne et de ses partenaires, prendra ses responsabilités pour accueillir les réfugiés et nous devons agir tous ensemble dans la gestion des flux migratoires pour mettre fin aux trafics d'êtres

humains, aux traversées de la mort, aux routes de la nécessité. Ce sera au cœur de l'agenda européen des prochaines semaines. J'aurai l'occasion d'y revenir. Nous devons intensifier la lutte contre ces trafiquants et être au rendez-vous de nos responsabilités.

Enfin, les droits fondamentaux ne sont pas une idée occidentale que l'on pourrait opposer comme une ingérence à tous ceux qui s'y réfèrent. Ce sont des principes de notre organisation inscrits dans des textes que les États Membres des Nations Unies ont librement consenti à signer et à respecter. C'est la raison pour laquelle, notamment, la France a demandé qu'une mission internationale sous l'égide des Nations Unies puisse se rendre au Xinjiang afin de prendre en compte les préoccupations que nous avons collectivement sur la situation de la minorité musulmane ouïghoure.

Et c'est parce que nous ne pouvons pas tolérer que, 25 ans après la conférence de Pékin, les droits des femmes dans le monde connaissent un profond recul que nous organiserons l'été prochain le Forum Génération Égalité avec ONU-Femmes, avec la société civile pour l'émancipation de toutes, l'éducation des filles et le respect réel et effectif des droits de l'homme.

Voilà les cinq principes sur lesquels la France veut reconstruire avec vous les fondements de l'ordre international pour que les fondements de notre organisation ne soient pas emportés par la pandémie. Au contraire, il faut prendre le changement par la main avant qu'il ne nous prenne par la gorge, disait Winston Churchill. Cela nécessite en méthode l'établissement d'une coopération internationale fonctionnelle fondée sur des règles claires, définies et respectées par tous. Le multilatéralisme n'est pas seulement un acte de foi, c'est une nécessité opérationnelle. Aucun pays ne se sortira seul de cette épreuve. La coopération internationale peut être difficile, mais elle est objectivement impérative.

Pour autant, nous ne pouvons plus nous contenter d'un multilatéralisme des mots qui ne permet d'agréer que le fond le plus grand dénominateur commun, manière de masquer des divergences profondes sous un consensus de façade. Il faut changer de méthode, inverser les termes du contrat, être aussi haut et clair quand certains se piquent d'adhérer à des alliances et à leurs principes, à des organisations et à leurs principes, pour les fouler aux pieds au réel. Soyons honnête entre nous, lucides, exigeants. Le multilatéralisme contemporain doit aussi associer les organisations internationales, les acteurs privés, les entreprises, les ONG, les chercheurs, les citoyens pour que chacun soit partie prenante des actions engagées. Il se construira sur la base d'accords solides, respectés, vérifiés entre partenaires de bonne foi, autour d'objectifs et de règles claires, avec une vraie responsabilité et des mécanismes de redevabilité.

C'est pourquoi, au Forum de Paris pour la paix, en novembre, nous nous efforcerons avec nos partenaires européens et africains, avec tous ceux qui le souhaitent en Asie, en Amérique et ailleurs, de consolider les bases de ce nouveau consensus international au bénéfice de l'avenir de notre organisation. Je ne crois pas au grand jour de refondation. Je crois en un travail déterminé, méthodique, rigoureux, de construction d'un ordre international contemporain qui permettra de tenir les générations futures à l'écart du fléau de la guerre, d'affirmer les droits de l'homme et l'égalité entre les nations, de favoriser le progrès social dans une liberté plus grande. C'est la promesse même de notre Charte. Elle est d'actualité. Je crois en la force de la volonté, en la valeur de la sincérité et du courage. Et en vous parlant en ce moment même, malgré la distance que crée l'écran, j'ai en mémoire le regard d'une enfant libanaise rencontrée il y a quelques jours, qui avait tout perdu, tout perdu, mais qui avait fait le serment de se battre envers et contre tout pour ce en quoi elle croit. C'est la

même mémoire pour les jeunes Français assassinés au Niger parce qu'ils croyaient en un monde d'humanité, de solidarité et de fraternité. Mais c'est le même souvenir que beaucoup d'entre vous ont sûrement et doivent avoir qui nous oblige, qui nous oblige à agir et qui nous interdit le cynisme, qui nous oblige, qui nous oblige à agir et qui nous interdit le découragement ou la facilité. Il y a des vies, mais il y a surtout des jeunes filles, des jeunes garçons qui, partout dans le monde, s'engagent parce qu'ils croient à nos mots, parce qu'ils vivent pour et par nos principes. Si nous les trahissons, nous sommes les premiers coupables de leurs désillusions ou du fait qu'ils perdent tout. Alors, c'est à nous de faire. Je nous en sais capable. En tout cas, là où nous sommes, nous ferons tout pour agir et je sais que beaucoup de collègues y sont prêts aussi. Je compte sur chacune et chacun d'entre vous.

Merci.
